

- Un éditorial de Laurent Laplante: la création possible d'un ministère des loisirs et des sports (page 4)
- En bloc-notes, Paul Sauriol revient sur le projet d'intégration des forces policières de la CUM (page 4)
- Les menées révolutionnaires des Tupamaros dans un contexte d'élection en Uruguay (page 9)

la météo

Générallement ensoleillé avec un maximum aux environs de 75.

LE DEVOIR

Fais ce que dois

Dédicace de Sainte-Marie-Majeure VOL LXII NO 178

Montreal, jeudi 5 août 1971

15 CENTS

Mission accomplie
au-delà de
toute espérance

Apollo 15 amorce la phase du retour

HOUSTON (AFP) — David Scott, James Irwin et Alfred Worden cinglent désormais vers la terre. La mission Apollo 15 est pratiquement terminée. Il ne reste plus qu'une "sortie" à faire: la marche dans l'espace que doit entreprendre Alfred Worden à partir de 11 heures 29 (HAE) aujourd'hui pour aller récupérer au flanc du module de service les cassettes de film des caméras avec lesquelles on a tenté de dresser une carte de la surface globale de la lune.

Cette sortie sera télévisée en direct et les terriens verront l'un d'eux, retenu au vaisseau spatial par un long câble, progresser, en se tenant aux mains courantes placées à cet effet le long du compartiment du moteur principal, jusqu'au module d'instruments scientifiques où se trouvent les caméras.

Cette sortie, qui est loin d'être la première du genre, est une innovation dans les vols Apollo.

Au programme des derniers jours du vol, il ne reste plus à l'équipage qu'à tenter de réaliser une autre première spatiale: prendre des photos d'une double éclipse, de lune et de soleil, le 6 août dans la soirée, avant d'aller amerrir, le lendemain, après 295 heures et douze minutes de vol, dans le Pacifique, par 26 degrés de latitude nord et 158, degrés de longitude, à 335 milles d'Honolulu.

Avant de quitter leur orbite lunaire où ils étaient restés après le retour de Scott et d'Irwin du site d'Alunissage Hadley, au pied des Apennins lunaires, les trois hommes ont placé sur orbite un mini-satellite scientifique qui, pendant un an, on l'espère, fournira des renseignements sur les champs magnétiques de la lune et de la terre, sur le flot de particules atomiques émanant du soleil et se déplaçant dans la queue de la magnétosphère terrestre. Cette dernière opération a précédé d'un peu plus d'une heure l'insertion, sur sa trajectoire de retour vers la terre, du vaisseau Apollo 15.

Cette manœuvre effectuée à 17 heures 23 (HAE) a marqué le début de la dernière partie du vol. Celui-ci a été un nouveau succès américain. C'est la quatrième fois en deux ans que des astronautes portant la bannière étoilée sur leur épaule et l'insigne de la NASA, débarquent sur la lune et y séjournent.

La journée du 4 août s'est terminée dans l'euphorie pour les savants du

Voir page 6: Apollo 15

Libération imminente de 183 prisonniers américains par Hanoï?

WASHINGTON (AFP) — Un porte-parole de la compagnie aérienne SAS à New York, interrogé hier soir au sujet de l'information du quotidien suédois Dagens Nyheter, a confirmé que le siège de la compagnie à Stockholm avait reçu une demande au sujet d'un vol charter de l'Indonésie à une destination "quelque part en Europe occidentale", le 21 août.

Le porte-parole de la SAS a ajouté que sa compagnie était tout à fait disposée à satisfaire cette demande mais que "pour le moment un accord n'était pas encore intervenu".

Pour sa part, interrogé au sujet des informations publiées par le journal suédois concernant la libération prochaine des 183 prisonniers de guerre



De passage à Grand Bank, petit village de pêche de Terre-Neuve, le premier ministre, M. Pierre Elliott Trudeau, a revêtu de pied en cap la tenue de travail de ses hôtes: pantalon, veste et coiffure imperméables, qu'il ajuste maladroitement au grand plaisir des spectateurs.

(Téléphoto CP)

M. Trudeau se félicite du revirement de Washington

par Jean-Pierre Bonhomme

SAINT-JEAN (Terre-Neuve) — Le premier ministre Trudeau s'est félicité hier après-midi de la décision prise lundi par les Etats-Unis d'appuyer une résolution permettant l'entrée de la Chine populaire aux Nations-Unies.

"J'accueille cette décision avec plaisir", a dit M. Trudeau. "Ce revirement dramatique illustre particulièrement bien cette habileté qu'ont les Américains de changer de voie (de s'amender) et cela ajoute à nos raisons de croire

aux bienfaits du processus démocratique".

M. Trudeau a fait cette déclaration au cours d'une conférence de presse qu'il a donnée au centre culturel provincial de Saint-Jean, à Terre-Neuve, après le déjeuner qu'il a pris en tête à tête avec le premier ministre de la province, M. Joe Smallwood. Le vieux politicien libéral n'était toutefois accompagné de son ministre des transports, M. Don Jamieson.

D'autre part, M. Trudeau a révélé aux journalistes qu'il tenterait de rencontrer le premier ministre britannique, M. Edward Heath, au retour des vacances qu'il prendra en Méditerranée et en Yougoslavie à compter de la semaine prochaine. M. Trudeau a dit qu'il songeait à prolonger son voyage de quelques jours à cette fin. Il a précisé que ces discussions porteront principalement sur les questions relatives au Marché commun; il a affirmé aussi que la question pakistanaise sera à l'ordre du jour. M. Trudeau avait décidé de prendre des vacances de trois semaines, le voyage en Angleterre devra donc vraisemblablement se situer durant la deuxième semaine de septembre.

L'annonce de ces projets nous vient une semaine après l'affirmation que le premier ministre a faite à Ottawa qu'il n'entreprendrait plus de voyage à l'étranger d'ici un an en raison de leur impopularité auprès de l'opinion canadienne.

D'autre part, M. Trudeau n'a pas annoncé une nouvelle entente fédérale-provinciale de subventions du ministère de l'Expansion économique régionale, ainsi que la presse locale le croyait, précisant que des difficultés mineures en empêchaient la signature.

Le parti conservateur avait émis un communiqué le matin même prédisant que M. Trudeau annoncerait que les subventions fédérales d'aide régionale seraient fixées à \$28,3 millions pour quatre ans alors que l'entente actuelle prévoirait des subventions de \$82 millions.

M. Trudeau a dit que les spéculations conservatrices étaient en-deçà de la réalité et il a souligné que le gouvernement fédéral apporte son aide à Terre-Neuve de plusieurs autres manières y compris les paiements de péréquation. C'est sans doute dans cet esprit que le premier ministre avait annoncé, la veille, au village de Fortune, la construction prochaine d'une route provinciale dans la péninsule de Burin et la participation fédérale au projet. Le gouvernement fédéral, répète-t-il à Terre-Neuve, aurait payé les 90% de la route transcanadienne maintenant parachévie.

Revenant sur la question de l'adhésion de la Chine à l'ONU, M. Trudeau a dit qu'il ne voulait pas interpréter la stratégie américaine concernant la résolution de l'Albanie — qui exige l'expulsion de Formose — mais il a répété que le Canada, de son côté, voterait simplement pour la reconnaissance de la Chine populaire.

M. Trudeau a dit encore que le chef de l'Opposition, M. Stanfield, n'apport

Voir page 6: De premiers

Voir page 6: M. Trudeau

Cinq bandits attaquent un train et s'enfuient avec 3 petits colis

Cinq audacieux bandits, armés jusqu'aux dents, ont réussi un spectaculaire hold-up, hier matin, en arraisonnant le train 51 du CN à destination de Toronto.

Il semble que les cinq individus ont d'abord fait fonctionner un signal rouge en bordure de la voie ferrée, obligeant le mécanicien à s'arrêter tout près de Lachine.

Le mécanicien, Max Bassett, et le chauffeur, Jean Saint-Germain, ont raconté que les singuliers pirates du rail ont braqué leurs armes dans leur direction, leur ont intimé l'ordre de sortir de la locomotive et de les suivre dans le wagon aux bagages.

Là, les malfaiteurs se sont rués sur les quelque 140 sacs postaux qu'ils ont éventrés avec des couteaux. D'après les deux témoins, ces individus cherchaient quelque chose. Ils ont finalement fait main basse sur trois petits colis et ont pris la fuite dans une automobile dissimulée dans un bosquet près de la voie ferrée.

Un porte-parole du bureau de poste n'a ni infirmé ni confirmé un rumeur qui aurait circulé et selon laquelle ce convoi transportait une somme de \$500.000 en argent. L'un des bandits a dit au mécanicien: "Si l'argent n'est pas ici et qu'on apprend plus tard qu'il est caché ailleurs sur le train on reviendra

vous trancher la gorge." Mais M. Bassett a émis l'opinion que les pirates avaient arrêté le mauvais train.

Tout ce scénario, digne des westerns les plus captivants, n'a duré que 10 minutes. Pendant ce temps, les 110 passagers ne se sont rendu compte de rien et croyaient tout bonnement que leur train faisait un arrêt réglementaire à Lachine.

On ne sait pas ce que contenaient les trois mystérieux colis que les cinq bandits ont volés mais il semble qu'ils ont dû être déçus en les ouvrant puisqu'au bureau de poste on a affirmé que la seule valeur monnayable qui se trou-

Voir page 6: Cinq bandits

En réponse à W. Rogers, Pékin dénonce le "complot" des 2 Chines

PEKIN (AFP) — La Chine populaire a accusé hier les Etats-Unis de tenter d'empêcher son admission aux Nations unies en y jouant la carte du "complot des deux Chines".

Dans un long commentaire, constituant la première réaction de Pékin aux déclarations faites à ce sujet le 2 août par M. William Rogers, l'agence Chine Nouvelle déclare, en effet, que le secrétaire d'Etat américain utilise le "complot des deux Chines" afin de continuer à faire obstruction au rétablissement des "droits légitimes de la République populaire de Chine aux Nations unies", persistant ainsi à se faire "l'ennemi du peuple chinois".

L'agence chinoise affirme que les déclarations de M. Rogers ont dévoilé "les supercheries perfides contre-révolutionnaires de l'impérialisme américain qui dit une chose et en fait une autre" et que les Etats-Unis font actuellement des efforts désespérés pour "maintenir la clique de Tchang Kai-shek aux Nations unies".

Rappelant que l'année dernière une majorité en faveur de l'admission de la Chine populaire s'est dégagée aux Nations unies, l'agence déclare que le gouvernement américain se voit maintenant obligé de modifier quelque peu sa tactique.

Soulignant ensuite que la déclaration américaine sur la question de l'admission de la Chine aux Nations unies, annoncée en juin dernier, a été constamment remise pour aboutir, en fin de compte, aux "propos absurdes" de M. Rogers, l'agence Chine Nouvelle ajoute que ce délai "réflecte la situation de plus en plus difficile où se trouvent les Etats-

Unis et montre que le gouvernement américain, ne veut pas accepter son échec, et entend toujours recourir au "complot des deux Chines" pour arrêter la roue de l'histoire".

L'agence chinoise accuse également M. Rogers de "mentir effrontément" en affirmant que le gouvernement américain s'efforce d'accommoder le rôle joué par les Etats-Unis aux réalités de la situation internationale. Elle reproche encore à Washington de "chercher à faire de l'expulsion des représentants de Formose une "question importante" né-

cessitant une majorité des deux tiers".

Après avoir accusé "les réactionnaires japonais d'avoir donné leur avis et travaillé énergiquement, ouvertement et en coulisse, pour aider M. Rogers à préparer le "complot des deux Chines", l'agence chinoise écrit en conclusion:

"La supercherie maladroite de "deux Chines" utilisée par l'impérialisme américain est absolument illégale et futile. Formose est une partie inaliénable de la Chine. Le peuple chinois s'oppose résolument aux "deux Chines", "une

Voir page 6: En réponse

La Chine pourrait être la 1ère puissance de l'avenir, dit Nixon

WASHINGTON (AFP) — Le président Nixon a indiqué clairement, hier, que les deux premières puissances mondiales de l'avenir seraient peut-être la Chine et les Etats-Unis et non pas, comme c'est le cas actuellement, les Etats-Unis et l'URSS.

Evitant, au cours d'une conférence de presse improvisée, son prochain voyage à Pékin, M. Nixon a affirmé que l'objectif primordial de ce voyage sera

de "trouver des terrains d'entente entre les Etats-Unis, première puissance mondiale actuellement, et la Chine, qui sera peut-être la nation la plus puissante dans l'avenir".

Parallèlement à ce compliment au géant chinois, le chef de l'exécutif américain a indiqué qu'il ne comptait pas se rendre à Moscou avant d'aller à Pékin, car "nous estimons, et je pense que les Soviétiques sont d'un avis analogue, qu'un sommet à Moscou avant que je ne me rende en Chine ne servirait pas les intérêts les mieux compris de l'URSS et des Etats-Unis".

M. Nixon a rappelé à ce propos qu'il avait été d'accord avec le ministre des affaires étrangères soviétiques, M. Andreï Gromyko, lors de leur dernière rencontre à l'automne dernier pour estimer qu'une réunion à l'échelon le plus élevé ne serait utile qu'une fois assurées les chances d'un progrès considérable.

Le président n'a pas exclu, par conséquent, la possibilité d'un sommet soviéto-américain au cas où les conversations menées entre les deux pays sur un grand nombre de problèmes débouchaient un jour sur un accord éventuel.

Le chef de l'exécutif américain a déclaré que les progrès de ces conversations étaient "très significatifs" à propos de Berlin et qu'ils étaient "bons" en ce qui concerne la négociation "SALT". Quant aux consultations sur le Proche-Orient, M. Nixon s'est borné à dire qu'elles se poursuivaient et qu'il se refusait "à spéculer sur les chances d'un accord intermédiaire pour la réouverture du canal de Suez".

Etant donnée la possibilité d'un accord partiel sur la limitation des armements stratégiques vers la fin de l'année, accord qui justifierait un sommet américano-soviétique, il n'est pas exclu que M. Nixon se rende à Pékin beaucoup plus tôt que prévu. Le président a déclaré en effet catégoriquement, au cours de sa conférence de presse improvisée, que son voyage à Pékin "sera le premier que je ferai".

M. Nixon a précisé que la date exacte de sa visite en Chine sera fixée dans le courant des deux ou trois mois à venir et que l'ordre du jour de ce sommet "sera très soigneusement préparé de façon à ce que les discussions portent

Voir page 6: La Chine

au gré du temps

Japonaiseries

Parce qu'un avion de chasse nippon égaré dans un corridor aérien a percuté un Boeing provoquant la mort de 162 personnes, le ministre de la défense et le chef de l'Etat-major de l'armée de l'air donnent leur démission, au risque d'entraîner la chute du premier ministre.

Il n'y a pas si longtemps, dans de semblables circonstances, ceux qui au Japon se considéraient comme responsables d'un désastre s'ouvraient le ventre à l'aide du grand sabre de samouraï. A présent, on ne se fait plus bara-kiri, on démissionne.

Si dans notre monde, tous ceux qui estiment être la cause, même involontairement, de malheurs publics avaient la dignité de se démettre de leurs fonctions, que de changements continus dans les administrations.

Louis-Martin TARD

rendu à Victoria. La délégation comporte également M. Claude Morin, sous-ministre des affaires intergouvernementales, et trois secrétaires du premier ministre: MM. Jean Prieur, Claude Trudel et Charles Denis.

Parmi les sujets à l'ordre du jour, il y a la pollution, les investissements étrangers, l'agriculture, les coûts de l'assurance-maladie, et surtout la fiscalité.

A ce dernier titre, les premiers ministres étudieront les répercussions sur les provinces des changements que le gouvernement fédéral s'apprete à apporter à la fiscalité. Ils reverront aussi le dossier des accords fiscaux qui doivent être renouvelés au début de l'an prochain.

Il sera peut-être également question des affaires urbaines, à la lumière des récentes initiatives d'Ottawa en ce sens.

Depuis que le Québec a dit "non" au projet de charte constitutionnelle élaboré à Victoria à la mi-juin, il n'y a pas eu de contacts officiels entre les provinces, bien qu'il y en ait eu entre Ottawa et Québec.

M. Bourassa n'a pas l'intention de soumettre à ses collègues de contre-propositions susceptibles de dénouer l'impasse constitutionnelle, ni d'entreprendre avec eux de nouvelles négociations, en l'absence d'Ottawa.

Mais l'on estime à Québec que l'absence de tension qui prévaudra à Victoria, cette fois-ci, de même que la non-nécessité de devoir en arriver à des conclusions fermes, pourra faciliter une nouvelle prise de contact sur ce sujet litigieux. Mais la délégation québécoise n'a pas de stratégie précise à cet égard. Elle est toutefois disposée à réouvrir le dossier, si l'occasion se présente.

Quant à la démission éventuelle de M. Claude Morin, il est vrai que l'in-

Voir page 6: Québec



Ce sont les gouvernements qui créent la violence (André Fortin)

par Donat Valois, de la PC

OTTAWA — Ce sont les gouvernements qui créent la violence et les policiers qui l'appliquent, a soutenu hier M. André Fortin, leader parlementaire du Crédit social.

M. Fortin, qui représente le comté de Lotbinière aux

Communes, a expliqué, au cours d'une entrevue à Ottawa, que les criminels sont généralement le "fruit" des politiques adoptées, des opinions et des comportements des politiciens, et plus particulièrement de ceux qui assument les

responsabilités du pouvoir.

Pensez à la mollesse de certaines politiques, à la sévérité d'autres; analysez le contenu des discours de nos dirigeants et des politiciens; voyez leur arrogance; et vous comprendrez pourquoi la vio-

lence existe partout aujourd'hui, déclare en substance le député.

La violence habite tout le monde, dit-il. Les gens aiment les discours à l'emporte-pièce, les sports violents les désastres, les accidents tra-

giques, les vols et les meurtres suscitent l'intérêt au plus haut point.

M. Fortin a tenu ces propos alors qu'il était interrogé sur les raisons qui ont poussé son parti, au début de la semaine, à réclamer le rétablis-

sement de la peine capitale.

Les créditistes entendent d'ailleurs forcer le gouvernement Trudeau à exaucer leur vœu à ce sujet dès la reprise de la session parlementaire, en septembre.

M. Fortin a expliqué qu'il

fallait rétablir la peine de mort pour les meurtriers, non pas parce qu'elle représente la solution idéale à la prévention du crime, mais parce que, dans les circonstances, on n'a pas le choix.

La peine capitale devrait

être appliquée jusqu'à ce que les gouvernements aient mis au point d'autres méthodes pour prévenir le crime, et de réformer les individus susceptibles de devenir des malfaiteurs, estime le député.

La vague de meurtres qui déferle au Québec depuis quelques mois est pour lui un indice certain que les méthodes actuelles de prévention criminelle ne sont pas efficaces. M. Fortin croit que l'on devrait dépister les individus susceptibles de devenir des criminels dès leur passage dans les maternités et les écoles élémentaires afin qu'ils puissent être corrigés et qu'ils s'intègrent normalement à la société canadienne.

Le député estime que si le gouvernement lançait un débat public — les créditistes l'entendent y forcer — sur la peine capitale, il verrait que la majorité de la population canadienne favorise le maintien de ce châtiment.

M. Fortin affirme d'ailleurs que plusieurs députés fédéraux gouvernementaux partagent l'avis que la peine de mort devrait être le lot des assassins.

Selon lui, le gouvernement a pris, il y a quelques années, la décision de suspendre la peine de mort pour une période de cinq ans. Sans consulter la population comme il l'a fait pour "l'avortement et l'adoption du drapeau canadien". Aujourd'hui, estime-t-il, le temps est venu qu'il le fasse pour la peine de mort.

Actuellement, rappelle le député, seuls les meurtriers d'un policier ou d'un garde de prison sont passibles de l'échafaud. "Pourquoi? Est-ce que la vie d'un député, d'un journaliste, d'un mécanicien ou autre vaut moins que celle d'un policier?"

Mission des Apôtres de l'Amour infini en Haïti

Les Apôtres de l'Amour infini se préparent à envoyer une mission en Haïti.

La secte, qui possède un monastère à Saint-Jovite, a révélé qu'elle a acquis un ancien patrouilleur de la marine canadienne et que 25 missionnaires s'embarqueront pour Haïti le mois prochain.

Le navire avait été vendu en avril à un citoyen de Halifax qui l'a revendu à un bienfaiteur de la secte. Il mesure 90 pieds de long. Prix de vente et de la revente: \$10,000.

Le Père Jean-de-la-Trinité, chef de la secte, a révélé que la propriété en Haïti est également un don. Le navire a été rebaptisé Jesus Christus.

Le Père Jean a dit que l'on aménage une chapelle à bord.

La secte fut fondée en France il y a 18 ans. Pères et mères de famille peuvent être prêtres ou religieuses. La secte a d'autres propriétés à Sainte-Monique près de Montréal; dans les Cantons de l'Est; à Churubusco, dans l'Etat de New York, à Somerset, dans l'Ohio.

Depuis deux ans, la police a perquisitionné plusieurs fois dans le monastère de Saint-Jovite, à la recherche d'enfants disparus.

En 1968, le juge Léandre Prévost, de la Cour du bien-être social de Saint-Jérôme, a ordonné que les enfants ne soient plus gardés au monastère: il avait été prouvé qu'une fillette de quatre ans y vivait en danger moral et physique.

L'affaire fit sensation lorsque les Apôtres furent accusés de cacher des enfants dans des maisons privées plutôt que de les confier aux autorités du bien-être.

REMERCIEMENTS



Isabelle Dupuis
Nous tenons à remercier tous nos parents et amis pour le réconfort de leur amitié et la chaleur de leur sympathie témoignées à l'occasion de la mort tragique d'Isabelle, survenue le 22 juillet dernier à l'âge de 6 ans.

Marie-Thérèse, Jean-Guy, leurs deux fils François et Benoît Dupuis

LES SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES INC.

(Clinique légale de Pointe St-Charles)

AVOCAT PRINCIPAL DEMANDÉ

Les Services Juridiques Communautaires Inc., ont un besoin urgent d'un avocat principal, qui possède un minimum de 2 ans d'expérience dans la pratique du Droit.

Les candidats doivent communiquer le plus tôt possible avec:

Denis Jacques
à 933-8432

afin de fixer une entrevue.
Le salaire est à discuter.

Institution privée reconnue par le Ministère

recherche

- PROFESSEUR DE DACTYLO à temps plein et légalement qualifiée
- PROFESSEUR DÉTENTEUR D'UN BREVET A à temps plein.

Faire parvenir curriculum vitae à:

Case 1541, Le Devoir

Une importante maison d'édition de manuels scolaires demande un:

ASSISTANT À L'ÉDITION

Le titulaire de ce poste aura à assumer la révision des manuscrits, leur préparation pour la composition et la correction des diverses épreuves. Il devra posséder une excellente connaissance du français et, de préférence, une certaine expérience dans le domaine de l'édition ou un domaine connexe.

Salaire en fonction de l'expérience et avantages sociaux.

Envoyer demande et curriculum vitae à:

Case 1544, Le Devoir

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

DEMANDE

UN CUISINIER

pour une école polyvalente de 3,500 élèves

QUALIFICATIONS:

Diplômé de l'école d'hôtellerie de la province de Québec avec expérience de préférence.

SALAIRE:

Selon qualifications et expérience.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur demande par écrit le ou avant le 12 août 1971 à:

HERVE SICARD,
Directeur des services au personnel,
103, rue Montcalm,
Hull, P.Q.

Carrières et Professions

DIRECTEUR DES RELATIONS PUBLIQUES

Le Défi

Une société réputée vient de créer un poste de directeur des relations publiques. Le candidat choisi sera responsable de la sélection, du contrôle et de l'authenticité de l'information transmise à l'intérieur de la société et au grand public. En plus de jouer un rôle important dans le choix des médias d'information, il entretiendra des relations étroites avec les administrations publiques et les différents réseaux de l'organisation. Lieu de travail: Montréal.

Les Candidats

Ils ont acquis de bonnes connaissances des relations publiques et leur compétence professionnelle leur permet d'accéder à un poste clé dans ce domaine. Dynamiques et innovateurs, ils peuvent utiliser avec efficacité des techniques modernes de communication dans le but de promouvoir les objectifs de la société. À leurs connaissances intimes du milieu francophone s'allie un excellent jugement qui leur permettra de remplir avec succès les fonctions du directeur des relations publiques d'une société progressive.

Vous référant au dossier JB11-519 F, veuillez adresser votre demande, qui sera traitée confidentiellement, à monsieur J.G. Baylaucq, 1, Place Ville-Marie, Montréal.

P.S. ROSS ET ASSOCIÉS

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MONTREAL • HALIFAX • OTTAWA • TORONTO • WINNIPEG
CALGARY • EDMONTON • VANCOUVER • LONDRES, ANGLETERRE

Représentés dans des villes importantes à travers le monde.

CONSEILLER EN INFORMATIQUE

Le Défi

Par suite de l'accroissement des activités de consultation dans le domaine de l'informatique, notre maison désire retenir les services d'un conseiller qualifié qui se joindra à un milieu professionnel où la collaboration multi-disciplinaire est fortement encouragée. Le candidat choisi sera affecté à une équipe d'experts-conseils et s'occupera principalement de l'analyse, de la conception et de la mise en oeuvre de systèmes financiers et comptables. Lieu de travail: Montréal.

Les Candidats

Maîtrisant bien le français parlé et écrit, ils possèdent une formation universitaire ou une équivalence professionnelle en comptabilité. Ils ont acquis une solide expérience dans l'analyse, la conception et l'implantation de systèmes financiers et comptables, idéalement dans une grande entreprise industrielle ou dans une firme de conseillers en administration. À leur compétence professionnelle s'ajoute un intérêt marqué pour un milieu de travail où ils auront l'occasion de mettre à profit leur expertise.

Veuillez adresser votre demande, qui sera traitée confidentiellement, à: monsieur John Corso, 1, Place Ville-Marie, Montréal.

P.S. ROSS ET ASSOCIÉS

CONSEILLERS EN ADMINISTRATION

MONTREAL • HALIFAX • OTTAWA • TORONTO • WINNIPEG
CALGARY • EDMONTON • VANCOUVER • LONDRES, ANGLETERRE

Représentés dans des villes importantes à travers le monde.

L'ASSURANCE-VIE DESJARDINS

DEMANDE

UN ADJOINT À L'ACTUAIRE EN ASSURANCE COLLECTIVE

LA FONCTION

Sous l'autorité de l'actuaire, planifie, organise, dirige et contrôle l'administration et la recherche en assurance collective, en rentes collectives et accurance. La responsabilité touche notamment les soumissions et la sélection, l'émission, la perception, les changements, les renouvellements et les prestations. Plus de 30 employés composent l'équipe à diriger.

QUALIFICATIONS

Le candidat est diplômé universitaire et possède une vaste expérience administrative de l'assurance collective (8 ans et plus)

ou

a réussi au moins 7 examens de la Société des Actuaires et possède de 4 à 5 ans d'expérience dans le domaine de l'assurance collective.

Le candidat possède un sens administratif très

développé, est capable de former et de motiver l'équipe qu'il dirige, s'exprimer facilement en français et en anglais, est souple et mature.

CONDITIONS DE TRAVAIL

Salaire selon l'expérience et les qualifications. Avantages sociaux généreux. Discretion absolue. Lieu de travail situé à Lévis, au siège social.

Faire parvenir curriculum vitae à:
Le directeur du personnel
L'Assurance-Vie Desjardins
200, avenue des Commandeurs
Lévis (Québec)

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE DE L'OUTAOUAIS

offres d'emploi

Des professeurs sont demandés pour enseigner les spécialités suivantes:

Un (1) professeur pour enseigner la FORESTERIE à FORT-COULONGE, comté de Pontiac.

SCOLARITÉ: 14 ans et plus

DIPLOMES EN TECHNIQUES FORESTIERES

EXPERIENCE INDUSTRIELLE PERTINENTE REQUISE

Un (1) professeur en DÉCORATION D'INTÉRIEUR ET ÉTALAGISTE

Un (1) professeur en RELIURE

Deux (2) professeurs en CUISINE DE RESTAURANT ET SERVICE DE TABLE

SCOLARITÉ: études secondaires minimum

DIPLOMES DANS LA TECHNIQUE CONCERNÉE

EXPERIENCE INDUSTRIELLE PERTINENTE REQUISE

Faire parvenir votre Curriculum vitae avant le 13 août 1971 à:

M. Hervé Sicard,
Directeur du personnel,
Commission Scolaire Régionale
de l'Outaouais, 103, rue Montcalm,
Hull, Qué.
Tél.: 771-7311

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE HONORÉ-MERCIER

REQUIERT

les services d'enseignements en Enfance inadaptée dans les domaines suivants:

- classes d'attente
- classes de récupération (élémentaire)
- classes de mésadaptés sociaux-affectifs graves
- classes d'enfants souffrant de dyslexie
- professeurs d'Éducation physique (déficients mentaux moyens)

EXIGENCES:

Brevet d'enseignement spécialisé ou brevet d'enseignement régulier avec permis d'enseignement option Enfance inadaptée et preuve d'inscription au brevet spécialisé.

N.B. - Les candidats ayant l'expérience dans ces domaines particuliers auront la préférence.

Faire parvenir curriculum vitae et pièces justificatives pour le 12 août 1971 à:

C.S.R. Honoré-Mercier
a/s M. Pierre Prévost
Directeur des Services au Personnel
69, boulevard Saint-Joseph
Saint-Jean, Qué.

LA COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE JEAN-TALON

offre d'emploi

PROFESSEURS DEMANDÉS

No. 71 A

A l'enseignement professionnel secondaire

- Plomberie-chauffage (Sec. 1, 2 et 3)
- Soudure et forge (Sec. 1, 2 et 3)
- Mécanique-automobile (Sec. 1, 2, 3 et 4)
- Menuiserie (Sec. 1, 2, 3 et 4)
- Photographie (Sec. 3, 4 et 5)
- Dessin publicitaire (Sec. 3, 4 et 5)
- Tenue de maison et soins de beauté (Sec. 1, 2 et 3)

- Horticulture ornementale (Sec. 3, 4 et 5)

- N.B. 1) Les critères d'engagements seront pertinents à la fonction.
2) Demandes acceptées jusqu'au 16 août 1971.
3) Adresser votre demande par écrit, en y incluant un mini curriculum vitae à:

COMMISSION SCOLAIRE RÉGIONALE JEAN-TALON

M. Roland Brisebois, sec. gén.,
335 ouest, 76e rue,
Charlesbourg, Québec 7.

ADJOINT AU DIRECTEUR GÉNÉRAL

(Confédération patronale)

La fonction

- 1) Seconder le directeur général dans des tâches administratives diverses (organisation matérielle - secrétariat de comités - publications - relations publiques - relations avec les membres - recherches - etc...)
- 2) Assumer la responsabilité de l'établissement de relations structurées entre le secteur de l'éducation et l'entreprise.

Les qualifications

Degré universitaire en sciences humaines. Plusieurs années d'expérience dans l'entreprise privée ou l'organisation patronale. Excellente connaissance du secteur de l'éducation et des besoins de l'entreprise en ce domaine. Capacité de rédaction. Bilinguisme parlé et écrit.

La rémunération

A discuter selon les qualifications. Bénéfices sociaux usuels. Allocation d'automobile.

Adresser "curriculum vitae" complet avant le 20 août 1971. Discretion assurée.

CONSEIL DU PATRONAT DU QUÉBEC
Suite 1105, 1080 Beaver Hall
Montréal 128, Qué.



Fred et Flipper hier au Centre des arts et de la culture, à Saint-Jean de Terre-Neuve, tentant désespérément d'apercevoir au passage le premier ministre, M. Trudeau. L'on nous dit que c'était l'anniversaire de Flipper et que son maître a voulu ainsi le récompenser. (Téléphoto CP)

Le syndicat dénonce la violence

La grève des Steinberg menace de s'étendre sur la Côte-Nord

par Gisèle Tremblay

Les soixante employés des magasins Steinberg à Baie-Comeau et à Haute-Rive ont voté à 88% en faveur de la grève mardi et ceux de Sept-Îles devaient faire de même hier soir, de sorte que le conflit de travail qui sévit depuis un mois dans les supermarchés du Saguenay risque maintenant de s'étendre à toute la division de la Côte-Nord.

Les employés des deux régions sont membres du même syndicat (CSN), bien qu'ils soient régis par des conventions

collectives distinctes. Au cours d'une rencontre, les 15 et 16 juillet, les deux comités de négociations ont décidé de faire front commun et doivent rencontrer ensemble les représentants patronaux aujourd'hui.

Dans les deux cas, les syndiqués réclament la parité de salaire avec leurs confrères de Montréal et de Rimouski, et c'est là le principal point en litige. Présentement, une somme de \$14 par semaine sépare les employés

saguenéens de leurs homologues montréalais.

Le directeur de la grève dans les quatre magasins Steinberg du Saguenay, M. Raymond Rousseau, a dénoncé l'attaque à la bombe perpétrée mardi matin contre le magasin d'Arvida. Les responsables de cet acte de banditisme, a-t-il dit, sont des éléments étrangers au conflit.

De son côté, le coordinateur régional de la CSN, M. Jean-Marie Ouellet, a mis les grévistes en garde contre les sympathies extérieures bruyantes et inopportunes et proposé à Steinberg Ltée de fermer ses magasins pendant la durée de la grève.

Les travailleurs du Saguenay, a-t-il expliqué hier au téléphone en commentant les manifestations de la semaine dernière, ont l'habitude de voir leurs débrayages provoquer la fermeture des établissements concernés.

M. Ouellet a réfuté par ailleurs l'interprétation qu'on donnait des points en litige mardi les dirigeants de la compagnie Steinberg.

Il est exact, a-t-il précisé, que Steinberg a offert à ses employés permanents de la région entre \$102 et \$126,50 par semaine pour la deuxième année d'un éventuel contrat de travail. Mais la compagnie compare ces chiffres au contrat signé par le même syndicat pour les employés d'épicerie concurrentes dans la région, et dont l'échelle de salaire, indique-t-elle, varie entre \$80 et \$80 par semaine.

Or, de préciser M. Ouellet, Steinberg oublie de dire que sur les 300 employés de ses cinq magasins dans la région (Alma, Jonquière, Arvida et deux à Chicoutimi), la moitié sont à temps partiel et travaillent de 10 à 30 heures par semaine, poursuit-il, et ont en général de une à cinq années de services.

D'autre part, révèle M. Ouellet, les "concurrents" dont parle la compagnie ne sont pas des supermarchés mais 94 épicerie indépendantes qui emploient chacune de trois à neuf personnes.

Si on divise de part et d'autre la masse salariale par le nombre de salariés les employés des "commerce concurrents" reçoivent en moyenne \$23 par semaine de plus que ceux de Steinberg, soutient M. Ouellet.

Et ce dernier d'ajouter que la compagnie a recours à ses employés à temps partiel pour n'avoir jamais à payer du temps supplémentaire, fixé par la convention à taux triple.

M. Ouellet conteste enfin les affirmations de la compagnie qui dit avoir con-

Suite à la page 6

En nursing

Une soixantaine d'auxiliaires se trouvent sans travail ni possibilité de recyclage

par Solange Chavlin

Une soixantaine d'auxiliaires en nursing sont sans travail et sans possibilité de recyclage dans la région de Montréal, a annoncé hier l'Association des infirmières du Québec, au cours d'une conférence de presse. Après avoir été acceptées aux cours de recyclage offerts à leur intention dans les cégeps, afin d'accéder à la profession d'infirmière, elles ont reçu un appel téléphonique, quelques jours avant l'ouverture des cours, les avisant que le nombre d'admission avait été réduit. Or, plusieurs d'entre elles, mères de famille, travaillaient déjà et avaient abandonné leur emploi pour se recycler.

Raison invoquée par les cégeps Maisonneuve et Bois de Boulogne: il y a du chômage chez les infirmières selon une étude de contingence qui aurait été effectuée par les ministères de l'éducation et des affaires sociales. Par conséquent, il est inutile d'augmenter présentement le nombre des travailleuses de la santé.

Plusieurs autres raisons auraient toutefois motivé la décision des cégeps de refuser le recyclage à une soixantaine d'auxiliaires en nursing. Ces cours sont organisés en collaboration par la direction générale de l'éducation permanente du ministère de l'éducation du Québec, et par le Centre fédéral de la main-

d'oeuvre d'Ottawa. A toutes fins utiles, l'entente fédérale-provinciale prévoit le paiement de 330 places-élèves chez les auxiliaires en nursing, au Québec pour la présente année. Ces places sont réparties à travers les sept collèges qui offrent ces cours.

D'autre part, selon M. Léo Paré, directeur du service des programmes et examens de l'éducation permanente au Québec, ces refus ont été motivés par l'absence de possibilités de stages pratiques dans les hôpitaux. "Il y a présentement suffisamment d'étudiantes qui font des stages dans les hôpitaux et selon une étude effectuée conjointement par les ministères de l'éducation et des affaires sociales, il est impossible d'augmenter ce nombre sans nuire à la qualité de l'enseignement et à la qualité et au confort des malades".

Les auxiliaires en nursing ne seraient pas les seules à souffrir d'une situation de "retour à la normale", nous a-t-on dit au ministère de l'éducation. En effet, en septembre prochain, les Cégeps, après avoir augmenté légèrement l'an dernier le nombre d'admissions chez les étudiantes en nursing, retourneront au statu quo.

Si le chômage chez les infirmières n'est pas alarmant, il est tout de même

Suite à la page 6

Une suggestion de l'Office de révision

Un médecin pourra plus librement prélever un organe sur un cadavre

Aux termes de nouvelles dispositions que l'Office de révision du code civil suggère d'introduire dans notre droit civil, il serait loisible à tout médecin, autre que celui qui constate le décès d'une personne, de prélever un organe sur cette personne, en cas d'urgence, sans se préoccuper de son consentement ou du consentement de ses proches.

Tacitement notre droit reconnaissait jusqu'à présent le principe en vertu duquel une personne est libre de disposer de son corps comme elle l'entend à la condition que ce ne soit pas contre l'ordre public, mais l'inviolabilité du corps humain paraissait plus stricte que ne le souhaitent les législateurs de l'Office.

Ils viennent de rendre publics cinq articles sur la reconnaissance de certains droits concernant la personne humaine. D'ici le 1er octobre, le public et les corps intermédiaires sont invités à fai-

re valoir leurs opinions sur cette révision proposée après quoi l'Office soumettra son rapport au gouvernement du Québec.

Dans les cas de donations d'organes de la part d'un vivant, les législateurs de l'Office proposent que tout majeur puisse aliéner entre vifs une partie de son corps ou se soumettre à une expérience pourvu que le risque couru ne soit pas hors proportion avec le bienfait qu'on peut en espérer. Dès lors, c'est le médecin ou l'expérimentateur qui devient juge.

Tel consentement serait en tout temps révocable.

Les législateurs de l'Office s'opposent à la vente d'organes et n'admettent pas que les parties du corps humain puissent faire l'objet d'un négoce quelconque. Quant à la disposition du cadavre, il y aurait reconnaissance du droit de régler à l'avance ses funérailles et

le mode de disposition de son cadavre à défaut de quoi un litige entre les parents serait soumis à un juge de la cour provinciale et plus particulièrement des futurs tribunaux de la famille.

Enfin, les législateurs consacrent la coutume selon laquelle une autopsie ne peut être pratiquée sans le consentement du défunt, de ses proches ou sans autorisation par la loi.

Les révisions ainsi proposées consacrent plutôt des principes déjà appliqués mais la suggestion sur les prélèvements sur des cadavres permettrait plus de rapidité et plus d'efficacité aux médecins qui désirent procéder à la greffe d'un organe. Pourvu qu'il y ait urgence, que le médecin qui prélève soit autre que celui qui constate le décès et que le défunt n'ait pas explicitement fait savoir qu'il s'opposait au prélèvement, le prélèvement peut se faire sans tergiversations — ce qui n'est pas tout à fait le cas présentement.

■ en bref

Démentèlement d'un réseau de paris

Quatre hommes ont été arrêtés mardi à la suite du démantèlement partiel d'un important réseau de paris sur course de chevaux opérant presque exclusivement dans la région de Montréal.

Les individus arrêtés enregistraient jusqu'à \$60.000 de paris par jour. A ce rythme, les policiers de l'escouade de la moralité de la police de Montréal croient que le chiffre d'affaire du réseau atteignait 1/4 de million de dollars par mois.

Les arrestations ont été effectuées au cours de trois perquisitions dont l'une a eu lieu sur la rue Mont-Royal et les deux autres sur la rue Benny Crescent, à Montréal.

Selon le sergent Steve Olynik, 90% des paris étaient enregistrés à partir des courses qui ont lieu aux pistes équestres de Richelieu et de Blue Bonnets. Il ne s'agissait pas d'un réseau opérant à l'échelle internationale.

La police s'attend enfin à procéder d'ici peu de temps à d'autres arrestations.

Saisie de 350 livres de haschisch

La police de Toronto a révélé mardi que 350 livres de haschisch, la plus importante quantité de drogue jamais trouvée au Canada, ont été découvertes dans un camp de vacances pour garçons, à 10 milles au nord de la ville.

Selon l'inspecteur Wallace Harkness, de la police régionale de New York, le produit de la vente à l'once de cette drogue représenterait un montant d'environ \$2,5 millions.

Il a déclaré que la drogue a été déterrée lundi soir par un couple âgé qui loue le camp, après qu'ils aient eu des soupçons en voyant des hommes creuser le sol du camp.

Il a ajouté que le couple a découvert un certain nombre de sacs de plastique à environ 7 pieds sous terre.

Selon la police, le record précédent au Canada avait été établi le 13 juillet lorsque des douaniers avaient intercepté 210 livres de cette drogue, cachées dans deux caisses de bois et une valise, au bureau de fret aérien d'Air France à l'aéroport international de Montréal.

Environ 35 garçons se trouvaient au camp lundi, et un autre groupe de campeurs est arrivé mardi.

Les Rédemptoristes devront payer

La Cour d'appel du Québec a maintenu hier la décision rendue l'an dernier par la Cour supérieure, à Québec, qui condamne les Pères rédemptoristes de Sainte-Anne-de-Beaupré à verser une indemnité de \$40.000 aux parents d'un enfant qui avait été victime d'un accident.

L'enfant, Benoît Tremblay, fils de M. Joseph Tremblay, de Sainte-Anne-de-Beaupré, s'amusaait dans le cimetière de l'endroit, le 26 mai 1967, pendant que son grand-père, M. Georges Saint-Hilaire, un employé de la communauté, était occupé à tondre le gazon.

En gambadant, l'enfant, qui était alors âgé de moins de cinq ans, heurta la tondeuse conduite par son grand-père et fut grièvement blessé au talon droit.

La Cour supérieure en a tenu la communauté responsable en rejetant l'argumentation de son procureur qui soutenait qu'au moment de l'accident, l'enfant était sous la garde de son grand-père.

Le juge était alors parvenu à la conclusion qu'aucune raison ne justifiait le grand-père de tolérer la présence de son petit-fils pendant qu'il était occupé à tondre le gazon avec un appareil extrêmement dangereux.

Le règlement à la Dominion Glass

Près de la moitié des 900 employés de Dominion Glass, à Pointe-Saint-Charles, ne sont pas rentrés au travail après leurs neuf semaines de grève jeudi dernier: en accord avec la compagnie, ils ont pris aussitôt deux semaines de vacances. Le reste de l'entente prévoit: des augmentations minimales de 54 cents l'heure sur deux ans, ce qui porte les salaires entre \$3 et \$4 environ suivant les employés, sans compter des rajustements individuels de 7 à 14 cents l'heure; la rémunération à taux double après 12 heures de temps supplémentaires ou les dimanches et jours de fête; la prime en charge par la compagnie des contributions au régime d'assurance-salaire-maladie; et des allocations de départ équivalent à douze mois de salaire, selon les années de service, en cas de licenciement. Les usines de Dominion Glass en Ontario sont toujours paralysées par la grève. Tous les employés de la compagnie sont membres du Syndicat international des ouvriers unis du verre et de la céramique (FTQ).

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Suite à la page 6

Une activité 'néfaste'

Québec a mis fin au système de vente pyramidale

"Depuis l'adoption de la loi de la protection du consommateur (bill 45) une des formes d'activité commerciale des plus néfastes a pris fin au Québec", a déclaré hier le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, M. William Tetley, parlant des systèmes de vente pyramidale.

Le ministre a rappelé que l'article 75 de la nouvelle loi rend nul tout contrat de vente par référence, à paliers multiples, à système pyramidal, par réactions en chaîne ou par tout autre mode similaire de vente.

De plus, il a expliqué que l'article 76 et les suivants donnent à l'Office de la protection du consommateur des pouvoirs nécessaires pour faire respecter la loi. L'article 80 prévoit par exemple que si un commerçant enfreint la loi, le directeur de l'Office peut lui ordonner de s'y conformer et le commerçant doit obéir à cet ordre. Même l'appel de la décision de l'Office de protection du consommateur ne prive pas le citoyen de la protection à laquelle il a droit, puisque la décision de l'Office continue d'être exécutoire tant et aussi longtemps que la Cour n'a pas rendu un jugement définitif.

M. Tetley a précisé d'autre part que certaines entreprises ayant recours à ce type de vente ont fait connaître leur intention de se conformer immédiatement à la loi. Ainsi, la compagnie "Promotion et Succès limitée", nouvelle version de la compagnie "Inspiration et Succès", a communiqué avec le ministre Tetley pour lui signifier qu'elle arrêterait pour l'instant ses activités.

Le ministre a fait observer que des avis avaient été expédiés aux dirigeants d'une dizaine d'entreprises de ventes pyramidales, immédiatement après la promulgation d'une partie de la loi de la protection du consommateur, le 23 juillet. Parmi les compagnies avisées on retrouve "Dare to be Great of Canada Ltd.", qui a été déclarée coupable le 30 juin 1971 devant le juge Roland Langlois de la cour municipale de Montréal "Inspiration et Succès", qui est la seule compagnie poursuivie à avoir été acquittée. Des parties perdantes dans ces deux causes ont cependant porté les causes en appel; ces appels seront entendus en septembre prochain; et "Promotion et Succès Ltée", qui a récemment été incorporée au Nouveau-Brunswick. Le ministre n'a pas voulu dévoiler le nom des autres compagnies auxquelles son ministère a fait parvenir des avis parce que, a-t-il dit certaines de ces compagnies se situent à mi-chemin entre la légalité et l'illégalité.

M. Tetley a toutefois précisé que les nouvelles dispositions de la loi du consommateur ne dégageaient pas les compagnies de ventes pyramidales des engagements pris à l'occasion de contrats déjà conclus avec leurs clients.

Incident à Texpack de Brantford, Ont.

BRANTFORD, Ont. (CP) — Un autobus transportant quinze personnes a traversé la ligne de piquetage hier à l'usine Texpack Ltd. de Brantford, parmi les cris et les injures des grévistes. Ceux-ci, qui ont débrayé le 16 juillet, affirment que l'autobus véhiculait des "scabs" engagés à Hamilton. Le gérant de la compagnie avait déclaré la semaine dernière que l'usine reprendrait la production dès cette semaine. Les parties se sont rencontrées mardi pour la première fois depuis le début de la grève, mais un écart de 45 cents l'heure les sépare toujours quant aux salaires, présentement fixés à \$1,92 pour les femmes. L'entreprise appartient à l'American Hospital Supply Corporation, que le Syndicat canadien du textile accuse de ralentir la production de pensements à Brantford afin de passer plutôt de vieux stocks de l'armée américaine.

Faites installer les

GOUTTIÈRES
HO-DO

Galvanisé • Cuivre • Aluminium
Émaillé

ESTIMATION GRATUITE

MONTREAL 322-4160

QUEBEC 872-9244

PRIMEAU MÉTAL INC.

COLLÈGE ANDRÉ-GRASSET 1971

Collège privé reconnu d'intérêt public

COURS DU SOIR

Session: Automne 1971

— PROGRAMME de NIVEAU CEGEP:

— préparation aux facultés universitaires
— programme de passage au Brevet "A" (premier cycle)

— PROGRAMME du BACCALAURÉAT ÈS ARTS:

— Faculté des Arts de l'Université de Montréal
(enseignement extra-muros)

COURS OFFERTS

Anglais
Arts plastiques
(ateliers d'art)
Biologie
Cinéma
Économique

Espagnol
Français
Histoire
Géographie
Mathématiques
Philosophie

Physique
Politique
Psychologie
Sc. religieuses
Sociologie

Début des cours: Semaine du 13 septembre

Admission pour nouveaux étudiants: avant le 21 août

Inscription aux cours: avant le 3 septembre

Renseignements: du lundi au vendredi de 9h. à 17h.

Service de l'éducation permanente,
Collège André-Grasset,
1001 est. boul. Crémazie (Métro Crémazie)
Montréal 352 - Tél.: 388-5745

éditorial

Créer un ministère ne suffit pas

Comme les premiers ministres précédents, M. Bourassa constate qu'il n'est pas facile de réduire le nombre de ministères. Au contraire, il jauge ces jours-ci avec la possibilité de créer un ministère de plus, celui des loisirs, du plein air et des sports.

Le Devoir reproduit aujourd'hui un éloquent historique des efforts tentés jusqu'à maintenant pour doter le Québec d'une structure satisfaisante dans le secteur des loisirs et des sports. Il serait plus simple de suivre Nancy Greene dans un slalom géant que de mémoriser une aussi longue liste de vicissitudes. Les ministères se débarrassent du service des loisirs et des sports comme s'il constituait un sac de putois: M. Masse passe à M. Loubier qui passe au Conseil exécutif qui passe à M. L'Allier qui passe à M. Saint-Pierre qui ne sait à qui passer... Et pendant tout ce temps, un brave, un preux, M. Gilles Houde, laisse entendre sans le dire tout en le disant qu'il consentirait volontiers, lui, à garder la responsabilité du Haut-Commissariat. Son offre de services comprend cependant une nuance de taille: que le Haut-Commissariat devienne un ministère et que le responsable du secteur des loisirs et des sports obtienne, enfin, un fauteuil ministériel.

De fait, différents organismes réclament depuis des années un ministère des loisirs. La Confédération des loisirs du Québec, même à l'époque où elle portait encore le nom de Confédération des oeuvres de loisirs, militait en faveur d'un tel ministère. Aux yeux de la CLQ et d'autres groupes, seul un ministère peut mettre fin à l'indécible nomadisme qui afflige le service des loisirs et des sports depuis des années. Il est permis, toutefois, de poser des questions: car rien n'assure que la création d'un ministère coupera court à la lutte pour le pouvoir qui stérilise ce secteur depuis des années. Remarquons, en effet, qu'on a constamment décapité le service des loisirs et des sports chaque fois qu'on l'expédiait vers un autre ministère. Lorsque, sous l'Union nationale, le "bureau des loisirs et des sports" quitta l'éducation pour passer au tourisme, l'arrêté-en-conseil prenait soin de noter que le directeur du service, M. Pierre Leclerc, ne suivait pas son personnel. Plus près de nous, même tour de passe-passe: le Haut-Commissariat quitte le ministère des communications pour retourner à l'éducation, mais MM. Chantigny et Duceppe demeurent en arrière. La même tactique se reproduit tout au long de cette tumultueuse histoire.

D'autres constatations s'imposent. Le monde québécois des loisirs est le fief bien gardé d'un groupe assez restreint de responsables. Avec les années, la liste ne s'allonge que lentement. La conséquence, c'est que les différents gouvernements en arrivent à toujours consulter les mêmes

personnes quand vient le temps de mettre en place une nouvelle structure, un nouveau directeur.

Malgré ses mérites évidents, ce groupe n'a pas réussi encore à formuler une véritable philosophie du loisir. Il a découvert le plein air et y a intéressé bon nombre d'entre nous. Il a eu son mot à dire dans l'élaboration des Jeux du Québec et a puissamment aidé à les populariser. On est quand même encore loin d'une vue d'ensemble. Et sans une telle vue d'ensemble, on se demande bien ce que ferait un ministère. Il aura fallu des années pour que le ministère des affaires culturelles découvre enfin sa voie et se donne une vocation réfléchie. S'il venait au monde sans mandat précis, un ministère des loisirs, des sports et du plein air patagerait ou risquerait de n'appartenir pendant longtemps qu'à une faction.

Le besoin existe, dira-t-on. Sans aucun doute. Un ministère trouvera à s'employer fort utilement s'il débordait des conceptions étiologiques et propose au Québec une politique du loisir. Il est temps, par exemple, qu'on cesse d'attribuer toutes les vertus au sport. Il est temps, quand on parle de sport, de ne pas tout miser sur la super-étoile qu'on pourra expédier aux jeux olympiques, mais qui monopolise un équipement sportif qui devrait servir à tout un groupe. Il est temps qu'on prenne conscience que le camping, la motoneige et le ski de fond entraînent les familles en dehors des municipalités et rendent nécessaire un aménagement régional.

Pour agir de façon utile, un ministère des loisirs devrait démarrer avec des perspectives bien définies. Il devrait, pour ne prendre qu'un exemple, baliser un chenal précis pour ses relations avec les ministères de l'éducation, du tourisme, des affaires culturelles, des richesses naturelles... Il devrait recevoir des responsabilités suffisamment déterminées pour qu'on sache quel genre de sous-ministères et de hauts fonctionnaires il faut enrôler et quelles priorités il convient d'établir parmi les différents secteurs. A défaut de semblables précisions, le nouveau ministère flottera pendant des mois ou des années, recruta sans vergogne des techniciens de la "santé par les mollets", des vendeurs d'anneaux et des portiers d'auberges de jeunesse.

En somme, un ministère est nécessaire, mais une structure n'est pas une panacée. Au lendemain de la fondation d'un ministère, les mêmes intrigues vont menacer les nouveaux responsables, les mêmes groupes vont reprendre leurs pressions nettement sectorielles, les mêmes politiciens vont loucher du côté des subventions, les mêmes pénuries de fonds et de spécialistes séviront. La différence pourtant indispensable s'apparaîtra que si la nouvelle structure table sur une philosophie et

sur des priorités, sur des moyens fermement décrits et sur des regroupements généraux.

Ce dernier point mérite explication. Créer de toutes pièces un nouveau ministère n'est sans doute pas la solution idéale. Mieux vaut d'emblée regrouper sous un même toit certains éléments qui relèvent aujourd'hui du ministère du tourisme, tels services du ministère des affaires culturelles... En d'autres termes, le nouveau ministère devrait prendre la place du ministère du tourisme, de la chasse et de la pêche, en remettant certaines responsabilités aux ministères des richesses naturelles et du commerce et englober une partie de la juridiction aujourd'hui dévolue au ministère des affaires culturelles. De cette manière, le monde du loisir aurait une représentation au Conseil des ministres, mais on n'ajouterait pas un ministère à une liste déjà trop longue. Cette procédure comporte cependant des difficultés. En effet, si l'on commence à regrouper les responsabilités de façon rationnelle, on risque fort d'y prendre goût et de vouloir repenser l'ensemble des ministères! On se demandera, par exemple, ce que fait l'Office franco-québécois auprès du ministre des communications alors qu'il appartiendrait normalement au ministère de l'éducation. Et l'on se demandera pourquoi le ministère des affaires sociales assume dans le domaine des colonies de vacances plus de responsabilités qu'il ne conviendrait. Et on pourrait multiplier les exemples.

Enfin, il est essentiel, en créant un nouveau ministère, qu'on évite de se lier imprudemment à des milieux qui ont déjà des intérêts à défendre dans le domaine. Le monde du loisir a son pourcentage de charlatans et de maquignons: ils ne perdent pas nécessairement leurs "qualités" en passant à la fonction publique.

Il est d'ailleurs possible que le gouvernement se contente de renforcer la structure du Haut-Commissariat et ne veuille pas créer immédiatement un ministère. Si tel est le cas, qu'au moins le gouvernement ait la décence de procéder enfin par voie démocratique. Le recours à l'arrêté-en-conseil quand il s'agit de triturer des organismes aussi importants à quelque chose d'odieux et de malhonnête vis-à-vis de l'Assemblée nationale. Si le gouvernement décide de s'arrêter pour cette fois à mi-chemin et de se satisfaire d'un commissariat, qu'il le fasse en déposant une proposition en ce sens sur le parquet de l'Assemblée nationale. A ce moment, la population aura au moins l'assurance qu'on donne à l'organisme gouvernemental autre chose que la nébuleuse juridiction actuelle.

Peut-être qu'à ces conditions un ministre consentira à garder le Haut-Commissariat plus d'un an...

Laurent LAPLANTE



— Imaginons que c'est le premier ministre Trudeau...

lettres au DEVOIR

Un bilan trop complaisant de la dernière session à Québec

Monsieur le directeur,
Je viens de relire attentivement votre éditorial du 17 juillet 1971 intitulé: "Le gouvernement Bourassa au terme de sa deuxième session".

Je n'en reviens pas! Vous dites: "Le bilan est dans l'ensemble, plus encourageant qu'on ne le prévoyait". Plus loin vous dites encore: "M. Bourassa a suivi la seule ligne de conduite digne d'un gouvernement résolu à agir".

Comment pouvez-vous seulement mentionner le mot digne en parlant d'un gouvernement que l'opposition a dû combattre farouchement de même que tous les éditeurs pour l'empêcher de confier, à toute fin pratique, une grande partie de nos intérêts à des étrangers en voulant faire accepter à tout prix le projet de loi 50 tel qu'il l'avait conçu. Vous mentionnez aussi d'autres lois acceptables et je m'en réjouis, mais vous m'avez en plus parlé du projet de loi 45 adopté à la vapeur. On a voulu par cette loi protéger le consommateur... mais on a quand même protégé un peu la finance!

Que fait-on du français, langue de travail? Si jamais la Commission Gendron présente un rapport,

la situation aura tellement changé qu'il ne servira à rien.
En parlant de mode de scrutin, vous espérez que ce même gouvernement apportera "des réformes au moins modestes". Mais, pourquoi pas une réforme complète? Est-ce donc trop demander, trop oser? On propose des demi-mesures en pensant sans doute les faire accepter plus facilement.

Vraiment je ne suis pas optimiste. Vous avez beau citer les noms de personnes du cabinet Bourassa qui vous semblent s'affirmer, je ne suis pas rassuré pour autant car ces mêmes personnes étaient là, derrière leur chef, pour approuver sans réserve et dans son intégrité ce fameux projet de loi 50.

Vous doutez que la tutelle d'octobre 1970 ait existé? Ou se terminait donc nos gouvernements provinciaux à ce moment-là? Oh! Le ministre Choquette a bien parlé dans le temps. D'ailleurs, il parle assez souvent. Il a déjà pris la précaution de dire, lorsqu'il voulait émettre la carte d'identité obligatoire, que la police n'en profiterait pas pour se servir de cette carte contre la pègre car ce serait injuste à l'égard de celle-ci. N'a-t-il pas dit aussi qu'on ne pouvait dé-

truire la pègre d'un seul coup parce que cela dérangerait trop l'ordre social? Dommage que je ne me souviens pas textuellement de ces phrases, car elles étaient à inscrire quelque part.

Et qu'est-ce donc que cette fausse concertation de la Gendarmerie royale, de la police provinciale, de la police municipale, enfin de tous les corps de police imaginables? Si c'est vraiment contre la pègre et pour la protection du citoyen, il y a longtemps qu'on aurait dû y penser. Allons, nous ne sommes pas dupes. C'est bien plutôt au cas d'une insurrection appréhendée... On doit vous avoir à l'œil! Il y a tellement de méchantes gens au Québec, surtout les nationalistes! Non, toute cette mise en scène ne me dit rien qui vaille.

Et pour finir, que penser d'un gouvernement qui donne une partie importante de ses forces à l'International Telegraph & Telephone pour des sommes dérisoires avec mille et un avantages?

Avec tout ceci, en plus de tout ce qu'on nous cache, il y a de quoi être inquiet.
Raymonde COUILLARD
Montréal, le 30 juillet 1971

La condition première d'un renouveau de l'éducation

Les dernières recommandations du Conseil supérieur de l'éducation sur la redéfinition des tâches de l'enseignant me semblent être d'une extrême importance pour le renouveau pédagogique au Québec.

C'est cet esprit de remise en question de l'utilisation de l'enseignant en situation scolaire. Actuellement nous sommes devant une situation assez déplorable: le système ne tient pas compte des compétences particulières de chacun. Evidemment l'on tient compte de la scolarité, des années d'expérience de l'enseignant, mais dans son travail quotidien, le milieu a beaucoup plus le souci de la "case" avec 30 élèves à tel degré pour enseigner une ou plusieurs matières. Le reste...

Je crois qu'il faudra en venir à établir à l'intérieur d'une même région scolaire des équipes d'enseignants. Ces équipes devront être complémentaires. J'entends par là des équipes fondées non pas en fonction uniquement de la matière mais fondées dans le but d'offrir un enseignement valable. Par exemple, pour l'enseignement de la mathématique moderne:

- un enseignant spécialisé dans la matière, ayant des aptitudes pour enseigner à un grand groupe;
- deux enseignants spécialisés

dans la matière ayant des aptitudes pour travailler avec des groupes restreints;

- un enseignant spécialisé en audi-visuel;
- un enseignant spécialisé selon les besoins de l'équipe (didactique, psychopédagogie, recherche en éducation, etc.).

C'est là à mon sens ce qu'entre en jeu les recommandations du CSE. Celui-ci préconise quatre journées d'activités éducatives. Personnellement, je crois qu'il faut aller encore plus loin si l'on veut que le renouveau se fasse. L'esprit des propositions du CSE peut accentuer la réforme. Cela crée une situation. Il importera d'utiliser cette situation.

Il est évident que pour arriver à ce type d'équipe efficace, il faudra effectuer un changement radical et cela à plusieurs niveaux: administrateurs scolaires, enseignants, syndicats, ministère de l'éducation, etc... La mobilité des horaires, l'enseignement individualisé, le travail d'équipe, impliquant une transformation radicale de l'acte d'enseigner. Cette transformation se fait par une recherche constante. Il ne suffit pas de décréter une réforme pour qu'elle se fasse dans toutes les écoles. Il faudra permettre aux admi-

nistrateurs et aux enseignants d'expérimenter de façon honnête cette formule. Il ne suffit pas de lancer une idée. Il faut aussi créer et donner des instruments susceptibles d'aider ceux qui en font leur réalité quotidienne.

Souhaitons que le ministère de l'éducation accepte, complète et expérimente les propositions du CSE. Il restera ensuite à convaincre les syndicats d'enseignants qu'une telle formule est à l'avantage de leurs membres. Peut-être la CEQ comprendra-t-elle qu'un groupement d'enseignants doit faire de la pédagogie et de l'enseignement une de ses priorités. L'on sait qu'au dernier congrès de la CEQ, la pédagogie et l'enseignement sont devenus la cinquième priorité de la Corporation. Il faudrait que la CEQ apprenne que l'enseignant qui veut être un agent de changement efficace à long terme doit créer une situation d'enseignement favorisant le développement de l'autonomie et de la créativité chez l'élève. Avec des élèves autonomes et créateurs, la société du Québec se renouvellera et l'enseignant aura été un des agents de ce changement.

Claude PAQUETTE

Laval, Pont-Viau, le 2 août 1971

Où est la première urgence en matière de services de santé?

J'ai appris avec inquiétude par les journaux l'aménagement prochain de vingt-cinq centres locaux de services communautaires. Vraiment, M. Castonguay, je me demande si vos conseillers ont vraiment le sens de leurs responsabilités et s'ils connaissent bien le fonctionnement des hôpitaux et de la médecine dans la Province.

Des Centres Communautaires qu'il faudra équiper de laboratoire et parfois d'appareils de radiographie, de sténos, de classeurs, de fiches, de meubles, etc... Pourquoi? Pour permettre aux malades d'avoir accès plus facilement aux soins médicaux. Allons donc! Avec le nombre restreint de médecins, vous pensez pouvoir y fournir des soins adéquats et de bonne qualité. Croyez-vous que les spécialistes et ceux qui ont la grosse clientèle vont avoir le temps de visiter ces centres et de donner de bons soins? Alors ces centres, si mon idée est juste, seront desservis par des médecins ou non qualifiés ou trop occupés pour donner des soins conformes aux normes de la médecine moderne.

Pourquoi les millions dépensés pour ces centres ne serviraient-ils pas à la construction d'hôpitaux de malades chroniques et de convalescents et à des foyers d'hébergement?

Monsieur le Ministre, consultez vos experts et s'ils sont bien

renseignés, ils vous diront que nombre de malades séjournent dans les hôpitaux à des prix énormes alors qu'ils devraient être dans des hôpitaux de chroniques et de convalescents à des prix de huit à dix fois moindres. Il y a assez de lits pour malades aigus actuellement. Ce qu'il faut et ça presse, ce sont des endroits où placer les chroniques, les invalides et les convalescents.

Vos officiers chargés du placement des malades que je viens de mentionner ne peuvent pas trouver de place pour eux et sont perdus quand il s'agit de le faire.

Avec les communications facilitées d'aujourd'hui, les patients peuvent se rendre dans les hôpitaux, les cliniques externes et au bureau des médecins sans difficulté et là, ils recevront des soins conformes à leurs besoins. La construction de petits hôpitaux de quelque 20 à 25 lits bien équipés dans des centres assez peuplés et où il y a un médecin résident ne serait-elle pas plus efficace que ces Centres Communautaires où la médecine perd sa excellence et où les malades seront traités à la broche?

M. Castonguay, connaissez-vous la médecine? Vous semblez croire que l'exercice de la médecine est une question d'argent. C'est plus que cela. La vie d'un citoyen n'a pas de prix, sachez-le une

fois pour toutes. Permettez-moi qu'un médecin non qualifié fasse de l'actuarité. Si jamais vous êtes frappé par la maladie, je suis convaincu que vous allez choisir le meilleur spécialiste: sur le plan humain, est-ce que votre vie vaut plus que celle d'un autre citoyen de votre Belle Province? Je suis convaincu que vous n'irez pas vous faire traiter par un aide-médecin qui lui, après quelques années, se pensera médecin et accomplira des actes qui mettront en danger la vie des personnes confiées à ses soins. Partant de votre théorie d'aide-médecin, pourquoi ne donnez-vous pas des diplômes aux charlatans, aux guérisseurs, aux rebouteurs et à tous ceux qui prescrivent à leurs amis tel ou tel médicament qu'ils ont eux-mêmes ingurgités parfois au détriment de sa santé et de sa vie.

Monsieur le Ministre, continuez à enrégimenter les médecins dont nous avons tous besoin et vous aussi; continuez à les traiter comme vous le faites et bientôt la médecine sera en baisse et la population en souffrira et peut-être vous et votre famille en premier, ce que je ne vous souhaite pas.

Y. Y. Boisvert
rentier

Québec, le 30 juillet 1971

bloc-notes

L'intégration des forces policières de la CUM

Le Livre blanc publié la semaine dernière par le ministre de la justice sur "la police et la sécurité des citoyens" comporte trois pages sur la question de l'intégration des services de police dans la Communauté urbaine de Montréal. Mais cela ne jette pas beaucoup de lumière sur la décision éventuelle du gouvernement provincial quant au sort du règlement no 26 adopté en mars dernier par le Conseil de la CUM.

Le ministre rappelle que la Commission municipale de Québec a tenu des audiences publiques au sujet de ce règlement et a fait des recommandations au gouvernement, que certaines municipalités de la CUM s'opposent à ce règlement parce qu'il n'est pas conforme à l'article 233 de la loi de la CUM; mais il ne tranche pas la question et note seulement que les recommandations de la Commission municipale de Québec feront l'objet d'une décision du gouvernement "en fonction des orientations du présent Livre blanc".

Si l'on se reporte aux orientations et aux propositions du Livre blanc quant à l'intégration régionale des forces policières, il est évident que le ministre est favorable à une telle intégration, même dans un territoire qui n'aurait pas été érigé en communauté urbaine. Toutefois, M. Choquette a déclaré à la radio qu'il n'avait pas pu approuver le règlement 26, parce que ce règlement n'est pas conforme à la loi de la CUM, et il a ajouté que si la Communauté voulait se conformer à la loi, le gouvernement donnerait son approbation.

Dans les propositions du Livre blanc sur l'intégration régionale des forces policières, on retrouve, présentées sous une autre forme, les exigences ou conditions mentionnées à l'article 233 de la Loi de la CUM. La procédure est cependant différente, car l'intégration se ferait par le gouvernement, sur recommandation du ministre et sur un rapport d'un commissaire-enquêteur qui aurait été mandaté par le ministre pour préparer le programme d'intégration. Dans le cas de la CUM, c'est le Conseil de sécurité publique qui a été chargé de cette tâche.

Compromis acceptable

Dans son rapport au gouvernement, en date du 9 mai dernier, la Commission municipale de Québec constate, comme le Livre blanc, que le règlement 26 n'est pas conforme aux prescriptions de l'article 233 et que les municipalités ont raison de se plaindre d'un manque de précisions sur les modalités de l'intégration. Néanmoins, la Commission municipale ne recommande pas le rejet de ce règlement, mais propose une procédure qui permettrait d'arriver à l'intégration en protégeant les droits des municipalités, sans appliquer l'article 233.

En vertu de cette formule, le règlement 26 serait approuvé, mais on ajouterait à la loi de la CUM une disposition qui permettrait à la Communauté municipale de Québec de tenir une enquête à la suite de la présentation du plan d'organisation prévu à l'article 6 du règlement, et qui donnerait à la Commission le pouvoir d'autoriser l'entrée en vigueur du plan d'intégration et de le modifier s'il y a lieu.

Le cas de la CUM est particulier. L'intégration des forces policières s'impose, et la répartition financière du coût de l'intégration est déjà en vigueur. La disproportion des municipalités en présence dans la Communauté rend très dif-

ficile la préparation d'un programme détaillé dans le cadre de négociations entre les municipalités.

En donnant à la Commission municipale de Québec un rôle d'arbitre, le gouvernement permettrait aux municipalités de faire entendre leurs points de vue sur le programme préparé selon le règlement 26, mais il assurerait en même temps une décision efficace dans un délai raisonnable.

La méthode préconisée dans le Livre blanc pour l'intégration des forces policières peut être plus normale pour d'autres régions. Mais la formule proposée par la Commission municipale dans le cas de la CUM n'est pas incompatible avec les orientations du Livre blanc. M. Choquette ne pouvait pas évidemment engager d'avance le gouvernement, ce qui explique la phrase sibylline de la page 51 du Livre blanc. Comme la proposition de la Commission municipale suppose un amendement à la loi de la CUM, il faudra vraisemblablement attendre à la prochaine session, avant que le règlement 26 puisse être approuvé.

Paul SAURIOL

De palabres en palabres

En renouant, il y a dix ans, avec la tradition des conférences inter-provinciales, Jean Lesage espérait mettre sur pied au Canada un nouveau mécanisme de coordination politique. En réconciliant leurs initiatives dans les domaines relatifs de leur compétence, mais qui gagneraient à être planifiés à l'échelle du pays, pouvait-on croire alors, les provinces parviendraient à freiner la centralisation et, partant, la "dé-fédéralisation" du gouvernement au Canada: en se concertant entre égaux, loin de la tutelle paternaliste du gouvernement central, elles réussiraient à réduire quelque peu la prépondérance de celui-ci dans les relations intergouvernementales, par le biais de ces conférences fédérales-provinciales qu'Ottawa ne manquait pas de diviser pour mieux les dominer. Peut-être l'ancien premier ministre du Québec avait-il la nostalgie de cette belle époque, au 19e siècle, où les provinces avaient fait front commun pour circonscrire la volonté de puissance du "senior govern-

Suite à la page 6

LE DEVOIR

Fondé par Henri Bourassa le 10 janvier 1910

Directeur et rédacteur en chef: Claude Ryan

Rédacteur en chef adjoint: Michel Roy

Directeur de l'information: Jean-François

Trounstein, Bernard Larocque

LE DEVOIR est publié par l'imprimerie Populaire, société à responsabilité limitée, dont le siège social est situé au numéro 434 est, rue Notre-Dame, Montréal 127. Il est composé et imprimé par l'imprimerie Dumont, incorporée dont les ateliers sont situés à 9130, rue Saint-Jacques, Ville LaSalle. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans LE DEVOIR.

ABONNEMENT: Édition quotidienne: \$35 par année, six mois: \$19. À l'étranger: \$40 par année, six mois: \$22, trois mois: \$12. Édition du samedi: \$10 par année. Édition hebdomadaire, livrée à domicile par porteur: 75 cents par semaine. Tarif de l'abonnement servi par la poste aérienne sur demande. Courrier de deuxième classe: enregistrement numéro 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

TELEPHONE: 844-3361 (lignes groupées)

La révolution des loisirs au Québec, c'est pour quand?

L'histoire frustrante du haut-commissariat à la jeunesse, aux loisirs et aux sports

par la Confédération des loisirs du Québec

A l'appui de sa lettre du 27 juillet à M. Robert Bourassa, réclamant la création d'un ministère des Loisirs et des Sports au Québec, la Confédération des loisirs du Québec a publié hier un document résumant l'histoire décevante des efforts de coordination amorcés par le gouvernement depuis dix ans. Voici de larges extraits de ce document.

Si on fait l'historique du loisir sur une longue période, on s'aperçoit qu'en premier lieu, (1925-1945), les oeuvres de loisirs furent l'oeuvre de l'Eglise. Les O.T.J. sont considérées à l'époque comme oeuvres d'apostolat ou d'action catholique. Le loisir existe alors pour prévenir ou guérir certains maux sociaux: délinquance juvénile, empêcher les enfants de jouer dans la rue, etc.

Par la suite, on assista à l'arrivée des responsables laïques qui assumèrent de plus en plus leurs responsabilités dans ce domaine. La société subissant des transformations, le rôle de l'Etat devint de plus en plus prépondérant, forcé par l'opinion publique qui s'éleva au problème du loisir.

Mais, l'Etat, avant 1960, joua un rôle à ce point effacé dans le domaine du loisir, qu'on peut parler de période morte quant à l'intervention gouvernementale.

Vers les années 1960, les loisirs subissent une remise en question. Divers congrès parlent de municipalisation, de régionalisation et de planification du loisir. Des comités d'étude sont créés.

Le rapport Belisle

C'est en ce sens que le comité d'étude sur les loisirs, l'éducation physique et les sports (rapport Belisle) fut créé en vertu de l'arrêté en conseil no. 275 du 20 février 1962 sur proposition du ministre de la Jeunesse du gouvernement du Québec, M. Paul Gérin-Lajoie. Le rapport de ce comité d'étude fut rendu public en 1964. Se basant sur une analyse de la situation, les auteurs dégageaient les faits suivants:

- 1) Le gouvernement du Québec n'a pas eu, jusqu'à ce jour, de politique bien définie en matière de loisirs. En fait, c'est une des seules provinces qui n'ait pas encore de service officiel en matière de loisirs, d'éducation physique et de sports.
- 2) Le gouvernement du Québec, par le truchement du ministère de la Jeunesse, accorde des subventions à des fins de loisirs depuis 1946.
- 3) L'action des municipalités dans le domaine des loisirs est très incohérente.
- 4) L'éducation physique scolaire, principalement au niveau élémentaire est "très mal organisée".
- 5) L'éducation du public au sujet des loisirs est rudimentaire et les critères pour guider l'action sont peu nombreux.

6) Le partage des responsabilités entre le secteur privé et le secteur public est mal défini et prête à confusion.

Ce rapport recommandait que la conception des loisirs soit élargie; que l'Etat mette sur pied un organisme gouvernemental chargé d'appliquer une politique en ce qui touche les loisirs, les sports amateurs et la jeunesse; que soit créé à cette fin, au futur ministère de l'Education, un service en dehors des cadres de l'enseignement formel. Le comité recommandait également la formation d'une Direction de l'éducation physique scolaire, rattachée à l'enseignement formel au sein du ministère de l'Education et la création d'un bureau de liaison entre les différents ministères et services gouvernementaux impliqués dans le problème des loisirs, afin de coordonner leur action et de favoriser une politique gouvernementale uniforme.

Création du Bureau des loisirs et des sports

Les constatations et les recommandations du rapport Belisle contribuèrent à court terme à la naissance du Bureau des loisirs et des sports. En 1964-1965, ce Bureau fut greffé au ministère de l'Education; la direction fut confiée à M. Pierre Leclerc qui avait été jusque là le directeur général de la Fédération des Loisirs du diocèse de Québec.

En janvier 1967, le ministre d'Etat adjoint à l'Education, M. Marcel Masse, annonçait la création d'un comité consultatif des sports et loisirs.

Le mandat confié au comité comportait cinq tâches principales:

- Agir comme conseiller auprès du Bureau des loisirs et des sports relativement à sa politique, à son orientation et à son action.
- Faire connaître au Bureau les besoins et les aspirations des organismes et de la population.
- Aider à évaluer l'action du Bureau auprès de la population.

Interpréter la politique et l'action du Bureau.
Effectuer certains travaux à la demande du Bureau.

A cette même époque, M. Marcel Masse affirmait publiquement qu'un comité interministériel permanent, devant siéger sur les questions de la jeunesse, des loisirs et des sports était créé. Ce comité n'a jamais été mis sur pied et n'existe nulle part dans les structures gouvernementales.

Les colloques de Saint-Sylvestre et de Lévis

En août 1967, la Confédération des loisirs du Québec tenait un colloque à Saint-Sylvestre. Au cours de ce colloque, les têtes dirigeantes d'organismes provinciaux et régionaux de loisirs font consensus sur la demande d'un ministère du loisir.

En septembre 1967, une vaste consultation en vue d'une politique gouvernementale sur les loisirs, fut organisée à Lévis.

M. Jean-Marie Morin, député de Lévis et adjoint parlementaire de feu Daniel Johnson, était l'organisateur de cette consultation.

Lettre de Londres

Un départ sacerdotal qui a étonné l'Angleterre

par JEAN DROLET, correspondance spéciale au Devoir

"Presque 90 pour cent des consultations que j'ai données durant les trois dernières années de mon ministère ont consisté en quelque sorte à protéger les gens contre l'enseignement officiel de l'Eglise."

Voilà ce que vient de déclarer, au moment où le débat sur le projet de Loi fondamentale de l'Eglise déborde les milieux proprement ecclésiastiques et remet en lumière les deux grandes tendances qui se confrontent à l'intérieur de l'Eglise, particulièrement depuis le Concile Vatican II, une figure vivement controversée dans les milieux catholiques britanniques, l'ancien curé Kenneth Allan.

Agé de 52 ans, il a exercé son ministère pendant plusieurs années à la Société missionnaire catholique. C'est à cette époque qu'il se lia d'amitié avec l'actuel cardinal Heenan. Il fut ensuite assistant de la Commission catholique de l'enseignement, puis fut pendant dix ans jusqu'en juin dernier, vicaire d'une paroisse de la banlieue de Londres. En 1968, il avait été l'un des 55 ecclésiastiques à signer une lettre au Times s'opposant aux directives de l'encyclique Humanae Vitae sur la régulation des naissances.

Son archevêque, Mgr Cyril Cowderoy, l'avait alors démis de son poste mais il avait refusé d'obtempérer, jugeant le geste de l'archevêque contraire au droit canon. Le 13 juin, il annonçait qu'il avait décidé de quitter la prêtrise après trois ans de réflexion, et qu'il ignorait le processus de laïcisation ainsi que l'excommunication qui suivrait son mariage. Le 21 juin, il épousa Mme Elsie Blakemore, 43 ans, mère d'un enfant.

Le prêtre anglais avait déclaré lors de l'annonce de sa décision de quitter la prêtrise en juin dernier, que le contenu du document préparatoire au projet de Loi fondamentale de l'Eglise n'avait fait qu'accroître son désenchantement envers l'orientation actuelle de l'Eglise.

Or après l'apaisement de l'émotion soulevée en Angleterre par sa décision, il vient d'expliquer plus longuement sa position et de donner les raisons des modalités de son départ. Dans un article au Times intitulé: "Les évêques qui se comportent en politiciens", M. Allan dénonce vigoureusement ceux qui dans l'Eglise veulent restaurer la vieille image de l'institution romaine ou maintenir des positions dogmatiques rigides et un enseignement moral intransigeant. Par exemple, dit-il, "une des raisons pour lesquelles les catholiques ne vont pas à la messe est que le confessionnal sert presque exclusivement d'instrument à une théologie morale qui est maintenant discréditée et inapplicable".

Après avoir rappelé sa fidélité à l'Eglise, il affirme qu'il a quitté la prêtrise parce qu'il ne pouvait plus supporter le dilemme auquel elle l'astreignait. Au cours de son ministère, dit-il, en écoutant les gens raconter leurs problèmes, en constatant les dilemmes moraux devant les-

quels ils se trouvaient, et connaissant l'intransigence de l'enseignement moral officiel, je me trouvais mal à l'aise face à une théologie morale qui n'offrait que des solutions obligatoires. J'étais contaminé en présence de la souffrance humaine. La crainte de l'exclusion de l'Eglise, l'agonie des consciences de ceux qui se considéraient "en état de péché", créent des tensions qui ont parfois des conséquences désastreuses pour les individus et les familles et souvent, affaiblissent la seule chose que des lois sont censées renforcer - l'amour dans la famille.

C'est alors que Allan s'élève contre la tendance de l'aile traditionaliste de l'Eglise à privilégier la norme légale sur le vécu quotidien, la loi sur le fait. "La religion, dit-il, peut être soit une question d'enseignement inaltérable que la raison ne doit pas remettre en cause, soit une recherche de l'authentique dans l'inquiétude des bonnes questions et la volonté de déceler l'esprit de Dieu dans les décisions responsables de la vie. Nous avons été obsédés par ce qui se produit au niveau physique, continue-t-il. Les catholiques qui ne craignent pas de prendre des décisions responsables dans les autres domaines de leur vie, se trouvent paralysés par un enseignement officiel qui n'a que la force de la loi de l'Eglise pour l'appuyer. Il est certain qu'une vraie moralité humaine doit considérer l'homme dans tout son contexte et son environnement et non prendre ce qui se

passait au niveau biologique comme critère ultime de la vérité".

Est-ce la volonté de Dieu, dit-il, qu'une fille de 20 ans dont le mariage est un désastre, soit obligée de mener une existence de célibataire pour le reste de sa vie? Est-ce que les lois ont plus d'importance que les gens? Le Christ s'est-il présenté au monde comme un grand législateur? Une personne divorcée, qui essaie de vivre en chrétien et qui considère indissoluble son présent mariage doit-elle être exclue de la communion?

D'autre part, les modalités de la décision de M. Kenneth Allan indiquent sans doute une évolution considérable de l'opinion anglaise depuis quatre ans envers ceux qui laissent la prêtrise car elles diffèrent beaucoup de celles du départ en 1967, du célèbre théologien Charles Davis. Celui-ci, rappelez-le, avait non seulement abandonné la prêtrise mais encore quitté l'Eglise. M. Allan, pour sa part, a refusé de suivre la procédure de laïcisation prévue dans son cas. Ayant tout simplement décidé d'y passer outre, il a refusé l'offre que lui faisait son évêque d'écrire à Rome en son nom pour demander que soient abandonnées les conditions

du processus de laïcisation. Qui plus est, il avait annoncé son intention de se marier devant un prêtre catholique de ses amis et de continuer de recevoir la communion de prêtres, qui lui sont "sympathiques".

Suite à la page 6

nalement, en novembre 1970, le Haut-Commissariat retournait au point d'origine; soit au ministère de l'Education.

Si l'on essaie d'approfondir ce mouvement perpétuel du Haut-Commissariat, une constante se dégage rapidement à différents moments, ce fut toujours par un arrêté en conseil, et jamais par une décision de l'Assemblée nationale, que la structure du Haut-Commissariat se vit transformée.

Voilà quels furent ces arrêts en conseil:

1. Le 1er mai 1967 l'arrêté en conseil no. 1151 prescrivait "que le Bureau des loisirs et des sports soit transféré du contrôle du ministère de l'Education à celui du ministère du Tourisme, de la Chasse et de la Pêche."

2. Par l'arrêté en conseil no. 1129, daté du 5 avril 1968, les autorités provinciales retenaient les services de trois (3) conseillers spéciaux à titre permanent, auprès du conseil exécutif et attachés au Haut-Commissariat.

Il s'agissait de MM. Yves Bélanger, Pierre Duceppe et Louis Chantigny.

3. Par un autre arrêté en conseil (no. 3545) daté du 31 octobre 1968, le Haut-Commissariat était transféré du contrôle du premier ministre, monsieur Jean-Jacques Bertrand à celui du ministre du Tourisme de la Chasse et de la Pêche, monsieur Gabriel Loubier.

4. L'arrêté en conseil no. 2040, du 13 mai 1970, ordonnait que le Haut-Commissariat, y compris son effectif, soit transféré du contrôle du ministre du Tourisme de la Chasse, monsieur Gabriel Loubier à celui du ministre des communications, monsieur Jean-Paul L'Allier, avec ses deux commissaires, MM. Duceppe et Chantigny.

La pérégrination continue

En novembre 1970, le premier ministre Bourassa créait un comité interministériel pour faire une étude de la situation dans le domaine des loisirs et des sports, et décider du sort du Haut-Commissariat.

Ce comité spécial se composait du ministre du Tourisme, Mme Claire Kirkland-Casgrain, du ministre de l'Education, M. Guy Saint-Pierre, du ministre des Affaires culturelles, M. François Cloutier et du ministre des communications, M. Jean-Paul L'Allier.

M. L'Allier présenta à ses collègues les rapports préparés par les haut-commissaires, MM. Duceppe et Chantigny, sur une politique globale des loisirs et des sports, ainsi que sur une politique de la jeunesse.

De son côté, l'adjoint parlementaire du ministre L'Allier, M. Gilles Houde, remettait son volumineux rapport intitulé: "La situation de l'Education physique, des sports et des loisirs, de 1960 à 1970."

La thèse soutenue par les commissaires Duceppe et Chantigny prônait le rattachement du domaine Loisirs-sports au ministère du tourisme, en attendant la création d'un ministère du développement culturel, et la création d'un Haut-Commissariat exclusivement consacré à la jeunesse.

Pour sa part, le député Gilles Houde recommandait dans son mémoire l'intégration du Haut-Commissariat, en tant que module de services avec son autonomie et son budget propres, au ministère de l'Education.

Cette dernière option reçut l'approbation du comité interministériel, avec la précision que le Haut-Commissariat devait être rattaché au ministre de l'Education.

Donc, à la suite d'une décision prise par le cabinet provincial, le Haut-Commissariat est rattaché depuis le 3 décembre 1970 au ministre de l'Education, M. Guy Saint-Pierre.

Une affaire demeurée marginale

L'existence et l'activité du Haut-Commissariat n'ont jamais été sanctionnées par une loi.

Il en est résulté un fouillis interministériel et une absence totale de "leadership".

Depuis la création du Haut-Commissariat, en 1968, les responsables de loisir et de sport eurent à transiger avec quatre ministères:

(Conseil exécutif, tourisme, chasse et pêche, communication, éducation), quatre ministres, trois députés, trois haut-commissaires et deux directeurs généraux.

Toutes ces transformations ne furent pas sans avoir une incidence directe sur les relations du Haut-Commissariat avec les milliers de dirigeants et bénévoles du loisir et du sport.

La résultante directe de cette instabilité: les dirigeants et bénévoles des loisirs et des sports sont incapables d'entreprendre des actions à long terme.

D'où l'insatisfaction du monde du loisir face à la politique du gouvernement dans le domaine des loisirs.

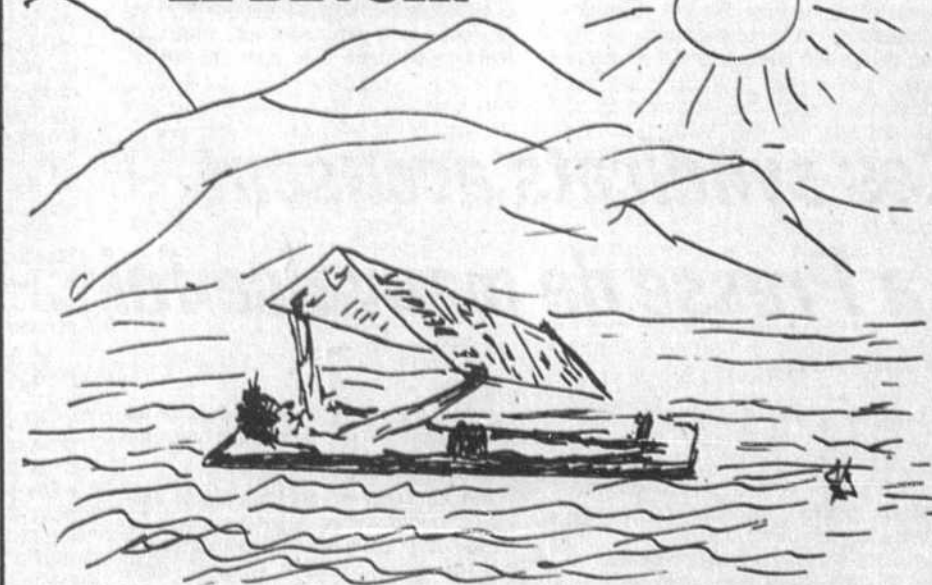
D'où les revendications de plusieurs associations pour que le Haut-Commissariat fasse place à un véritable organe gouvernemental autonome avec un statut juridique clair et permanent pour le sport, la jeunesse, le loisir et le plein air.

Bref, la révolution des loisirs au Québec, c'est pour quand?

(1) Rapport préliminaire (comité 003) fonction Planification - Le comité Sports et Loisirs, Duceppe, Pierre, Dubois, Yvan, D'A-mours, Max, Bellefleur, Michel, Parent, André, 3 octobre 1968 - page 32.

ABONNEMENT OU CHANGEMENT D'ADRESSE POUR LES VACANCES

LE DEVOIR



Nos lecteurs dont l'abonnement est payé d'avance peuvent faire suivre leur journal durant leurs vacances à l'intérieur du Canada sans frais additionnels.

Pour ceux qui paient à la semaine au porteur ou qui achètent LE DEVOIR au numéro, nos tarifs d'abonnements-vacances sont les suivants:

2 SEMAINES CANADA \$3.00 ETATS-UNIS \$4.00
À CES TARIFS, AJOUTER \$1.00 POUR CHAQUE SEMAINE SUPPLÉMENTAIRE
S'il vous plaît remplir ce coupon et nous le faire parvenir au moins une semaine à l'avance à Journal Le Devoir, Case postale 6033, Montréal 101.

☐ Mon abonnement est payé d'avance. Je le reçois par la poste ☐ par porteur ☐ Pendant les vacances, veuillez me le faire suivre durant _____ semaines à l'adresse ci-bas mentionnée.

☐ Je paie mon journal au porteur chaque semaine. Ci-inclus \$_____ pour un abonnement-vacances de _____ semaines.

☐ J'achète LE DEVOIR au numéro. Ci-inclus \$_____ pour un abonnement-vacances de _____ semaines.

N.B. Ne pas oublier d'inscrire votre adresse actuelle

Nom: _____

Adresse actuelle: _____

Adresse de vacances: _____

Période du _____ au _____ inclusivement

NE SOYEZ PAS CRÉDULE!

Il n'existe pas de traitement miracle pour les chauves.
Ne vous résignez pas à voir diminuer votre chevelure.
Les recherches très poussées permettent au Centre Capillaire Pierre de remédier à une perte excessive de vos cheveux et d'améliorer votre apparence.

CENTRE CAPILLAIRE PIERRE

ÉDIFICE PLACE CANADIENNE

450 est, Sherbrooke, angle Berri, Suite 390 - Tél.: 288-3823 - 288-7378 Sortie de Métro Sherbrooke-Berri

Mardi au vendredi 10 h. a.m. à 8 h. p.m. - Le samedi 10 h. a.m. à 4 h. p.m.



informations

Le premier ambassadeur reçu par Nimeiri est celui de Pékin

KHARTOUM (AFP) — Le général Gaafar el-Nimeiri, chef de l'Etat soudanais, a reçu hier matin l'ambassadeur de Chine populaire au Soudan, M. Yu Pei-wen. L'entretien, le premier que le général Nimeiri ait eu avec un ambassadeur depuis son retour au pouvoir, a duré deux heures.

Le chef de l'Etat soudanais a remis au diplomate un important message pour Mao Tse-toung et pour le premier ministre Chou En-lai, a précisé radio Omdouman. De source proche de la présidence, on déclare en outre que le général Nimeiri a exprimé à l'ambassadeur sa gratitude pour l'attitude de la Chine lors du coup d'Etat du 19 juillet.

10 jours de délai pour Pacheco

MONTEVIDEO (AFP) — Le président Jorge Pacheco dispose d'un délai de dix jours pour présenter sa défense devant le parlement uruguayen avant que ne s'ouvre son procès politique pour violation de la constitution, a décidé mardi le Sénat de Montevideo.

Le parlement s'est élevé contre le rétablissement de l'état d'urgence décidé par le président Pacheco peu après que le parlement ait décidé sa levée. Le Sénat donne toutefois un délai de dix jours au président avant de soumettre le problème à la commission des lois, "personne ne pouvant être condamné sans avoir été entendu".

Il semble cependant fort peu probable que le chef de l'Etat puisse être démis de ses fonctions, la majorité parlementaire requise pour une telle mesure étant des deux tiers.

14 membres de l'ambassade du Pakistan à Washington dénoncent leur gouvernement

Le président Nixon a déclaré hier qu'il n'était pas d'accord avec la décision adoptée la veille au soir par la Chambre des représentants, de suspendre l'aide américaine au Pakistan. Cette suspension, a-t-il dit, "ne ferait qu'aggraver le problème des réfugiés".

La Chambre, qui venait de s'opposer à un crédit de \$118 millions à la Grèce inclus dans le crédit de 3,4 milliards de dollars d'aide américaine à l'étranger, s'est prononcée en ce qui concerne le Pakistan, pour la suspension du crédit de \$445 millions prévus pour ce pays jusqu'à ce qu'une situation normale soit rétablie au Pakistan Oriental.

M. Nixon s'est déclaré hostile à une telle mesure de "pression publique" pour amener le gouvernement pakistanais à adopter "une solution de règlement politique viable". Cette question, a-t-il indiqué, "nous nous en occuperons en privé".

Lors d'une récente interview télévisée, dans laquelle il disait que l'Inde et le Pakistan étaient "très proches de la guerre", le président Yahia Khan avait affirmé que si les Etats-Unis cessaient de fournir une aide militaire et économique au Pakistan, celui-ci demanderait l'assistance d'amis. Comme on lui demandait si le Pakistan demanderait l'aide de la Chine populaire, le président Yahia Khan avait répondu "Pourquoi pas?"

Alors que le président Nixon exprimait sa détermination à poursuivre l'aide américaine au Pakistan, 14 membres de l'ambassade de ce pays à Washington, dont sept hauts fonctionnaires diplomatiques démissionnaient et demandaient le droit d'aire politique aux Etats-Unis.

Parmi ces personnes qui se sont déclarées en faveur du mouvement d'indépendance pour le Bengale Oriental (Bengla-Desh) figurent un diplomate ayant rang de ministre, trois conseillers, un second secrétaire, un troisième secrétaire et le numéro deux de la mission pakistanaise à l'ONU.

"C'est notre moment de décision" a déclaré M. Sayeed Karim, vice-représentant permanent du Pakistan à l'ONU. "Nous avons décidé de rejoindre les millions de personnes du Bengla Desh qui souffrent et qui résistent au prix de

D'autre part, le nouveau ministre soudanais des affaires étrangères, M. Mansour Khaled, a déclaré au cours d'une conférence de presse que "le Soudan ne voulait pas que ses relations avec l'Union soviétique se détériorent davantage".

M. Mansour Khaled, qui était le représentant permanent du Soudan aux Nations unies, a précisé: "Le Soudan ne désire pas que l'escalade de la situation avec l'Union soviétique atteigne son point culminant".

Après avoir souligné que "la campagne soviétique contre le Soudan s'est atténuée", le ministre soudanais des affaires étrangères a ajouté: "si le Soudan fait l'objet d'une campagne hostile plus grande, il prendra les dispositions qui s'imposent face à une telle situation".

"Nous sommes prêts pour le cas où l'Union soviétique retirerait ses techniciens du Soudan," a pourtant déclaré M. Mansour Khaled, ajoutant que le Soudan ne s'effondrerait pas pour autant.

"Il ne s'agit que de quelques dizaines d'experts qui peuvent facilement être remplacés," a dit le ministre qui a démenti que certains d'entre eux aient été l'objet de sévices. "Il s'agit là, a-t-il affirmé, de la campagne de dénigrement menée par la presse socialiste". Il a toutefois confirmé que ces experts ne se rendent plus à leur travail depuis plusieurs jours, expliquant que c'est pour leur propre sécurité, "parce que les Soudanais sont rendus furieux par cette campagne de presse en Union soviétique". L'enquête qui doit déterminer si l'Union soviétique a été impliquée dans le coup d'Etat du 19 juillet n'est pas encore achevée, a précisé le nouveau ministre.

leur vie à la barbarie de l'armée du Pakistan occidental, décidée à réduire à l'état de colonie le Pakistan oriental."

M. Karim a ajouté que le gouvernement pakistanais "était maintenant une junte militaire de Pakistanais occidentaux acharnés à maintenir leur poigne à la gorge du pays. Il a annulé les résultats d'élections libres et justes organisées sous ses propres auspices, il y a seulement sept mois. Il a choisi de réduire au silence la majorité du peuple par la plus sauvage application de la force brutale".

"Son autorité, a déclaré M. Karim, repose entièrement sur sa force militaire et son contrôle est limité par la portée de son artillerie. Il a donc perdu toute prétention légitime au pouvoir et a détruit la nation pakistanaise".

D'autre part, deux experts de la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture) et de la PAM (programme alimentaire mondial) de retour d'une mission d'information au Pakistan Oriental, ont déclaré à Genève qu'"il faut agir tout de suite afin d'éviter une disette catastrophique qui pourrait se produire vers la fin de l'année".

L'apport continu de ravitaillement en provenance de l'extérieur n'est pas assuré en raison de la lenteur des transports et de la distribution, ont déclaré les experts.

Au moins 500.000 tonnes de vivres devront être importées aux Pakistan Oriental si l'on veut espérer faire face à cette menace. Les capacités du réseau de distribution par les voies d'eau intérieures devront être considérablement augmentées pour compenser les difficultés actuelles de transport par route et par train, ont conclu les experts.

Dans son exposé d'hier devant la presse, le président Nixon, qui sortait d'une réunion avec le secrétaire d'Etat, M. William Rogers, a annoncé qu'il avait chargé ce dernier d'aller à l'ONU la semaine prochaine "pour examiner toute nouvelle initiative de nature à secourir les réfugiés du Pakistan Oriental se trouvant en Inde et ceux qui, au Pakistan Oriental, souffrent de la famine". Les Etats-Unis ont déjà fourni 60 millions de dollars pour venir en

Evoquant les rapports du Soudan avec la Chine populaire à propos de l'entretien du général Nimeiri avec l'ambassadeur chinois, le ministre a déclaré que ces relations sont excellentes. "Nous avons avec Pékin un accord d'assistance technique qui s'élève à cinquante millions de dollars", a-t-il dit, et nous pensons conclure prochainement un accord d'aide agricole, pour lequel la négociation était engagée avant le coup d'Etat".

"Une délégation soudanaise se trouvait à Pékin pendant le coup d'Etat, pour prendre des contacts en vue de la préparation du congrès constitutif de l'Union socialiste soudanaise (maintenant prévu pour octobre). C'est par l'intermédiaire de cette délégation que le gouvernement chinois nous a fait connaître sa condamnation du coup d'Etat".

Maroc

Le roi Hassan II annonce la démission du gouvernement

RABAT (AFP) — Moins de quatre semaines après la tragédie de Skhirat qui a failli emporter la monarchie marocaine, le roi Hassan II qui ne s'était pas adressé à son peuple depuis le 11 juillet dernier, l'a fait hier soir en termes vigoureux pour lui dire qu'après une analyse philosophique, il avait conclu que la nation et le peuple marocains

Kahane émigre en Israël

TEL AVIV (AFP) — Le rabbin Meir Kahane, chef de la Ligue de défense juive aux Etats-Unis, arrivera en Israël le 29 août, avec sa femme et ses deux enfants pour s'y établir comme nouvel immigré.

Il a été précédé par sa sœur, arrivée il y a deux ans, et qui détient déjà des fonctions au ministère des cultes en Israël. Le rabbin Kahane, qui est sous le coup de plusieurs condamnations avec sursis aux Etats-Unis pour violences contre des institutions soviétiques, se propose, selon la presse israélienne, de militer en Israël "pour l'unité du peuple juif".

constituaient un corps sain.

Sans s'attarder sur ces "aventuriers qui tentent de prendre le pouvoir" alors qu'ils n'avaient ni programme, ni plan, ni alliés, ni partis ou syndicats pour les épauler, le souverain a annoncé ce qui peut apparaître comme la conclusion de ses réflexions: la suppression de son directeur de cabinet royal, la démission du premier ministre qui a-t-il dit, une fois au courant de mon programme, m'a demandé de le démettre de ses fonctions, et sa décision de démettre l'ensemble du gouvernement.

Le souverain a souligné que les principes de politique intérieure et internationale ne sauraient changer, mais que "les méthodes, quant à elles, peuvent être revues". Il a tenu à préciser que le prochain gouvernement ne saurait être que "provisoire", "transitoire" et qu'il aura pour tâche de mettre sur pied un très large programme économique et social.

Sans cacher que "le chemin sera long et ardu" pour réaliser une telle politique, le roi Hassan II a lancé un appel à tous les Marocains pour que "toute démagogie exclue", "la main dans la main, partis politiques de gauche ou de droite, intellectuels, syndicalistes, responsables ou administrés", empruntent coûte que coûte, ensemble, le chemin qui, dans l'esprit du souverain, doit mener le Maroc vers le mieux-être.

La mission de M. Sisco en Israël aurait échoué

JERUSALEM (AFP) — Les conversations entre M. Joseph Sisco et Mme Golda Meir sont, en principe, terminées. Le premier ministre israélien et le secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires du Proche-Orient ont eu hier après-midi un dernier entretien qui a duré une heure et quart.

Le général Moshe Dayan, ministre de la défense, M. Yigal Allon, vice-premier ministre, et M. Abba Eban, ministre des affaires étrangères, ont assisté à cet entretien.

M. Sisco rencontrera une nouvelle fois ce matin M. Eban et, selon la radio israélienne, on s'attend qu'il quittera Israël demain pour Washington.

La mission de M. Sisco visait à faire avancer les négociations sur un "accord partiel" qui aurait permis une réouverture du canal de Suez. Il semble, d'après les premières informations, qu'elle ait échoué. Mme Meir, croit-on savoir, a indiqué au secrétaire d'Etat adjoint qu'Israël était allé aux limites des concessions possibles, en l'absence d'un engagement de l'Egypte à accepter la "cessation des hostilités".

M. Sisco n'aurait en effet obtenu du Caire qu'un engagement à "cesser

le feu limité" en contrepartie d'un retrait des troupes israéliennes beaucoup plus important que celui auquel Israël était prêt à souscrire. De plus, l'Egypte persisterait à vouloir installer sur la rive orientale du canal des forces beaucoup plus importantes que celles jugées acceptables par Israël.

En conséquence, on estime peu probable en Israël que M. Sisco fasse escale au Caire lors de son retour vers Washington.

WASHINGTON (AFP) — Le porte-parole du département d'Etat a qualifié hier de "hautement spéculative" une information — parue le matin dans le New York Times — selon laquelle les Etats-Unis se seraient engagés à livrer à Israël une centaine de chasseurs à réaction au cours des prochaines années.

Il a affirmé qu'aucune assurance de ce genre n'avait en tout cas pu être donnée par M. Joseph Sisco lors de son séjour à Jérusalem. "Il n'est pas de la mission du secrétaire d'Etat adjoint de prendre des engagements sur les besoins militaires israéliens", a dit M. Robert McCloskey.

Les remous politiques au Chili

SANTIAGO du Chili (AFP) — Cinq sénateurs et six députés du parti radical chilien ont quitté leur parti mardi soir pour fonder une nouvelle formation "laïque, socialiste et démocratique", affirmant que le parti radical était devenu un parti marxiste de plus.

Les démissionnaires qui sont suivis par un bon nombre de dirigeants et des centaines de militants de base du parti, n'acceptent pas le passage du radicalisme au marxisme, et ont décidé de fonder un nouveau

62 voix sur les 100 requises

Ky revient sur sa décision et fait acte de candidature

SAIGON (d'après l'AFP) — Le vice-président Nguyen Cao Ky, bien que n'ayant pas réussi à obtenir les signatures requises par la loi électorale, a finalement décidé de faire acte de candidature aux élections présidentielles du 3 octobre prochain.

Revenant sur sa décision, prise la veille, d'abandonner sa candidature et après avoir annulé à deux reprises la conférence de presse convoquée pour annoncer cette décision, il s'est présenté peu avant 16h, soit deux heures avant l'expiration des délais, à la Cour suprême pour "déposer sa candidature". Celle-ci a été acceptée "sous toutes réserves" par la Cour suprême, qui a constaté que le vice-président ne possédait que 62 signatures légales sur un total de 100 requises.

Le vice-président Ky est arrivé avec un cortège de quatorze voitures dont deux armées de mitrailleuses tandis que ses gardes du corps de l'armée de l'air prenaient position autour de l'immeuble de l'administration de la Cour suprême. A son arrivée, ses gardes se sont même affrontés avec les policiers armés de fusils qui étaient en faction devant l'immeuble. Un de ceux-ci a été projeté à terre par un garde du corps qui a affirmé que le soldat avait pointé sa baïonnette sur la poitrine du vice-président.

C'était la première fois qu'un candidat déposait lui-même sa candidature. Les deux premiers candidats, le président Thieu et le général Minh, avaient envoyé leurs représentants et le dépôt des documents avait été fait en quelques minutes. Une heure après son arrivée, le vice-président Ky était toujours dans l'immeuble tandis que ses conseillers allaient et venaient à la recherche de documents divers.

On a appris par ailleurs auprès de la Cour suprême qu'une quatrième liste a déposé sa candidature. Elle est présidée par M. Nguyen Tran, ancien chef de province de My Tho, qui a pour co-listier M. Nguyen Tan Chuc, avocat. Cette liste n'a pas les 100 signatures

L'exigence devient une exhortation

WASHINGTON (AFP) — La Chambre des représentants a approuvé hier par 297 voix contre 108 un projet de loi prorogant de deux ans la conscription militaire et exhortant le président Nixon à négocier une "date finale" pour le retrait total des forces américaines d'Indochine.

C'est la première fois que la Chambre vote un texte en vue de mettre fin à la guerre. Cet amendement est joint au projet de loi sur la conscription qui prévoit en outre une augmentation des soldes des militaires de 2,4 milliards de dollars, cela afin d'attirer des volontaires et de créer si possible dans deux ans une armée de métier.

Le projet de loi va maintenant être présenté au Sénat où les "colombes" espèrent bien le bloquer jusqu'au mois de septembre — les parlementaires partent en vacances dans quelques jours. A l'origine, l'amendement présenté par le sénateur Mike Mansfield, demandait le retrait total des forces américaines d'ici neuf mois mais devant l'opposition de la Chambre, cette exigence a été abandonnée pour faire place à une simple exhortation.

La chasse à l'IRA se poursuit

BELFAST (AFP) — Plusieurs personnes soupçonnées d'appartenir au personnel dirigeant de l'IRA, (armée républicaine irlandaise clandestine) ont été arrêtées par la police, hier matin, à Belfast. Les hommes, dont on ignore, pour le moment, le nombre et les identités, ont été surpris par l'armée au cours de perquisitions effectuées dans le quartier catholique de la capitale d'Irlande du Nord. Des perquisitions ont aussi eu lieu à Londonderry.

La nuit de mardi à hier a été parsemée de désordres en divers points de l'Ulster. A Belfast et à Newry, notamment, des affrontements ont opposé les forces de l'ordre aux manifestants.

requises, mais elle a été acceptée sous les mêmes conditions que celle du général Ky.

Quelques minutes avant l'arrivée spectaculaire du vice-président Ky, tous les journalistes avaient été invités par son chef de presse à se présenter devant la Cour suprême, puis à une conférence de presse à 18h.

Au cours de celle-ci, le vice-président a évoqué "les conséquences critiques qui pourraient suivre une victoire du président Thieu à la suite d'élections malhonnêtes".

"Monsieur Thieu doit accepter ma candidature, il n'a aucune raison de la craindre" a déclaré le vice-président en utilisant la formule "monsieur" et non "président".

Le général Ky a, d'autre part, révélé qu'il avait déposé à la Cour suprême les noms de cent deux conseillers dont 62 seulement remplissaient les conditions exigées par la loi électorale. Il a reconnu que quarante des signatures nécessaires à sa candidature étaient "douteuses" car il s'agit de celles de conseillers ayant déjà donné leur soutien au président Thieu.

En réponse à des questions, le vice-président Ky a déclaré qu'il était possible que le général Minh se retire si sa propre candidature était rejetée par la Cour suprême. Il a ajouté qu'il ne donnerait pas son soutien au général Minh si celui-ci était le seul candidat de l'opposition face au général Thieu.

Interrogé sur les réactions possibles de l'armée au cas où sa candidature ne serait pas acceptée, le général en souriant, a affirmé: "Je ne sais pas, qui peut savoir ce que seront les réactions de l'armée. Le président Thieu lui-même ne le sait pas et l'ambassadeur (américain) non plus".

Dans une allocution préliminaire à sa conférence de presse, le vice-président avait affirmé qu'il avait lancé "un avertissement au peuple et à nos frères de l'armée sur les conséquences d'élections malhonnêtes".

De même il a dramatiquement placé sous la responsabilité du gouvernement "la vie, les biens et les familles des cent deux conseillers courageux et patriotes" qui avaient décidé de soutenir sa candidature. "C'est au gouvernement de les protéger et de ne pas les trahir", a-t-il affirmé. Il a décidé de rendre publique la liste de ces conseillers pour mettre le gouvernement devant ses responsabilités.

Enfin le vice-président Ky a affirmé que si le président Thieu restait au pouvoir, il n'y aurait aucune chance de solution au conflit vietnamien. "Comment l'adversaire peut-il accepter la proposition faite par notre gouvernement, en juillet 1969, d'élections libres pour réunifier le Vietnam, quand l'auteur de cette proposition organise actuellement des élections fausses", a déclaré le candidat à la présidence.

La Cour suprême aura un délai de deux semaines pour examiner le fond des documents déposés par les candidats. La décision sera annoncée au cours d'une séance solennelle dans quinze jours.

Les relations Israël-URSS

TEL AVIV (AFP) — Un député du parti communiste israélien "Rekah" (pro-soviétique) M. Meir Wilner a révélé hier, à son retour de Moscou, qu'il avait eu des entretiens avec des dirigeants soviétiques sur l'éventualité d'une reprise des relations diplomatiques entre l'Union soviétique et Israël.

La reprise de ces relations, a-t-il dit en citant la réponse des Soviétiques dépend de l'application scrupuleuse par Israël de la résolution 242, adoptée le 22 novembre 1967 par le Conseil de sécurité. Selon les Soviétiques, a-t-il ajouté, il appartient à Israël de faire un pas pour que la reprise des relations devienne possible.

M. Wilner vient de passer un mois de vacances en Union soviétique. Il a refusé de révéler les noms des personnalités qu'il a rencontrées en URSS.

PLUS DE 250 ANS
DE TRADITION ET DE
QUALITÉ FRANÇAISE



VENUE DANS LES MAGASINS DE LA R.A.Q. sous code 124F
pour renseignements: SOCIÉTÉ GÉNÉRALE D'IMPORTATION-TAL: 932-7249

Les relations avec la Chine

ANKARA (AFP) — M. Osman Olcay, ministre turc des affaires étrangères, a déclaré, hier à la presse à Izmir que la reconnaissance de la Chine populaire par la Turquie sera annoncée à Ankara "aujourd'hui ou demain".

Le ministre a souligné que c'est en toute indépendance que la Turquie a pris cette décision, bien avant de connaître les projets de voyage du président Nixon à Pékin.

La Turquie votera pour l'entrée de la Chine continentale à l'ONU tout en s'opposant à l'exclusion de la Chine nationaliste de l'Organisation mondiale, a-t-il dit encore.

LIMA (AFP) — Le Pérou, qui a déjà depuis le 1er août



Ne vous amusez pas
dans l'eau avec des
jouets gonflés d'air.
Gardez-les sur la plage
où ils ont leur place.

Économisez de 15 à 30% sur vos cours d'anglais

INSCRIVEZ-VOUS EN AOÛT, COMMENCEZ QUAND VOUS VOLEZ

COURS INTENSIFS (de 9 heures à 18 heures, du lundi au vendredi)
UNE SEMAINE: \$150.00 maintenant \$120.00

COURS DU SOIR (Commencent à partir de septembre, moyenne 6 élèves par classe)
25 SEMAINES: \$225.00 maintenant \$185.00

Cours déductibles de l'impôt, institutions reconnues par le Ministère de l'Éducation
Tests, démonstrations, documentations, essais, gratuits et sans obligation, de 9h à 21h

LPS® - MONTRÉAL 878-2821
Étage F. Place Bonaventure

LPS® - QUÉBEC 529-0331
4e étage, 500 E. Grande-Allée

LA PLUS GRANDE SCÈNE DU MONDE

LÉO FERRÉ

à la
PLACE
des NATIONS

Un spectacle seulement
samedi, le 7 août
à 21 h.

Prix d'entrée: \$1.50

Billets en vente au
guichet seulement

9A-REV.

TERRE DES HOMMES
TOUT LE MONDE EST LÀ!

Jeudis et vend, soirs
jusqu'à 21h.

Meubles réputés à prix d'aubaine

OUVERT LES SAMEDIS
de 9 h. 30 à 17 h.

solde (Fraser Bros.) d'entrepôt

Épargnez 10% à 50% et plus durant ce grand solde semestriel

Des milliers d'articles en demande des quatre coins du globe — À prix d'aubaine!

"El Rey" de Hibriten
Mobiliers à déjeuner
d'inspiration espagnoleMobiliers de 5 pièces en pacanier foncé: table à
piètement octogonale, 48 x 48, s'ouvrant jusqu'à
66", et 4 chaises à dossier canné, recouvertes de
vinyle noir.

Prix courant \$1,005 En solde \$799

"Velero" de Drexel
Salle à manger
d'inspiration espagnoleMobiliers de 8 pièces en pacanier aux tons chauds:
vaisselier 58" avec portes grillagées et éclairage
intérieur, grande table ovale 44" x 68", s'ouvrant
jusqu'à 104", 2 fauteuils sculptés à dossier canné et
4 chaises assorties recouvertes de velours rouge.

Prix courant \$2,434 En solde \$1,849

"Palladian Court"
chambre
d'inspiration italienneMobiliers 7 pièces au fini fruitier, par Thomasville:
commode triple 78", 2 miroirs verticaux à sommet en
ogive, commode à porte, tête de chevet sculptée
format géant 6/6, et 2 tables de chevet à porte
à bouton.

Prix courant \$2,245 En solde \$1,599

Mobiliers de salle à manger
d'inspiration Reine-Anne
de GibbardEnsemble de 9 pièces en acajou rouge massif,
"Canadian Legacy": buffet 62", huche, table ovale
64" s'ouvrant jusqu'à 100", 4 chaises Reine-Anne et
deux fauteuils assortis.

Prix courant \$1,790 En solde \$1,575

Chambre de style contemporain
"Wellington Park"
par DrexelMobiliers 6 pièces en pacanier: commode triple 67",
miroir simple en face de pacanier, commode, tête
de chevet Reine Anne à dorures, et deux tables de
chevet à 3 tiroirs.

Prix courant \$1,810 En solde \$1,389

Meubles modulaires, style militaire,
pour chambre de garçon ou de fille,
fini blanc, noir, orange, jaune, rouge
ou noyer.

"The Independents", par Bernhardt

	d'ord.	SOLDE
Chaise de bureau	79	69
Chevet à panneau, lit à une place	95	84
Table de chevet	95	84
Miroir de coiffeuse	125	109
Commode basse	125	109
Commode simple	139	119
Étagère	139	119
Commode 2 portes	139	119
Mini-semainier	149	129
Surmeuble avec porte	149	129
Surmeuble pour bureau d'étudiant, 2 tiroirs	179	159
Bureau d'étudiant, 4 tiroirs	185	165
Chiffonnier	189	165
Surmeuble de commode, avec miroir	199	175
Commode double, 7 tiroirs	229	199

et plusieurs autres aubaines

Moquette en nylon
très moelleuseFacile d'entretien. A l'épreuve des mites. Anti-
allergénique. Choix de 12 couleurs riches.

Prix posé: \$16.50 v. ca.

(Le prix posé comprend thibaude en caout-
chouc et main d'œuvre)Meubles modulaires de chambre
à coucher de garçons en pin massif
foncé "American Manor House" de
Magnavox

	d'ord.	SOLDE
Miroir panoramique	75	54
Miroir complet	75	54
Chevet à fusée 3/3	89	79
Table de chevet, un tiroir	115	99
Surmeuble avec portes persiennes	149	109
Table de chevet, à galerie	135	109
Bureau d'angle, 1 tiroir	149	119
Commode 6 tiroirs	189	119
Commode simple	149	129
Bureau d'étudiant	189	129
Bibliothèque surmeuble, portes jalousie	195	140
Base de commode double	219	179
Bureau à base de tréteau	299	229

et plusieurs autres aubaines

Meubles de chambre de style
traditionnel

	d'ord.	SOLDE
Table de chevet d'inspiration française	149	119
Chevet "Esperanto" 5/0	209	179
Commode Delcraft	249	199
Commode deux-corps Drexel	369	259
Commode "Oxford Square"	345	289
Commode Drexel à portes sculptées	595	299
Chiffonnier "Velero"	375	329
Bureau "Oxford Square" par Drexel	505	399
Armoire Heritage, fini écaille	789	559

et plusieurs autres aubaines

Sofas, causeuses et fauteuils de
style contemporain

	d'ord.	SOLDE
Fauteuil crapaud Cambridge, coton vert	199	79
Fauteuil crapaud, rayures or	159	99
Fauteuil capitonné par Cambridge	165	119
Fauteuils crapauds, Cambridge, velours de couleurs variées	279	149
Fauteuil Mueller, rayures or	279	149
Fauteuil Mueller, imprimé vert/bleu	279	149
Berceuses pivotantes, offertes en 8 teintes	199	159
Fauteuil crapaud Cambridge, rayures vert or	279	169
Fauteuil crapaud Cambridge, velours ciselé bleu	339	179
Fauteuil crapaud, Cambridge, velours vert	299	199
Fauteuil pivotant, rayures vert/or	279	199
Fauteuil inclinable Laz-y-Boy, matelassé or	256	199
Fauteuil Hickory, orange brûlé	315	199
Chaise longue, imprimée vert fleuri	279	219
Fauteuil inclinable Laz-y-Boy, cuirette brune	273	219
Fauteuil pivotant, imprimé vert	289	219

et plusieurs autres aubaines

Salle à manger
d'inspiration italienne
par HibritenMobiliers 8 pièces "Daniell", en pacanier: crédence
69" table ovale 62" ouvrant jusqu'à 98" avec deux
rallonges de 18", 2 fauteuils à dossier canné élève
et 4 chaises assorties.

Prix courant \$1,749 En solde \$1,399

Sofas, causeuses et fauteuils de
style colonial

	d'ord.	SOLDE
Ottomane Roxton	39	30
Banquette Nichols & Stone, décorée	129	89
Berceuse pivotante Roxton, tweed orange brûlé	199	159
Berceuse pivotante Roxton, indienne orange brûlé	199	169
Berceuse pivotante Simmons, motifs courte- pointe	225	175
Fauteuil à ailettes Vilas tweed or	233	179
Fauteuil crapaud Roxton, tweed vert	230	185
Berceuse Huron, tweed rouge	229	199
Causeuse Roxton, imprimé fleuri orange	265	219
Causeuse Vilas à dossier capitonné, imprimé orange	358	339
Causeuse Huron, imprimé orange et vert	369	325
Fauteuil à ailettes et ottomane "North Hickory" tweed, or, 2 pièces	438	329
Causeuse Vilas, dos à coussin, imprimé bleu, vert	399	339
Sofa à ailettes Vilas, tweed beige	454	359
Sofa à ailettes Vilas, 89", tweed bleu vert	450	379
Sofa Roxton à coussin au dossier, motifs fleuris verts et rouges	450	379
Sofa à ailettes Vilas, tweed or	549	399
Sofa Huron, par Canadian Heritage, tartan orange	489	419
Sofa North Hickory, tartan bleu/vert	799	699

et plusieurs autres aubaines

Meubles volants importés
d'Espagne

	d'ord.	SOLDE
Porte journaux, type bambou	79	49
Table-bibliothèque étagée, type bambou	159	79
Table pliante à la française	145	99
Chaise longue plante	169	99
Têtes de chevet 3/3 type bambou	189	99
Table gigogne en chêne style jacobin	129	109
Table-lit en chêne Empire	189	109
Jardinière peinte à la main	179	119
Commode militaire en acajou	195	129
Jardinière décorée à la main	189	129

Chambre à coucher
d'inspiration Louis XV
"Chalice", de ThomasvilleMobiliers 7 pièces en bois fruitier: commode triple
78", 2 miroirs verticaux, commode armoire, tête
de chevet ajourée à trois arcs, 6/6, et 2 tables de
chevet avec portes.

Prix courant \$1,929 En solde \$1,499

Salle à manger
d'inspiration espagnole
par HibritenMobiliers "Perilla" 8 pièces, au fini pacanier patiné:
crédence 72", table ovale 62" avec deux rallonges
de 18", 2 fauteuils à dossier canné élève, et 4 chaises
assorties avec sièges velours or.

Prix courant \$1,749 En solde \$1,399

Meubles volants importés
d'Angleterre

	d'ord.	SOLDE
Petite console	149	59
Petit guéridon à piétement	79	64
Table volante ronde, en chêne	109	79
Table à café à tréteaux, style Cromwell	99	99
Fauteuil Régence	149	109
Table gigogne en chêne d'inspiration jacobine	179	129
Bibliothèque en acajou	269	139
Fauteuil Hepplewhite	199	139
Table gigogne (3) à dessus en verre	189	139
Table à café Chippendale, en chêne	179	149
3 tables gigognes, dessus en cuir	199	149
Petit guéridon en chêne, style Cromwell	159	159
Bibliothèque en acajou	219	159
Desserte en acajou	239	169
3 tables gigognes en chêne	349	179
Tables gigognes en chêne, style Cromwell	225	185
Casier à musique en acajou	225	195
Table à abattants miniature, en chêne	249	199
Table à lampe en chêne	229	199
Table à café à double piétement, en acajou	239	239
Table console en acajou, 1 tiroir	289	239
Cabinet d'angle en bois d'if	299	239
Banquette en chêne, style Cromwell	319	249
Secrétaire à abattant Reine-Anne	289	259
Cabinet d'angle en chêne massif	399	319
Secrétaire à tiroirs en acajou	399	325
Secrétaire en ophite avec tablette coulis- sante	495	399
Buffet en acajou, 60"	650	499

et plusieurs autres aubaines

Meubles volants d'inspiration
italienne

	d'ord.	SOLDE
Porte-livre Drexel	33	27
Lutrin Drexel	69	55
Table jumelée à piétement "Mariano" de Drexel	89	59
Table à cigarettes "Palladian Court"	99	75
Table jumelée à piétement Hammary	119	79
Table de bout, socle blanc antique	129	89
Table à lampe Drexel, ovale	135	89
Table à lampe "Mariano", en noyer	135	89
Table à café Hammary, dessus en marbre	159	99
Table à café ronde, dessus en marbre, 26"	139	109
Table à jumeler Henredon	139	109
Table à jumeler à tréteaux	149	109
Commode carrée Hammary	169	119
Table à café Henredon, tablette cannelée	139	119
Table à lampe carrée, par Drexel	155	129
Commode hexagonale Hammary, dessus en marbre	189	129
Table à café "Mariano" par Drexel	179	129
Table à lampe ronde, dessus en marbre	199	139
Table de bout Henredon, 1 tiroir	159	139
Table de bout Henredon	159	139
Table à lampe Henredon	205	179
Table à café Thomasville, 1 tiroir	225	179
Console Brandt avec miroir, fini vert	300	189
Commode Drexel, en noyer	215	189
Table à café Thomasville, sur galets, 60"	289	199
Meuble d'entrée Drexel, "Trevi", 34"	249	209
Commode "Marchesa" de Drexel	269	219
Petite étagère Drexel, métal et bois	339	239
Commode ronde en noyer, Thomasville	299	249
Table à café avec dessus en verre, 60" x 30"	499	299

et plusieurs autres aubaines

Meubles volants de styles
contemporain et moderne

	d'ord.	SOLDE
Tabouret de bar en rotin	35	27
Fauteuil en rotin	57	29
Table de bout Delcraft	99	49
Table à jumeler Drexel, en écaille	75	57
Table à café Drexel, en écaille	89	59
Sièges à jumeler Kaufman	89	79
Table à café en aluminium et verre trans- parent	129	79
Table à jumeler sur roulettes, dessus en verre	105	84
Table à café à jumeler "Wellington Park"	135	95
Bar en rotin	165	99
Table d'appoint, aluminium et verre fumé	179	119
Table de bout Kaufman, chrome et verre	155	125
Petite table hexagonale "Wellington Park"	239	139
Commode à portes cannelées	165	139
Table et 3 chaises en rotin (4 pièces)	290	145
Commode hexagonale par Bernhardt	179	149
Commode hexagonale miniature "Oxford Square"	189	159
Table à lampe ronde Heritage	199	159
Table de bout "Wellington Park"	195	165
Table de bout Heritage, en écaille	225	179
Table à lampe Heritage, en écaille	225	179
Table-bibliothèque "Oxford Square"	249	179
Commode carrée "Wellington Square"	239	179
Commode "Oxford Square" à dessus en verre	219	189
Table à café Bernhardt, dessus en verre	225	189
Table à café Kaufman, dessus en verre	225	199
Commode hexagonale "Wellington Park"	299	219
Table d'appoint Kaufman, chrome et verre	249	219
Table à café Heritage, en écaille	329	229
Coffret miniature "Oxford Square", avec cils	315	259

et plusieurs autres aubaines

Meubles de salle à manger de style
contemporain

	d'ord.	SOLDE
Chaises "Wellington Park", avec dossier à planchettes	129	89
Fauteuil "Wellington Park", dossier à plan- chettes	149	99
Fauteuil "Wellington Park", dossier canné	149	99
Desserte Delcraft, en noyer	159	119
Buffet "Oxford Square", 62"	475	375
Crédence Heritage, en écaille	869	495
Petit vaisselier "Oxford Square"	769	599
Crédence Heritage en noyer, 78"	895	699
Vaisselle Heritage, en écaille	939	795

et plusieurs autres aubaines

Meubles volants d'inspiration
coloniale

	d'ord.	SOLDE
Tabourets de bar Roxton	19	17
Tabouret de litière Thomasville, fini bleu	29	22
Table à cigarettes Vilas	44	33
Table de jeu Vilas, fini "candlelight"	47	35

Support à téléviseur Roxton	50	43
Table à jumeler carrée, Thomasville	89	44
Table à café Vilas, fini "Candlelight"	65	44
Table à café ronde Vilas, fini jaune	75	49
Table à lampe Roxton	69	49
Porte-revues Roxton	60	50
Support à téléviseur Vilas	69	59
Table à lampe carrée Vilas	85	59
Table-bibliothèque Vilas, fini "candlelight"	94	60
Table de bout Vilas, fini "candlelight"	94	75
Table gigogne (3) Vilas, fini "candlelight"	95	79
Bibliothèque Vilas, fini jaune	110	79
Table de bout Vilas, fini jaune	122	79
Table de fumeur Thomasville, bleue	109	79
Banc décoré Vilas, noir	118	85
Table de bout en pin, Magnavox	105	85
Commode octogonale Vilas, fini jaune	170	99
Commode hexagonale Magnavox, en pin	149	119
Commode à épices Magnavox, en pin	159	129
Bibliothèque Vilas, fini jaune	253	199

et plusieurs autres aubaines

Moquette en velours
Monsanto AcrilanLongue durée. à l'épreuve des mites. Anti-allergé-
nique. Choix de 11 couleurs riches.

Prix posé: \$13.50 v. ca.

(Le prix posé comprend thibaude en caout-
chouc et main d'œuvre)Lampes et lustres de style traditionnel
et contemporain

	d'ord.	SOLDE
Lampe bougeoir, socle avec chérubin	39	29
Lampe en tôle décorée, importation italienne	74	34
Lampe genre urne, en laiton	49	39
Candelabre électrique	49	39
Lampe à bride style colonial	49	39
Lampe de bureau avec abat-jour or	55	39
Bougeoir en laiton avec abat-jour vert	84	49
Lampe à socle de laiton et faïence	74	49
Lampe avec socle en forme de moulin à poivre	89	55
Lampe à socle avec ratelier à pipes	89	59
Lampe moderne à socle chromé	99	59
Lampe à socle en forme de bougeoir en étain	74	59
Lampe-bougeoir Stiffel, en laiton	109	79
Candelabre à 5 branches, en fer forgé	99	85
Lampe Stiffel en forme d'urne	149	89
Lampe à socle en forme de moulin à café	119	89
Lampes "Tiffany"	129	99
Lampe-tempête Stiffel	219	119
Candelabre à 6 branches, en cristal taillé	175	119
Lampadaire en forme de candelabre	159	119
Lustre à 5 branches, en verrerie	179	139
Bougeoir avec socle en acier inoxydable en laiton	189	149
Lampe à socle en bambou, importée d'Espagne	199	149
Lustre en cristal importé d'Italie	395	295

Salle à manger en chêne
importée d'Angleterre,
style CromwellMobiliers 9 pièces: table rectangulaire à piétement
jumelé avec rallonge coulissante, 59", ouvrant
jusqu'à 8', 4 chaises recouvertes de cuir avec garni-
tures de clous, et deux fauteuils assortis.

Prix courant \$2,167 En solde \$1,495

Meubles de salle à manger de style

Les Tupamaros à la veille des élections en Uruguay

par XAVIER USCATEGUI

Le vendredi 30 juillet, rééditant leur entreprise spectaculaire du 8 mars 70, les Tupamaros ont libéré leurs 38 camarades incarcérés à la prison des femmes de Montevideo. Les Tupamaros ont creusé un boyau de plus de 90 pieds entre les égouts de la ville et le bâtiment central de la prison. Ils avaient poussé le souci du détail jusqu'à installer un téléphone aux deux extrémités du tunnel pour mieux coordonner les diverses phases de l'évasion. Selon la police, l'opération aurait nécessité une équipe d'au moins 20 personnes. Tout ce monde aurait pris ensuite la fuite à bord de voitures volées. Cette action se produisant au moment où le pouvoir exécutif se trouve en butte aux critiques du parlement uruguayen. Celui-ci ayant accusé d'"incapacité" l'appareil répressif devant la vague d'évasions, M. Jorge Pacheco, président de la république, avait décidé de rétablir l'état d'urgence et de dissoudre le parlement. A quoi les deux Chambres ont rétorqué en criant au "viol" de la Constitution.

Les passions politiques ont fait écrire bien des sottises sur le MLN-Tupamaros (Mouvement de libération Tupamaros) de l'Uruguay, qualifiés tour à tour de communistes, de "maoïstes", d'agents de l'étranger, de délinquants de droit commun, de fraction dans l'illégalité de la coalition politique formée sous le nom de Front ample, etc... Pour y voir un peu clair, il faut remonter d'abord à 1960.

Les origines

En Uruguay, comme dans la plupart des pays d'Amérique latine, le succès de la Révolution cubaine provoqua une fièvre de "guerrillas". D'une façon générale, on jugeait comme spéciale le cas de l'Uruguay, parce que le pays d'à peine 180.000 km², est dépourvu de montagnes (altitude la plus élevée: 500 mètres). Il y eut quelques rares opinions divergentes. Notamment dans le Parti socialiste, un vieux parti sans grande influence populaire, divisé en fractions adossées à des milieux sociaux allant du social-démocratie à l'eurocommunisme jusqu'au procastisme. Précisément, le groupe socialiste le plus belligérant désigna pour une campagne de pénétration dans la zone de culture de la canne à sucre un étudiant en droit sur le point d'achever ses études, Raúl Sendic, de lointaine ascendance yougoslave, et qui a des attaches de famille dans la région indienne.

La canne à sucre, dans les pays d'économie de marché, implique des conditions de travail très dures, et un chômage de sept à neuf mois par an pour les travailleurs ruraux. Raúl Sendic se mêla à ces travailleurs misérables vivant dans des "rancherías" (villages de cabanes précaires de roseaux), retrouva là des souvenirs des campagnes d'un héros local de l'indépendance, Artigas, qui fut le seul chef politique de son époque ayant songé à établir une réforme agraire (aux vestiges depuis longtemps effacés), et une réforme agraire authentique attribuant des terres aux travailleurs sans distinction de couleur, cela aux portes de l'empire esclavagiste du Brésil. Il retrouva aussi le nom de Tupamaros, qui était celui de corps volontaires d'indiens, de métis, de noirs et de mulâtres, soulevés contre les Espagnols et combattant avec Artigas. Le terme même de "Tupamaro" était une déformation populaire procédant du rebelle indien du Pérou qui avait déclenché, à peine trente ans plus tôt, un soulèvement agraire extrêmement grave contre les Espagnols, qui s'étendit du nord de l'Argentine à la Colombie: l'Inca Tupac Amaru, cruellement exécuté à Cuzco en 1781 (roué et écartelé).

aux 4 coins du monde

Washington ne financera pas le 'bussing'

WASHINGTON (AFP) — L'administration Nixon a adopté mardi à propos de l'intégration raciale dans les écoles américaines une position qui va à l'encontre d'une récente décision de la Cour suprême.

M. Nixon vient d'annoncer en effet qu'il a chargé son secrétaire à la santé et à l'éducation, M. Elliott Richardson, de déposer le jour même au Congrès un projet d'amendement aux termes duquel l'Etat fédéral ne financerait pas le "bussing" (transport par bus) d'enfants noirs vers les écoles blanches et vice-versa. Pour pouvoir financer cette pratique qui vise à un certain équilibre social dans les écoles

Raúl Sendic devait bientôt estimer lui-même comme utopiques les conceptions du Parti socialiste et devenir, avec un nombre réduit de compagnons de confiance, le fondateur du mouvement des Tupamaros. Il en est resté, pour l'opinion publique en général, le dirigeant suprême, bien qu'il soit en prison depuis août 1970. Un aspect essentiel à retenir est le suivant:

Les Tupamaros étaient issus d'un mouvement de paysans très pauvres inspirés par des intellectuels d'origine socialiste. Ils partaient de ce fait simple que les 17 millions d'hectares de terres utilisables de l'Uruguay sont possédées, dans toute la zone d'exploitation ultra-extensive couvrant les 4/5 du pays, par quelques centaines de familles (qui sont, en même temps, les familles du grand commerce de Montevideo, des banques, et de la politique des deux partis "traditionnels"), et que cet état de choses ne saurait être rompu par une propagande d'individu à individu, mais par l'offensive armée. Sendic et ses "caneros" (travailleurs de la canne à sucre) avaient organisé des "marches" sur Montevideo, pour montrer dans la capitale le tableau cru de la misère du nord et pour populariser la conception de la réforme agraire. Nous nous rappelons avoir vu, en 1964, l'arrivée sur une place centrale de la capitale uruguayenne, leur pauvre cohorte d'hommes, de femmes et enfants en haillons, marqués des stigmates de la malaria, sur des camionnettes branlantes, avec leurs pancartes sommairement dessinées et leurs slogans. Malgré l'opposition policière, ils sont revenus, disent les agences de presse, en avril 1971.

Mais là n'est plus le noeud de l'affaire.

L'organisation

La voie de l'insurrection rurale apparut à son tour comme une utopie pour le plus grand nombre des membres du MLN-Tupamaros alors en voie de consolidation, mais de façon souterraine. En une prise de position décidée, assure la chronique la plus sérieuse, contre l'opinion personnelle de Sendic, le MLN abandonne ses projets de "guerrilla" rurale pour se transformer en une "guerrilla" urbaine devant opérer essentiellement dans ce qu'il appelle "La forêt vierge de ciment" que constitue la capitale, où réside la moitié des 2.700.000 habitants du pays.

Il a connu des succès et des revers, mais, dans l'ensemble, un solide indéniable de succès. Il a organisé son propre financement, par de fructueuses incursions dans des banques et des sociétés

diverses: ces incursions ne lui ont pas permis seulement de constituer un trésor considérable, qui a pu alimenter des mouvements dans des pays voisins, notamment l'ELN (Armée de libération nationale) de Bolivie, comme l'a fait savoir en une lettre publique de remerciement le chef de l'ELN, le "Chato" Peredo. Elles lui ont fourni l'occasion de mettre la main sur des documents fort compromettants pour certaines de ces compagnies, prouvant notamment des agissements illégaux de sociétés financières (souvent des annexes illégales de banques dont les directeurs faisaient partie du gouvernement), des trafics de devises, etc. On a assisté au spectacle singulier des Tupamaros remettant à des juges d'instruction des preuves de délits de ce genre, et séquestrant plus tard ces juges pour leur demander des comptes sur leur inaction dans ces affaires contrastant avec leur zèle dans les poursuites en matière politique.

Le MLN-Tupamaros s'est constitué en même temps un armement considérable, par la voie d'incursions retentissantes dans des organismes policiers et militaires, notamment le Centre d'instruction de la marine, à Montevideo, où le butin fut considérable en matériel moderne et munitions. Le mouvement, d'autre part, possède ses propres ateliers de fabrications militaires, ne se limitant pas à l'élaboration de bombes, mais s'attachant en ce moment à constituer un stock de "bazookas", armes redoutables inspirées d'un modèle en usage au Vietnam: des essais ont déjà été faits, avec succès, contre des véhicules policiers. Le MLN-Tupamaros compterait sur ces engins pour s'attaquer à l'abondant matériel roulant que la police a reçu des Etats-Unis.

La généralisation de ces procédés, notamment en matière de recours financiers, a été critiquée dans d'autres secteurs de gauche, notamment par Ernesto Che Guevara, qui fit un séjour à Montevideo avant son entrée en Bolivie. Selon le Che, toujours harcelé de soucis moraux, de tels moyens risquaient de prendre, un jour, le pas sur les fins. Néanmoins, du point de vue historique, il est justifié de retrouver là une nouvelle résurgence de conceptions anarchistes. D'autre part, il est opportun de rappeler que les bolcheviks ne dédaignèrent pas toujours de tels moyens, un exemple classique en est l'"expropriation" d'une banque par Staline en personne, au temps de sa jeunesse.

Quoi qu'il en soit, le MLN-Tupamaros est devenu un mouvement "exemplaire" en Amérique du sud: il a servi de modèle pour son organisation en groupes étanches, son terrain urbain d'opérations, son financement autonome (qui constitue une garantie de son autonomie politique), pour de nombreux mouvements en Argentine, au Chili, au Brésil.

Une précision s'impose, cependant: le renoncement aux "guerrillas" rurales n'a pas pour le MLN-Tupamaros, qu'une valeur de tactique momentanée: selon un plan à long terme, "guerrillas" urbaines et rurales sont appelées à se combiner, même en Uruguay. Des affirmations similaires ont été faites en Argentine et au Brésil.

Le moment actuel

Il y a actuellement plus de 200 Tupamaros en prison et (le chiffre est peu sûr) environ 600 qui seraient fichés par la police et vivraient dans l'illégalité complète. Mais, selon des indications publiées par des adversaires (notamment La Prensa, de Buenos Aires, il y a plus de six mois) et procédant de sources policières, le MLN-Tupamaros, compterait sur plus de 6.000 membres, y compris évidemment l'appareil logistique, celui des renseignements, etc. Ses possibilités de recrutement seraient bien supérieures, limitées par les difficultés d'accès à l'organisation clandestine et par les propres mesures de défense de cette dernière pour éviter des infiltrations indésirables. Le mouvement a lancé des appels invitant les sympathisants à former spontanément des Comités d'appui aux Tupamaros pour diffuser des textes de propagande, etc. Ces comités pourraient devenir aussi des pépinières de recrutement. Depuis assez longtemps, chaque fois qu'on entend des arrestations, elles sont le plus souvent le fruit du hasard, et les personnes arrêtées ne figurent pas sur les fiches que détient la police. Cela tend à démontrer que le MLN a récupéré son authenticité clandestinité et il n'existe que des conjectures incertaines sur la véritable identité d'"Urbano", qui a fait des déclarations en qualité de dirigeant, à l'agence cubaine Prensa Latina.

Durant les derniers temps, sans renoncer à la consolidation de ses finances, le MLN-Tupamaros s'est appliqué à des opérations de nature politique pouvant être classées de la manière qui suit:

- contre les immixtions américaines dans la politique uruguayenne (l'affaire Dan Mitriane, spécialiste policier servant de "conseiller" aux organismes de répression de l'Uruguay après avoir rempli des fonctions identiques dans des pays asiatiques et au Brésil: il fut exécuté; l'affaire des "marines" chargées de la surveillance de l'ambassade à Montevideo: leur résidence a été attaquée avec des "bazookas", etc);
- contre les entreprises américaines en général ou les lieux de réunions des Américains (innombrables attentats);
- contre des personnages ayant trempé dans des scandales financiers du régime ou défavorablement notoire à des titres divers (actuellement le MLN détient M. Pereira Reverbel, un singulier personnage qui dirige les services de l'électricité après avoir commis un assassinat en 1958, et qu'une revue argentine, reprenant une version qui court les rues, qualifie d'"ami personnel" du président de la République Pacheco Areco et M. Ricardo Ferrer, chef d'un groupe économique naguère puissant mais tombé, il y a six mois, sous la griffe d'intérêts étrangers);
- contre des personnalités dont la détention est susceptible de susciter pour le gouvernement des difficultés avec des pays étrangers (après le consul

brésilien Dias Gomide, c'est le tour de l'ambassadeur d'Angleterre, Geoffrey Jackson, séquestré depuis le début de janvier);

- des "prises d'usines", momentanées bien entendu; on réunit le personnel pour lui faire un exposé politique.

Il faut convenir que le MLN-Tupamaros a du pain sur la planche, dans un pays où l'Etat vient d'acquiescer pour une somme fabuleuse la banque d'un personnage qui était, l'avant-veille encore, le ministre des affaires étrangères, M. Peirano Facio. On a découvert ensuite (pour le public du moins, cela a été une "découverte") que cette banque avait détourné 7.500.000 dollars dus à la Banque centrale pour exportations effectuées. Malgré les moeurs "tolérantes" des milieux privilégiés du pays, le ministre des finances, M. Charloni, a aussitôt perdu son poste; et on a opéré, avec un succès partiel, une perquisition pour retrouver des documents disparus, chez l'ancien ministre Peirano Facio.

Les élections de novembre 1971

Les morts se sont multipliés, d'un côté et de l'autre. Avec la collaboration technique d'étrangers comme Dan Mitriane, la police uruguayenne a dépassé le vieux système simpliste des coups de pieds pour s'initier aux tortures raffinées. Le MLN-Tupamaros a exercé de sévères représailles. La police a procédé à des perquisitions massives, par quartiers entiers, mais sans résultats notables. La "prison du peuple", où sont enfermées les personnes séquestrées, est restée inviolable, sauf pour quelques journalistes amis. Le

MLN-Tupamaros tient en échec une police maintenant fortement armée, de 15.000 hommes.

En ce moment la question qui se pose de façon pratique est la suivante: quelles sont les perspectives relativement au pouvoir? Et quels sont les rapports entre le MLN-Tupamaros et la coalition électorale du Front ample?

Pour les journaux de la droite, le Front ample et le MLN sont confondus en un conglomérat qui englobe les étudiants, l'Université dans son ensemble, les syndicats, une bonne partie de l'Eglise, etc. Il est curieux que, d'une certaine manière, l'opinion populaire tende à établir la même confusion, naturellement avec des sentiments inversés.

Le MLN-Tupamaros n'est pas un mouvement de "théoriciens", d'hommes perdant leur temps en discussions sans fin ni conclusion. C'est pour cela qu'il a rompu avec la Parti socialiste, avec les autres vieilles formations d'où sont venus divers de ses membres actuels. Il croit aux seules vertus de l'action: c'est pourquoi son "plan de gouvernement", publié en mars, est tellement simple mais radical, résumé en une énumération de mesures pratiques (réforme agraire, socialisation des grandes industries, réforme urbaine en matière de logement, expropriation sans indemnité des industries et banques de capital étranger, institution du peuple armé pour la défense de la révolution, etc.). Cette concision a contribué à éviter les polémiques théoriques avec les groupes de la gauche légaliste, et il n'y a même pas eu d'escarmouche sérieuse avec le Parti communiste.

Le MLN n'a pas confiance en la voie pacifique pour arriver au pouvoir. Pourtant, il "laisse faire" le Front ample, coalition très large qui d'ailleurs ne se serait jamais formée sans la situation créée par le MLN, expérience qui porte en avant l'enthousiasme populaire et le rassure en même temps, comme une manière d'"en sortir" sans un recours généralisé aux armes.

Si le Front ample gagne les élections et arrive à occuper le pouvoir avec son candidat le général Liber Seregni (un pragmatique aussi, chez qui se mêlent des vues péruviennes et chiliennes), le MLN-Tupamaros appuiera son action contribuera à accentuer le caractère radical des mesures à prendre. Il est probable que ses membres poursuivis et emprisonnés bénéficieraient d'une amnistie et surveilleraient de près les ennemis du nouveau régime.

Si le Front ample n'arrive pas au gouvernement, il s'opérera une sorte de versement généralisé de ses troupes les plus décidées dans les cohortes militarisées du MLN-Tupamaros. Et ce sera la lutte sans quartier.

Dans les conditions présentes, le Front ample devrait l'emporter. Les "partis traditionnels", qui le savent, sont en train de négocier un accord permettant le report de toutes leurs voix sur le candidat le plus favorisé de leur bord. Il n'est pas sûr encore que ce soit possible. Le projet, de toute façon, correspond exactement, malgré la différence des modalités locales, à l'accord proposé en Argentine par le général Lanusse à son vieil ennemi, le général Peron: l'accord des vieux systèmes contre la jeune Amérique latine en marche.

Des missionnaires portugais brossent un sombre tableau de l'Eglise en Angola

PARIS (Le Monde) — Le dernier supplément de la revue Spiritus rend publique une importante lettre adressée, en juillet 1970, à la conférence épiscopale d'Angola par vingt-deux spiritains portugais travaillant dans ce pays.

Les signataires de la lettre brossent un sombre tableau de l'Eglise angolaise, qu'ils présentent comme "une société officielle, intimement associée aux puissants", minée par le cléricalisme et le paternalisme.

"Placés dans un grand centre, affirment les auteurs de la lettre, nous dirigeons, contrôlons l'administration comme des seigneurs. En dehors du grand centre, notre travail consiste à passer dans les villages africains pour les visiter une ou deux fois par an. A l'occasion de ces visites nous mettons à jour les registres, nous vérifions et contrôlons la "situation canonique" des familles, nous faisons une ou deux exhortations "religieuses"; nous examinons le savoir catéchétique des catéchumènes et, si nous nous intéressons à leur développement social, nous contrôlons leur mode de vie (maisons, coutumes, hygiène, etc.).

"Nous faisons des exhortations appropriées. Parfois nous devons "gronder" et donner quelques "giffes" parce que sans cela les gens ne marcheraient pas. (...) Nous

leur retirons leur carte d'identité de chrétiens s'ils se comportent mal; nous exigeons une pénitence, souvent une contribution monétaire, et pour avoir droit au baptême, mariage et autres actes "juridiques", ils doivent se tenir à jour dans le paiement du denier du culte..."

"Nous avons, poursuivent les vingt-deux signataires, une "chrétienté". Nous avons des masses passives, qui n'arrivent pas à prendre conscience d'elles-mêmes, parce qu'elles sont moulées dans une "forme" sans qu'elles assimilent dans son fond la civilisation dans laquelle nous les mettons. Nous réalisons un drame de déracinement, qui les laisse à la merci des intérêts économiques, des désordres, des vices, de l'angoisse vitale (qu'elles ne peuvent même pas exprimer, sauf lorsqu'elles possèdent suffisamment d'instruction)."

Dans la dernière partie du document, les signataires de la lettre proposent la mise en route de formes nouvelles de communautés missionnaires, libres par rapport au système actuel et à même de jouer un rôle de libération évangélique et de "conscientisation".

Ces communautés "vivront du fruit de leur travail, sans subvention d'aucune sorte, sans les attributions juridiques attachées aux paroisses ou aux missions traditionnelles".

Elles n'administreraient pas de baptêmes ou de mariages, "elles n'apporteraient pas d'aide aux paroisses ou aux missions traditionnelles, si ce n'est qu'occasionnellement et par des missionnaires volontaires... Elles auraient un statut juridique simple" et seraient ouvertes, "dans leur vie et leur travail, à des laïcs célibataires ou couples" qui voudraient coopérer avec elles.

La réponse des évêques angolais n'a satisfait ni les vingt-deux signataires — le principal auteur de la lettre, le Père José Veiga, supérieur principal du district de Nova Lisboa a dû quitter l'Angola depuis lors, — ni la rédaction de Spiritus qui écrit: "Sans avoir le courage de dire franchement non, (ce qu'en fait elle voulait), la conférence épiscopale répondit d'une manière vague, en présentant des conditions qui viciaient de tout leur sens les expériences demandées (...) Nous nous trouvons donc devant le même type de hiérarchie qu'au Mozambique, où les Pères blancs, après avoir tenté de dialoguer et de négocier, ont préféré un geste public de rupture."

"Mais le geste des Pères blancs n'est pas possible partout. Il n'est pas non plus exclusif d'autres moyens d'action complémentaires comme la multiplication des groupes de réflexion, les prises de po-

sitions officielles. Pourquoi à ce propos la maison généralice garde-t-elle un silence prudent? Pourquoi ne pouvons-nous pas dialoguer avec les confrères de la province du Portugal?"

"Que faut-il préférer: une relative paix et une pseudo-sécurité dans l'immédiat, mais qui seront tôt ou tard remises en question en des lendemains qui ne chanteront pas forcément, ou bien l'avenir des Africains d'Angola, la confiance des jeunes générations qui montent et en qui l'on ne pourra pas étouffer le désir de dignité, le signe d'une Eglise facteur de libération? Est-il trop tard pour que nous puissions comprendre?"

Si vous pensez que la bière Carlsberg est trop chère,



c'est que vous ne l'avez pas goûtée.

Coeur-poumons: nouvelle opération d'urgence

LE CAP (AFP) — M. Adrian Herbert, le médis de 49 ans sur qui le Dr Barnard avait greffé le 25 juillet dernier un coeur et deux poumons, a subi dans la nuit de mardi une nouvelle opération d'urgence, destinée à corriger une suture défectueuse.

L'état du patient après l'opération a été qualifié de "raisonnablement satisfaisant" dans un bulletin diffusé mercredi matin.

L'intervention chirurgicale — la seconde réalisée depuis une semaine sur M. Herbert — n'a pas été pratiquée par le professeur Barnard mais par un membre de son équipe de Groote Schuur. Il

avait été constaté qu'une rupture partielle du raccord du tube bronchial droit laissait passer de l'air dans la cage thoracique du malade.

Une suture a été faite par le chirurgien pour rétablir l'étanchéité du système respiratoire transplanté il y a dix jours sur Adrian Herbert.

A la suite de cette opération, qui a duré trois heures, le malade se trouve dans un état de grande faiblesse, affirmé-on mercredi matin à l'hôpital de Groote Schuur, mais, selon l'avis des médecins, cette intervention ne "devrait pas affecter le fonctionnement normal du coeur et des poumons greffés".

Sœur Fiorella en proie à une dépression

CITE DU VATICAN (AFP) — Sœur Fiorella, la religieuse chargée de veiller à l'entrée de la basilique Saint-Pierre sur la correction de l'habillement des visiteurs, a dû s'aliter en proie à une dépression nerveuse. Elle n'a pu résister aux récriminations des touristes, à l'empiètement des photographes et aux quolibets de la presse.

Les portes de Saint-Pierre, pourtant, sont toujours bien gardées par les surveillants du Vatican et par la jeune converse qui assistait Sœur Fiorella. Un genou qui apparaît sous l'ourlet de la jupe, une épaule nue ou un bras

découvert valent aux touristes le maintien dans les ténèbres extérieures. Ni les prières, ni les aumônes, ni les menaces n'ont la valeur d'un visa d'entrée.

Un ancien garde suisse, qui s'était fâché parce qu'on ne voulait pas laisser entrer sa femme et sa fille trop court vêtues à même d'être conduits au poste de police. Cette sévérité fait quand même quelques heureux: les marchands de souvenirs. Ils n'avaient jamais vendu autant de châles pour couvrir les épaules ou rallonger les jupes grâce au système "D".



STUDIO THÉÂTRE

présente

"LE BEL INDIFFÉRENT"

Jean Cocteau

"L'OUTRAGE AU TRIBUNAL"

Michel Garneau

"LA DEMANDE EN MARIAGE"

Anton Tchekhov

au

THÉÂTRE de la LAGUNE

du lundi 2 août

au vendredi 6 août

à 20h.

Prix d'entrée: \$1.00

Billets en vente au guichet seulement

91

TERRE DES HOMMES

TOUT LE MONDE EST LÀ!

arts spectacles

Entretien avec Edgar Morin

La fragilité d'une révolution culturelle

par Robert Guy Scully

Un voyage en Californie, si l'on est sociologue, surtout si l'on est un sociologue curieux, suppose bien des découvertes. Le dernier livre d'Edgar Morin, "Journal de Californie" (dont nous parlons le 26 juin) rendait compte, au moins de sa curiosité, et aussi de quelques découvertes. Dans l'entretien qu'il nous accordait avant-hier, Morin manifestait à peu près les mêmes intentions, celle de découvrir, et celle de satisfaire sa curiosité. D'ailleurs l'accueil fait au livre est presque l'indice de la curiosité de ses lecteurs: nos sociologues omniscuriens l'ont vite rejeté, pour son manque de théorie définitive (un journal doit-il être définitif?), mais les "simples curieux" l'ont digéré, et sont encore à le digérer. A ceux-là nous retransmettons l'invitation lancée par l'Ecole d'été de McGill, à venir entendre les propos de Morin sur la révolution culturelle et les contre-cultures, le mardi 10 août.

Il s'agit des contre-cultures californiennes, que l'auteur a choisies non pas parce qu'elles sont les seules, mais parce qu'en Amérique elles sont plus avancées, plus capables de s'exprimer avec cohérence, plus nécessaires, plus motivées, et plus "contre". Même bien structurées, cependant, ces cultures n'existent pas de façon autonome; elles existent non seulement en opposition à la structure sociale américaine dominante, mais en opposition entre elles. Par exemple, le conflit entre activistes marxistes, qui visent les "individualistes hédonistes", hippies, et ces mêmes hippies, qui voient d'un oeil amusé les "névroses" ou "hung-up" politisés. Pour Morin, cette perpétuelle opposition est une richesse, puisqu'entre deux pôles, toutes les sous-cultures peuvent assimiler ces influences, les amalgamer et proposer un autre modèle social, qui deviendra "pôle" à son tour, et catalyseur de cultures, etc. Il ajoute que si l'un des pôles disparaît, la richesse dynamique disparaît.

Pourtant: si l'un des pôles disparaît, alors une des deux idéologies aura triomphé et pourra enfin être tentée

"sérieusement". Mais non, il semblerait que le marxisme a guéri E.M. de ce pragmatisme vicieux des options "sérieuses". Le marxisme vise très concrètement le pouvoir, songe très concrètement à ce qu'il en fera. Mais c'est ce "sérieux", cette totalité définitive qui laissait le sociologue insatisfait. Il est clair, en effet, que le marxisme, au pouvoir ou pas, ne rend pas compte de tout, répond à certains besoins de l'homme sans tous les satisfaire. Il y a une complexité des rapports humains qui lui échappe, qui échappe d'ailleurs à tous les systèmes existants. A partir du système qu'il considère le plus évolué et le meilleur, le marxisme précisément, Morin compte sur tous les autres essais sociaux pour compléter et faire progresser le modèle social. Nous sommes dans le domaine de l'idéal, très loin du pragmatisme électoral ou autre. Mais puisque nous sommes loin de saisir cette complexité sociale...

Donc, la fragilité des contre-cultures ne gêne pas Morin. Pas question de chercher à tout prix une "troisième voie" entre le communisme ou le capitalisme, pas question de trouver réponse. On cherche, tous ensemble, dans ce laboratoire qu'est devenue la Californie. Les jeunes Américains portent le germe d'une révolution culturelle, sans l'avoir secrétée encore. Il est probable qu'il ne la secréteront pas du tout, à cause des cadres historiques dans lesquels ils évoluent. Un modèle social nouveau est senti; il n'existe pas encore, au contraire.

Nous pourrions assister, par conséquent, à une "flamme merveilleuse" qui ne durerait que quelques décennies, pour s'éteindre ensuite? On entreverrait la solution des crises sociales actuelles, puis on la laisserait tomber, faute de moment historique? Cela nous semble assez tragique. Tragique oui, répond Morin, mais fréquent. La révolution russe ne fut qu'une "flamme" enthousiaste d'un moment, qui s'est laissée éteindre par d'autres facteurs historiques. Et ces grèves de huit jours, hé-

roïques mais réprimées de sitôt... Il s'agit d'alternatives sociales venues au mauvais moment, trop tôt ou trop tard. Selon E.M., elles ne perdent pas leur valeur pour autant: "il est positif que ces choses là arrivent à voir le jour aussi peu longtemps que ce soit". Phénomènes dynamiques et fragiles, les contre-cultures ressemblent à toute action humaine.

Perspectives européennes ou québécoises de révolution culturelle? Y en a-t-il d'ailleurs? Pour l'Europe, elles sont réduites. La société américaine, passablement décentralisée, tolère pendant un an ou deux les expériences avant de passer à la répression de ces expériences. La société européenne (nous continuons, Morin et moi, d'employer cet euphémisme alors que nous songeons tous deux à la France), fortement centralisée, est prête à réprimer instantanément tout comportement aberrant ou véritablement neuf. De plus, il y a en Europe une tradition de révolte inconnue aux USA. L'Europe fait ce que les Américains nomment du "coopting": elle assimile la révolte et la canalise dans ses structures permanentes de contestation: parti communiste, etc. En Amérique, la révolte est apparue à l'état pur, elle a surpris tout le monde. Elle a été d'autant plus féconde.

Quant au Québec, une distinction de base. Et cette distinction que fait Morin nous éloigne autant des Européens que des Américains, donc en dehors du cercle vicieux des sociologues "Le Québec est-il plutôt américain ou européen?". En matière de contestation culturelle et sociale, le Québec est ni l'un ni l'autre. Ici la contestation se fait en harmonie presque parfaite avec le nationalisme, ou les revendications à caractère national. Alors qu'aux USA ou en France, les contestataires détestent l'idée de nation, de patriotisme.

Il aurait fallu alors poser une dernière question au sociologue, une question "dangereuse": le nationalisme accélère-t-il, ou assure-t-il, la révolution culturelle?

Publications

Pour mieux comprendre la musique tant canadienne que contemporaine

par Jacques Thériault

Les musiques canadienne et contemporaine, c'est bien connu, n'ont jamais fait couler beaucoup d'encre. Et lorsqu'on en attendait parler, c'était la plupart du temps parce qu'un chroniqueur dédaignait de dénigrer leurs valeurs artistiques. Pour remédier à cette situation anormale qui laissait une majorité de curieux sur leur appât, des équipes de rédacteurs et de musiciens se sont soudainement donné la main pour tenter d'informer plus sérieusement les mélomanes sur les tendances et les implications musicales de leur époque.

C'est ainsi que sont nées ces excellentes publications qui constituent "Les cahiers canadiens de musique" (1) et "Musique en jeu" (2). La première est publiée par le Conseil canadien de la musique sous la supervision générale de Gilles Potvin; la seconde nous vient de Paris où une équipe de spécialistes s'acharne avec brio à faire le point sur la situation de la musique vivante à travers le monde. D'ores et déjà, la réputation de ces deux publications n'est plus à faire: lancées il y a quelques mois seulement, elles ont fait bouillir de neige et ralliées un assez vaste public.

A première vue, on se rend

compte que des efforts ont été faits du côté de la présentation graphique, et les photos qui accompagnent les textes facilitent l'accès à ces revues dont le premier numéro pouvait paraître quelque peu austère.

Les analyses et les entrevues qui constituent le sommaire des derniers numéros sont tout aussi irréprochables. Elles sont signées par des spécialistes en la matière, par des musiciens et des sociologues qui ont consacré leur vie à défendre une esthétique qu'ils croient valable.

Dans le récent numéro des "Cahiers canadiens de musique", on lira notamment une entrevue avec Pierre Boulez, un texte du pianiste canadien Glenn Gould sur le rôle de la radio comme instrument de diffusion musicale, une analyse d'Helmut Kallmann sur les relations entretenues par Beethoven avec le Canada, une étude d'Alastair McKinnon sur l'influence de la musique dans l'œuvre de Kierkegaard, le point de vue de Georges Little sur la formation de l'artiste pour l'an 2001, ainsi que plusieurs chroniques sur la situation musicale des différentes provinces canadiennes, sur des disques et des livres récents, etc. Somme toute, nous avons affaire à un ou-

vrage précieux, comportant des références précises qui ont l'avantage de nous renseigner sur les démarches et l'évolution récente de la musique au Canada.

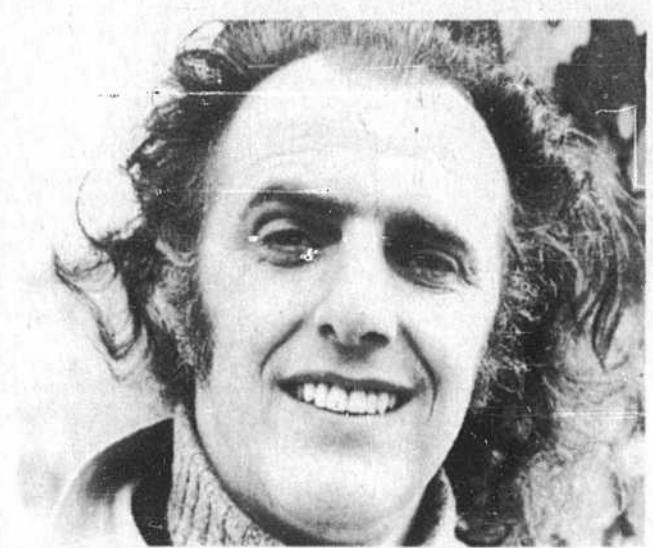
Le deuxième numéro de "Musique en jeu" présente la deuxième partie d'un dossier très soigneusement préparé sur la musique américaine, une série de cinq articles qui établissent des rapports entre la musique et les sociétés qui les voient naître, ainsi qu'un dossier très complet sur la musique "pop". Comme "Les cahiers de la musique", "Musique en jeu"

vous offre également des chroniques sur les livres et les disques récents, sur des festivals de musique, etc.

Le moins qu'on puisse souhaiter, c'est que ces publications savantes, mais très accessibles, puissent conserver à la fois leur très haute qualité et leur souci d'une plus grande objectivité possible.

(1) "Les cahiers canadiens de musique", numéro 2, publié par le Conseil canadien de la musique, 216 pages, \$3.00.

(2) "Musique en jeu", numéro 2, Ed. du Seuil, 128 pages, \$2.85.



gilles vigneault

MARDI & MERCREDI
10 & 11 AOÛT — 8h.30

PRIX POPULAIRES:
\$1, \$2, \$3, \$4
Buffet après les concerts: \$1.50
Les billets sont aussi en vente aux Caisses populaires Desjardins.
Ces concerts sont organisés en collaboration avec la Régie de la Place des Arts.

CONCERTS POPULAIRES DESJARDINS

Commandité par l'Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins

ORCHESTRE SYMPHONIQUE DE MONTREAL

Franz-Paul Decker, Dir. artistique

AU PUPITRE

Vladimir Jelinek — Léon Bernier

EN PREMIERE PARTIE

Oeuvres de Smetana, Ravel, Matton et Dvorak

SALLE WILFRID-PELLETIER
PLACE DES ARTS, Montréal 129 (Québec) Tél: 842-2112

LA PLUS GRANDE SCÈNE DU MONDE

FRIDA BOCCARA

au
KIOSQUE
INTERNATIONAL
du jeudi 5 août
au dimanche 8 août
à 20h.
Prix d'entrée: \$2.00

Billets en vente au guichet seulement

TERRE DES HOMMES TOUT LE MONDE EST LÀ!

14 ANS

tout simplement
EXTRAORDINAIRE
DERNIERS
SOIRS
TOMAS MILIAN
dans le dernier film de
SERGIO SOLLIMA
EASTMANCOLOR
**SALUDOS
HOMBRE**
COURS, HOMME, COURS
avec
DONALD O'BRIEN
LINDA VERAS JOHN IRELAND
en semaine 7:15 9:30
samedi 7:30 et 9:45
dimanche
3:00 5:10 7:15 9:30
à la Comédie Canadienne
104, rue St-Catherine Tél: 861-3476

A L'AFFICHE!
LE DERNIER ET
LE PLUS BEAU FILM
DE SERGIO LEONE
IL ETAIT UNE FOIS
DANS L'OUEST
TECHNICOLOR
TOUTES LES SOIRS 6:00 et 9:00
dimanche 3:00 6:00 9:00
1248 BERNARD
277-3233
OUTREMO

télévision

CBFT 2

10.10 Aujourd'hui à CBFT
10.15 En mouvement
10.30 Robin fusée
11.00 Mini-fée
11.30 Apollo 15
12.30 Les Cadets de la forêt
1.00 Cinéma
Les longues années 29-45
(Franco 1966)

2.30 Les trois As
2.40 Réussite-voilà
4.00 Ulysse et Ocar
4.30 Le pirate Maboule
5.00 Bugs Bunny
5.30 Fifi Brindacier
6.00 Un enfant parmi tant d'autres
6.30 Téléjournal
6.40 24 heures
6.55 Nouvelles du sport
7.00 Les jeux panaméricains
7.30 Les grands films
Les Marines au feu (comédie -
Américain 1961)
9.30 L'homme et ses inventions
10.00 Musique folle des années jeunes
10.30 Téléjournal
10.50 Nouvelles du sport
11.00 Propos et confiance de Jean
Vilar
11.30 Cent mille chansons
12.00 Cinéma
"Salpân" (drame de guerre -
Américain 1960)
1.45 Téléjournal

CFTM 10

10.00 Mini-Musique
10.10 Horaire-Bienvenue
10.15 Mini-annonces
10.30 Au p'tit matin
11.30 Apollo XV: Marche dans l'espace
12.00 Miah-Montréal
1.00 Cine-jeudi
"Les distractions" (drame -
Franco - Italien 1960)
2.30 A vous de jouer
3.00 Pour vous redonner
4.00 Robin des bois
"Marchand de sel"
4.30 Mon amie Flicke
5.00 Les envoleurs
"Equation: danger"
6.00 Madame est servie
7.00 Le 10 vous informe
7.30 Le ranch à Willie

cinéma

ALOUETTE: "Les bagnards de Bobany"
1.25, 3.25, 5.25, 7.25, 9.30
ANJOU: "Hello Dolly" 4.00 à 8.30
ARLEQUIN: "Pour le meilleur et pour le pire"
1.06, 4.30, 7.50 et "Mariage par-
ti" 2.50, 6.15, 9.35
ATWATER: "The Anderson tapes" 1.00,
3.25, 5.30, 7.30, 9.40
ATWATER: (cinéma II) "Blue water, white
death" 7.20, 9.20
BERRI: "Le martien de Noël" 2.05, 4.55,
7.45, 10.35 et "La grosse papaille" 12.20,
2.50, 6.10, 9.00
BUJOL: "Les chats bottés" 12.30, 2.28,
4.28, 6.24, 8.12, 9.52
BONAVENTURE: "Sexy dozen" 1.00, 3.00,
5.00, 7.00, 9.00
CANADIAN: "Pops" 1.25, 4.55, 8.25 et
"Le livre érotique de la jungle" 12.00,
3.25, 6.45, 10.25
CAPTOL: "Big Jake" 12.30, 2.50, 4.45, 7.10
9.25
CHAMPLAIN: "Quelle vie de chien" 2.10,
6.10, 10.15 et "Les Robinsons des mers
du Sud" 12.00, 2.35, 7.55
CHATEAU: "Rebelle enragé" 1.21, 4.34,
7.45 et "Les anges du diable" 3.01, 6.14,
9.30
CINEMA COTE-DES-NEIGES: (cinéma II)
"Bub, Carol, Ted et Alice" 12.45, 4.10,
7.45 et "Cactus flower" 2.30, 5.40, 9.25
CINEMA COTE-DES-NEIGES: (cinéma I)
"Harry Kallerman" 1.18, 3.19, 5.20, 7.21,
9.12
CINEMA DE PARIS: "Sur un arbre per-
ché" 12.00, 2.00, 4.00, 8.00, 10.00
CINEMA VI: "Fiesta" 7.30, 9.30
CREMAZIE: Voir Béri
COMEDIE-CANADIENNE: "Cours, homme
cours" de S. Sollima 7:15 9:30
DAUPHIN: Salle Renoir: "Que diriez-
vous à une femme nue" 7.30, 9.30 Salle
McLaren: "Mash" 7.30, 9.30
ELECTRA: Voir Château
ELYSEE: Salle Éventail: "Le genre de
Claire" Salle Renoir: "Juste avant la
nuit" 7.30 9.30
FLEUR-DE-LYS: Voir cinéma de Paris
FESTIVAL: "Finalement" 7.30, 9.30
SALLE HERMES: "Blushing Charlie" 8.00,
10.00
IMPERIAL: "Le rouge aux lèvres" 12.10,
3.40, 7.10, 10.40 et "Un prétre à marier"
1.50, 5.25, 9.00
JEANTALON: "Ta femme cette inconne"
8.15 et "Ton mari, cet inconne" 6.25,
9.55

8.00 Cinéma Kraft

Les jagards de Zahrain (aven-
tures Américain 1962) c
9.30 Sous mon toit c
10.00 Coeur atout c
11.00 Le 10 vous informe c
11.30 La couleur du temps c
11.50 En pantoufles c
"Dangerouse mission" (wes-
tern Américain 1962) c
12.35 Dernière édition
12.40 Fin des émissions

CBMT 6

9.58 News, weather and community
announcements
10.05 Mr. Drew-up c
10.30 Friendly Giant c
10.45 Chez Hélène c
11.00 Sesame Street c
11.30 Apollo XV c
12.00 Elwood Ullmer's luncheon date c
1.30 55 North Maple c
2.00 Double Exposure: "Niagara
falls"
2.30 Coronation Street c
3.00 30 from Halifax c
3.30 Edge of Night c
4.00 The Galloping Gourmet c
4.30 The Banana Splits c
5.00 Abbott and Costello c
5.30 The Beverly Hillsbillies c
6.00 Reach for the top c
6.30 Hourglass c
7.00 On location:
Hello, Dali! c
7.30 Bless this house c
8.00 The interns c
9.00 The Irish Rovers c
9.30 Pan-Am games c
10.00 Five years in the life:
The Siros family c
10.30 Encounter c
11.00 The National c
11.22 Viewpoint c
11.30 Night Report c
11.45 Cine-Six c
"The gun Hawk" (1963) c
1.20 Final report and wester

CFCF 12

10.35 Montreal Bulletin Board
10.50 The Lucille Rivers Show c
11.00 University of the air c
11.30 Apollo XV c
12.15 Afternoon news

CE SOIR!

UN GRAND FILM AMÉRICAIN
DE JOHN CASSEVETES

HUSBANDS

v.o. anglaise 7:00, 9:30

verdi 277-4145

Un Amour Vampire
IBANS
Le Rouge
Aux Lèvres
un collaborateur pas comme les autres
Un Prétre
à Marier
HORAIRE: 1:00, 4:25 & 7:55 P.M.

le théâtre des marguerites inc.
TROIS-RIVIÈRES OUEST
GUY HOFFMANN
PIERRE THÉRIAULT
LE GÉNÉRAL
CATHERINE BÉGIN
MARHETTE DUVAL
GEORGES CARRERE
HELENE LOISELLE
Mar., merc., jeu. 9 hres
Sam. 7 h 30 et 10 h 30
Dim. 7 h 30 (relâche lundi)
Prix spéciaux pour étudiants (le dimanche
seulement)
RÉS.: 377-3223 (Trois-Rivières)
A 7:30 et 10:30

PAS SI NOVICES QUE ÇA!
14 ANS
BRIGITTE BARDOT
ANNE GIRARDOT
LES NOVICES
COULEUR
3e semaine
REPRÉSENTATION COMPLETE
10 a.m. 11.30, 12.30, 3.15
5.10, 7.20, 9.35 p.m.
AUSI STEREO GILLES CARLÉ
CINEMA LE PARISIEN

SALLE RENAISSANCE
3e semaine
Raconté avec maîtrise... Fascinant...
Avec un art qui n'a rien à envier à son illustre
maître, Hitchcock...
EASTMANCOLOR
Un film de CLAUDE CHABROL
Derniers
jours
LE GÉNU
DE
CLAIRE
ERIC ROHMÉR

POUR TOUS
MAG BODARD
CATHERINE DEMEJUE
JACQUES DEMY
Peau
d'Âne
EASTMANCOLOR
JEAN MARAIS
MICHELINE PRESLE
JACQUES PERRIN
DELPHINE SEYRIG
DÉS DEMAIN!
ALOUETTE
318 STE CATHERINE O. 861-2807

le théâtre des marguerites inc.
TROIS-RIVIÈRES OUEST
GUY HOFFMANN
PIERRE THÉRIAULT
LE GÉNÉRAL
CATHERINE BÉGIN
MARHETTE DUVAL
GEORGES CARRERE
HELENE LOISELLE
Mar., merc., jeu. 9 hres
Sam. 7 h 30 et 10 h 30
Dim. 7 h 30 (relâche lundi)
Prix spéciaux pour étudiants (le dimanche
seulement)
RÉS.: 377-3223 (Trois-Rivières)
A 7:30 et 10:30

PAS SI NOVICES QUE ÇA!
14 ANS
BRIGITTE BARDOT
ANNE GIRARDOT
LES NOVICES
COULEUR
3e semaine
REPRÉSENTATION COMPLETE
10 a.m. 11.30, 12.30, 3.15
5.10, 7.20, 9.35 p.m.
AUSI STEREO GILLES CARLÉ
CINEMA LE PARISIEN

SALLE RENAISSANCE
3e semaine
Raconté avec maîtrise... Fascinant...
Avec un art qui n'a rien à envier à son illustre
maître, Hitchcock...
EASTMANCOLOR
Un film de CLAUDE CHABROL
Derniers
jours
LE GÉNU
DE
CLAIRE
ERIC ROHMÉR

le Chantecler
STE-ADELE-en-Haut
PRÉSENTE SAMEDI 7 AOÛT
LES JÉROLAS
Seulement \$3.00 par personne (taxes incl.)
Deux présentations chaque samedi soir à 9 heures et 11 heures dans
le Grand Salon entièrement CLIMATISÉ pour votre confort.
Le Chantecler vous propose également un Buffet D'après le samedi
soir de 7:00 p.m. à 9:00 p.m. Musique de danse jusqu'à 1:30 a.m.
RÉSERVATIONS: Montréal 866-6661 — Ste-Adele 229-3555

LA PLUS GRANDE SCÈNE DU MONDE
THÉÂTRE LE CASTELIER
présente
un spectacle de marionnettes

du 26 juillet au 8 août
(excepté lundi, le 2 août)
En semaine: à 13h.30 et 15h.
Samedi et dimanche: à 13h., 14h.30 et 16h.
Prix d'entrée: \$0.50
Billets en vente au guichet seulement

THÉÂTRE de la LAGUNE
du 26 juillet au 8 août
(excepté lundi, le 2 août)
En semaine: à 13h.30 et 15h.
Samedi et dimanche: à 13h., 14h.30 et 16h.
Prix d'entrée: \$0.50
Billets en vente au guichet seulement
TERRE DES HOMMES
TOUT LE MONDE EST LÀ!

le carnet du gourmet

Retrouvailles du 'Paris'

par Renée Rowan

Cette semaine, ce furent les retrouvailles. Je n'étais pas allée au restaurant Le Paris depuis plusieurs années. Sans raison aucune: l'occasion ne s'était pas présentée. Et je reconnais que durant tout ce temps, je fus la perdante car ce bon petit restaurant français reste égal à lui-même depuis les quinze ans qu'il existe.

Il ne s'agit pas ici du restaurant de grande classe, mais d'un endroit chaleureux, sympathique où l'on mange bien.

De l'intérieur, on oublie vite la rue Sainte-Catherine. Le nom le dit, on se croirait à Montmartre ou à Montparnasse. La salle, petite, est encombrée mais demeure agréable. Les nappes à carreaux rouges et blancs, de rigueur pendant des années, ont fait place à des nappes bleues et des napperons rouges. Sur les tables, très rapprochées les unes des autres (ce qui rend toute intimité impossible) on trouve des fleurs naturelles, des bougies.

Le menu, plutôt conventionnel, offre ce qu'il y a de meilleur dans

la cuisine bourgeoise française: sauté de bœuf bourguignon, rognons sautés du chef, ris de veau en cocotte, langue de bœuf chasseur, entrecôte bordelaise, sole de Douvres meunière. Au total, une vingtaine de plats. En saison, il y a d'excellents poissons: le saumon de Gaspé grillé, le saumon froid mayonnaise, le doré amandine, etc. A noter: la générosité des portions.

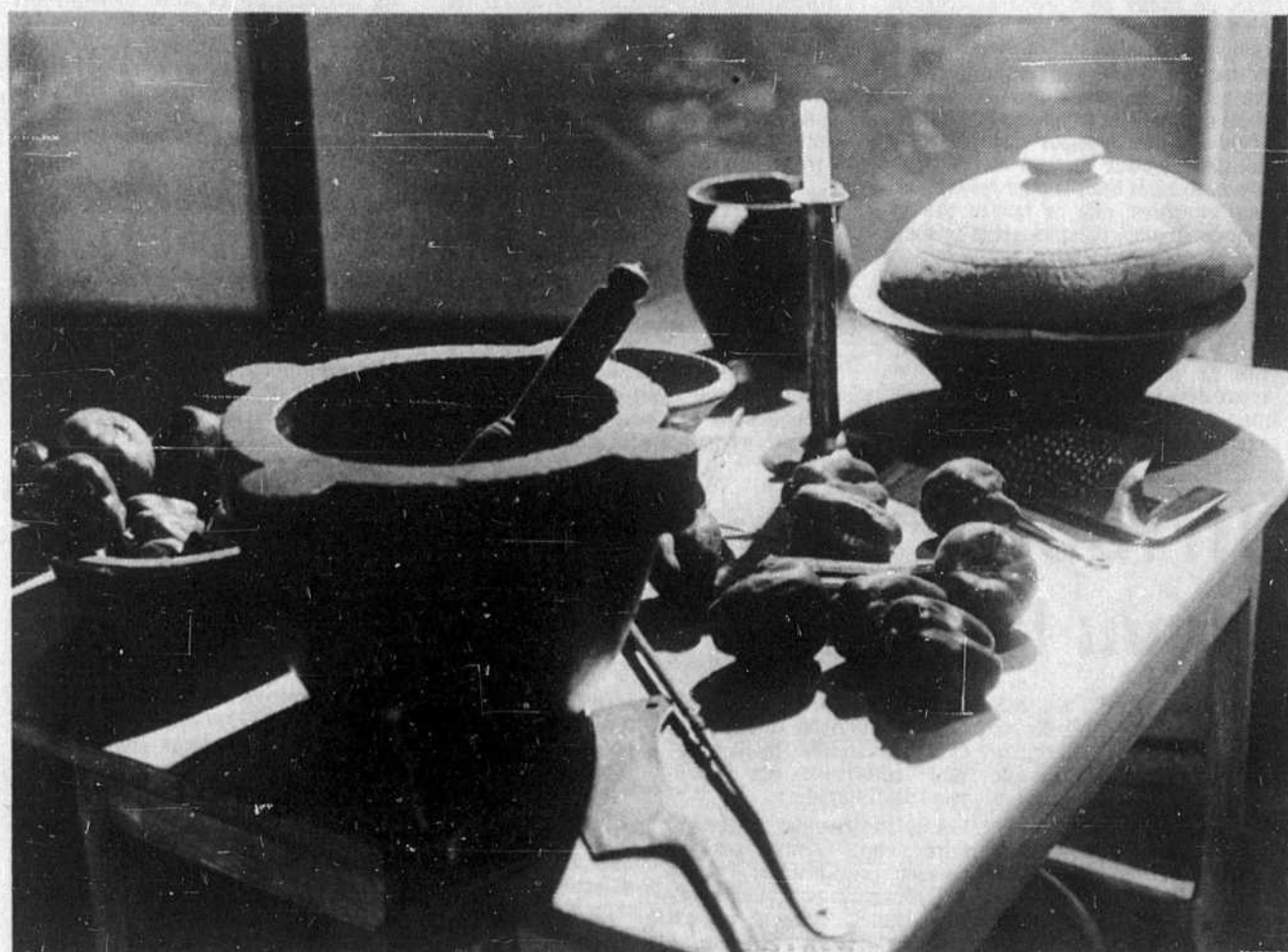
Les salades sont bien assaisonnées, juste ce qu'il faut d'ail. J'avais gardé le souvenir de légumes bien apprêtés: pour l'instant, les haricots jaunes, l'autre soir, étaient très ordinaires. Quant aux desserts, le choix est limité, mais c'est simple et frais: fruits, glaces assorties, tarte du chef, pâtisseries françaises.

Il y a quelques plats à la carte. Je vous recommande toutefois le menu table d'hôte: à l'heure du déjeuner (de midi à 15h) les prix varient entre \$1.50 et \$4.74; le dîner (de 17h à 22h) entre \$2.50 et \$4.75. A midi, il y a toujours trois plats du jour à \$1.50: une omelette

dont la garniture varie, de la cervelle au beurre noir, du poulet rôti, etc. On peut commander le vin au verre (.65) comme on peut obtenir une bonne bouteille, un Châteauneuf du Pape (Bichot) par exemple, à \$7.50.

Les propriétaires du Paris, Lucette et Théodore Dalemans, Madeleine et Maurice Poucand, sont aussi vos hôtes. Ils surveillent tout dans les moindres détails et sont très affables. A ce temps-ci de l'année, la clientèle est composée en bonne partie de touristes, mais on se rend vite compte qu'il y a les habitués de la maison: "Vous avez passé de bonnes vacances? Nous sommes contents de vous revoir!" "Venez, la table que vous préférez dans le petit coin, à l'arrière, est justement libre!" Cette attention personnelle est digne d'un grand restaurant.

A retenir: le restaurant ferme ses portes le dimanche pendant l'été. Il est à conseiller de réserver. Mardi soir dernier, on a servi en soirée seulement cent soixante-couverts.



le consommateur

De fines herbes pour tous les goûts

par Renée Rowan

Plusieurs d'entre nous ont découvert les raffinements de la cuisine aux fines herbes. On ne se contente plus de les acheter au marché local, on les cultive soi-même et il n'est pas rare, en plein cœur de la ville, de voir sur un balcon particulièrement bien orienté non pas une boîte à fleurs, mais une boîte à fines herbes que l'on entretient avec un soin jaloux et dont on fait profiter ses amis.

Quoi de meilleur qu'une omelette ou du fromage à la pie à la ciboulette, de l'agneau aromatisé à la menthe fraîche, des tomates à l'estragon, un soupçon de thym dans du bœuf haché ou dans des moules marinières, et j'en passe.

Le malheur est que l'on ne peut conserver ces herbes fraîches toute l'année. Il y a toutefois quelques moyens d'en faire

provision quand elles sont à leur meilleur, d'août à septembre alors qu'elles sont bien vertes et possèdent encore une saveur délicate.

On peut les conserver trois semaines environ au réfrigérateur en les plaçant, préalablement lavées et égouttées, dans des sacs de plastique ou des contenants hermétiques.

On peut aussi les congeler ou les sécher. Voici quelques conseils donnés par les services consultatifs de l'alimentation du ministère de l'agriculture du Canada à Ottawa.

Pour congeler: laver, égoutter et hacher les herbes. Les étendre sur une plaque et congeler. Placer dans des contenants à congélation et entreposer au congélateur. Elles se conserveront un an.

Pour sécher: utiliser les pousses et les feuilles en parfait état. Laver, égoutter et étendre sur un coton à fromage ou sur un papier; placer sur un gril, couvrir et laisser sécher 2 à 3 jours dans un endroit sec, chaud et aéré.

Le saviez-vous?

Une cuillerée à thé d'herbe séchée écrasée équivaut environ à une cuillerée à table d'herbe fraîche.

La saveur d'une herbe pulvérisée est deux fois plus forte que la même quantité d'herbe écrasée.

Les herbes congelées s'ajoutent telles quelles aux soupes, sauces et ragoûts; Parsemer d'herbes, biftecks et côtelettes à griller durant la cuisson.

Ne pas utiliser différentes herbes dans plusieurs mets d'un même repas. Les utiliser pour varier et accentuer la saveur.

Recherchez la feuille d'or

L'industrie canadienne de la chaussure inaugure une campagne portant sur l'identité canadienne qui veut promouvoir l'utilisation d'un symbole universel sur toutes les chaussures fabriquées au Canada.

Le symbole, couleur or, utilise la feuille d'érable. Celle-ci est encadrée par les inscriptions "Made in Canada - Fabriqué au Canada". Ce nouveau symbole, approuvé il y a plusieurs mois par le Conseil canadien du cuir et de la chaussure, sera distribué à tous les membres de l'industrie canadienne de la chaussure dans le courant du mois d'août.

Un nouveau produit

A la liste déjà longue des eaux minérales, vient de s'en ajouter une dernière: l'eau de source Saratoga, un produit originaire des fameuses sources Saratoga, dans l'Etat de New York.

Pétillante, légèrement salée, rafraîchissante, cette eau minérale est vendue dans les principaux marchés d'alimentation aux environs de .35 la bouteille.

Plusieurs pavillons méritent une attention spéciale à Terre des hommes cette saison. Mais on ne le sait pas assez et parce qu'un guide n'a pas été publié, on ignore souvent où aller.

Au premier étage du Palais des arts (ancien pavillon de France), il y a une exposition particulièrement intéressante de l'art domestique ancien venu de France, plusieurs centaines de pièces d'étoffe de la collection Stewart: lampes, pichets, ustensiles de cuisine, etc. Font partie de cette collection, photo ci-contre: un mortier, un coupeur, une lardière, une gratte; photo ci-dessus: un tournebroche à pieds pivotants, manivelle à renvoi à vis sans fin et un assortiment de réceptifs de toutes les formes, en métal.



Pour recevoir le prospectus des 3 prochains

Cours de Fine Cuisine Familiale

Bases - Perfectionnement - Réceptions.
donnés par Henri Bernard
s'adresser maintenant à

INSTITUT CULINAIRE HENRI BERNARD
depuis 1951

2015 de la Montagne,
Suite 610, Montréal 843-6481

le Cocher
En voiture, les Gourmets!
Salle à manger (style empire)
Cuisine bourgeoise
Déjeuner d'hommes d'affaires
Choix de vins sélectionnés
Au piano: George Klein
Face à la courbe vers l'ouest
4897, rue Berri
523-7858
Stationnement gratuit

RESTAURANT AMPHITRYON
Charles Tonneau, le Patron au fourneau
346 est, rue Notre-Dame, Vieux Montréal
Tél.: 861-0876 Rés.: 655-4239

Air climatisé
Cuisine chaude jusqu'à minuit

Fermé dimanche et lundi

les MOTS CROISÉS du Devoir

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											

- Horizontalement**
- 1-A de la prédilection pour une chose.
 - 2-Qualité de ce qui est doux au goût. - Mois de l'année.
 - 3-Ce qu'on donne aux pauvres par charité. - Plaça, posa.
 - 4-Déclaration en forme, par laquelle on s'élève contre une chose.
 - 5-Triage. - Regardons à travers.
 - 6-Vierge romaine du III^e siècle: fête le 2 décembre. - Arbre greffé.
 - 7-Tour. - Imagine.
 - 8-Victoire de Napoléon sur les Prussiens en 1806. - Créer de nouveau.
 - 9-Sorte de boîte. - Mesure chinoise.
 - 10-Qui concerne la marine de guerre. - Unité de mesure d'accélération, dans le système C.G.S. - Petit cube.
 - 11-Mettre à l'envers.
 - 12-Dans la clavessin, petite languette de bois mince, armée d'un morceau de plume. - Ile de l'océan Atlantique.
- Verticalement**
- 1-Action d'adapter.
 - 2-Peau de mammifère avec son poil. - Gros perroquet.
 - 3-Pièce où l'on se réunit pour fumer. - Fils du frère.
 - 4-Quote-part de chaque convive. - Merveilleux.
 - 5-Fruit de l'arbousier. - Algue verte marine.
 - 6-Otes la vie. - Inscription sur la croix de Jésus. - Erbium.
 - 7-Iridium. - Séparation de deux éléments d'un mot par l'intercalation d'un ou de plusieurs autres mots. - Volonté.
 - 8-Mois de Marie. - Brisa par une compression, par un choc.
 - 9-Venir au monde. - Unité monétaire roumaine.
 - 10-Relatif à une notion.
 - 11-Obtenu. - Possédent. - Sorte de canard.
 - 12-Se dit de chacun des muscles destinés à produire une tension - Comm. des Alpes-Maritimes.

Solution d'hier

1-THOMISTE 2-UNE 3-EAU 4-VARRON 5-RITE 6-CORNIER 7-REINE 8-NEZ 9-TA 10-LORSQUE 11-UN 12-TALUS 13-UR 14-SIG 15-OREE 16-SE 17-ME 18-RECREANCE 19-ILS 20-REALISE 21-ALEVINIER 22-DAL 23-ENNE 24-VIDAL 25-ESSE 26-SUEE 27-ST

"Louer, ce n'est pas compliqué"
Carrefour de l'habitat étudiant a mis sur pied une banque de logements

"Louer, ce n'est pas compliqué", disent les initiateurs du projet Carrefour de l'habitat étudiant qui vient de mettre sur pied une banque de logements à l'intention des étudiants qui fréquentent universités et cégeps du centre-ville.

La banque sera ouverte aux étudiants "locaitaires" à compter du 16 août, dans des locaux fournis par l'université de Montréal. Elle offre particulièrement ses services aux étudiants du centre-ville à la recherche de chambre et de logement, c'est-à-dire les jeunes qui fréquentent l'université du Québec à Montréal, l'université McGill, Sir George Williams, les cégeps Vieux-Montréal et Dawson.

Les six étudiants qui travaillent à plein temps au projet cet été, grâce à un octroi de Perspective-jeunesse, ont étudié les besoins des étudiants et délimité les zones de vingt minutes de marche autour de chacune des institutions. On a ainsi établi six secteurs.

La population étudiante de ces institutions était de quelque 30,000 personnes en 1969. Elle sera de l'ordre de 50,000 au mois de septembre prochain. On estime que, sur ce nombre total, quelque 14,000 étudiants devront se loger à proximité de leurs institutions.

Le groupe de Carrefour de l'habitat a déjà relevé les noms des propriétaires de logements à louer dans une zone de la métropole offrant la rapidité de communication avec le centre-ville par le métro. Ces propriétaires ont déjà reçu ou reçoivent des cette semaine une lettre de la banque de logements les invitant à se prévaloir de ses services qui sont entièrement gratuits et à indiquer quel type de logement ils sont en mesure d'offrir: une pièce, une pièce et demie, un appartement meublé, semi-meublé ou non meublé, les commodités incluses, etc. Ils doivent également fournir le prix auquel ils comptent louer les lieux. On disposerait actuellement de plus de 500 logements. Avec l'envoi d'un nombre additionnel de lettres aux propriétaires cette semaine, on s'attend à ce que se chiffre grossisse encore.

La banque compile sur ordinateur tous les logements et chambres à louer dont la description lui est donnée par les propriétaires. Pour louer appartements et chambres, on peut communiquer avec la banque de logements Carrefour de l'habitat étudiant en composant le numéro: 876-3077. Ce service est gratuit.

Les principaux animateurs

de Carrefour de l'habitat étudiant sont eux-mêmes des étudiants en administration. Ils ont lancé leur projet à la suite d'un colloque tenu récemment avec les représentants de la direction de la Régie des loyers, le ministère de l'éducation, le Task Force fédéral sur l'habitation, la Société centrale d'hypothèques et de logement, l'Office d'initiative économique de la ville de Montréal, la faculté d'urbanisme de l'université de Montréal, les ligues de locataires et propriétaires etc.

Il s'agit d'un projet d'été qui sera prolongé jusqu'en novembre prochain de venir un service permanent aux étudiants. Ils comptent pour le faire sur des octrois des universités, des gouvernements à divers niveaux, et des particuliers.

RESTAURANT HONGROIS
• Meilleure nourriture et atmosphère.
Directement de Hongrie le célèbre orchestre tzigane LAKATOS
TERRE DES HOMMES ÎLE NOTRE-DAME
toujours au même endroit

Regau Homard
Le lundi et le vendredi soir une occasion à ne pas rater le homard grillé ou les queues de homards des Caraïbes
\$3.95
Stationnement gratuit avec portier
rib'n reef
8105 Decarie Blvd.
Réservations: 735-1091

LE CAVEAU
"LA PETITE BOITE FRANÇAISE OU L'ON MANGE BIEN"
Avant ou après le spectacle venez dîner à la chandelle
MENUS COMPLETS
à partir de \$1.95, \$3.50 et \$4.75
Spécialité de la maison FILET MIGNON EN CHEVREUIL
Licence complète Facilités de banque
Cartes de crédit acceptées
LE CAVEAU
2063, rue VICTORIA (arrière Eaton)
RÉSERVATIONS
844-1624

Thomcliffe
Rossmore, P.Q. Route 11
Un véritable restaurant de grande classe.
Seulement à 15 minutes de Montréal par l'autoroute des Laurentides
Vers le nord: Sortie 9
Vers le sud: Sortie 13
Table d'hôte, \$4.00 jusqu'à la fermeture.
Le Sabayon
Le seul restaurant à cuisine grecque et française
666 ouest, Sherbrooke (coin Université)
Réservations: 288-0373 (stationnement Union & Kennedy)

Pour un vrai Festin un Bifteck chez
Moishe's STEAK HOUSE
Les meilleurs biftecks grillés sur charbon de bois à Montréal
3961, boul. St-Laurent - Permis complet - V.I. 5-3509
Déjeuners pour hommes d'affaires tous les jours, à compter de midi

Célébrez joyeusement un heureux événement!
Laissez au Reine Elizabeth le soin de voir à tous les détails à votre place. Nous nous occupons de tout: les chambres, les repas, les rafraîchissements. Rien n'est laissé au hasard. Ainsi, vous ne risquez pas d'oublier des détails importants. Nous avons l'habitude des grandes et des petites réceptions. A nous d'en faire un succès... et à vous d'en tirer tous les avantages! Communiquez avec le service des banquets du Reine Elizabeth: composez 861-3511.

Cours de guides touristiques

Un cours pour devenir guides touristiques est organisé au Centre Gabriel-Sourat, rue Lafontaine, à Montréal, par la Commission des écoles catholiques de Montréal.

D'une durée de 105 heures, le cours est divisé en deux parties. La première session s'étend sur 9 semaines et la deuxième dure 8 1/2 semaines. Pour être admis, les élèves

doivent avoir complété une 11^e année et être bilingues.

Les frais d'inscription sont de \$14 et les frais de cours de \$10. Les candidats doivent se présenter personnellement au Centre, le 13, 14, 15, 16 et 17 septembre de 19 à 21h. Des renseignements supplémentaires peuvent être obtenus en composant 525-2531.

Troisième festival annuel canadien de films étudiants

La date limite pour s'inscrire au troisième festival annuel de films étudiants est fixée au 25 août. Ce festival aura lieu à Sir George Williams University du 23 au 26 septembre.

Les étudiants en provenance de toutes les universités et écoles secondaires du Canada auront leurs films évalués par un jury qui comprendra Robert Rossellini, Norman McLaren et Henri Langlois; il y

aura des prix d'une valeur totale de \$1,500.

Les catégories seront les suivantes: films avec scénario, films animés, documentaires et films expérimentaux.

Pour les formulaires d'inscriptions s'adresser au Coordonnateur. Troisième festival annuel canadien de films étudiants. Conservatoire d'art cinématographique, Sir George Williams University, 1435 Drummond; Montréal 107.

l'actualité

Devant le peu d'appui de Montréal

Les magasins nouveau genre de Provigo font face à un problème de localisation

par Denis Giroux

Provigo Inc. a mis au point un nouveau type de magasin — le marché d'entrepôt — qui serait susceptible de faire beaucoup pour satisfaire les besoins des milieux défavorisés si seulement elle disposait pour les établir d'une meilleure collaboration des autorités municipales de Montréal.

C'est ce que nous a déclaré hier, M. René Provost, président et directeur-général de Provigo Inc. qui commentait le fait que les nouveaux magasins AVA de la compagnie étaient essentiellement situés en banlieue de Montréal. Ces nouveaux magasins AVA ("Aux Vraies Aubaines") sont destinés aux consommateurs qui, "attirés par les bas prix mais exigeant un vaste éventail de services, sont néanmoins prêts à sacrifier le service afin d'obtenir des prix encore plus bas". Les quartiers défavorisés de Montréal seraient donc ceux qui devraient le plus bénéficier, vu le revenu très limité de leurs habitants, de ce nouveau type de magasin.

"Cependant, le coût prohibitif du terrain et des taux d'imposition foncière trop élevés rendent impossible l'établissement de ce type de magasin dans les quartiers défavorisés de la métropole", a dit M. Provost. "Ces quartiers où les besoins sont pressants et où la densité de population est très forte sont des marchés intéressants pour nous, mais nous ne pouvons trouver de terrains à un prix raisonnable. Les détenteurs de ces terrains flânent souvent l'occasion de se départir de leurs terrains à un prix très avantageux exigent des sommes que nous ne pouvons payer".

Mesures de stimulations?

M. Provost a donné comme exemple le quadrilatère borné par les rues Craig, Sherbrooke, St-Denis et Frontenac comme un cas où la po-

pulation était mal desservie. Pointe St-Charles, St-Henri, en seraient d'autres. "Il serait souhaitable que le maire Drapeau consacre plus de ressources à assurer les conditions favorables de base à l'établissement de magasins dont ces quartiers auraient besoin plutôt que de consacrer autant de ressources à des postes dont l'urgence sociale est peut-être moindre". Pour, M. Provost, les essais coopératifs y semblent voués à l'échec parce que mal organisés et ayant des fonds trop limités. Provigo entend ouvrir des magasins AVA à Greenfield Park, Ville Lasalle et probablement à Saint-Laurent et Laval. Ces

magasins sont dotés de vastes stationnements où les usagers peuvent laisser leur auto. Il est évident qu'à Montréal même, ces terrains de stationnement ne seraient probablement pas requis.

Les propos de M. Provost rappellent les remarques de certains consommateurs qui se disaient surpris du site des magasins Cooprix à Montréal. Ceux-ci ne sont pas dans des régions défavorisées pour les mêmes raisons que celles évoquées par M. Provost, semble-t-il. Les propositions visant la création d'une banque de terrains pour que certains quartiers puissent se doter d'un coût raisonnable de certains

services pourraient constituer une solution partielle au problème.

Pour en revenir à Provigo, la compagnie aurait subi une hausse de 37,2% de ses taxes foncières à Montréal au cours des deux dernières années. Ce facteur, entre autres, a poussé la compagnie à vendre ses entrepôts sur la rue St-Denis.

Une école sera construite sur son site. Provigo aurait cependant fait un profit de \$500,000 sur la vente du terrain qui, de l'aveu même de M. Provost, "serait un site idéal pour un magasin à prix de vente modique si seulement il n'en coûtait pas si cher pour l'y établir".

Initiative et efficacité

Provigo dont la formation remonte à juin 1969 par suite de la fusion de Couvrette & Provost, Denault Ltée et Lamontagne Ltée semble avoir traversé la période (souvent difficile) d'adaptation après une fusion de façon très satisfaisante. La fusion aura permis à Provigo de s'assurer de meilleurs cadres, une base financière plus étendue (qui lui permet maintenant de vendre sous marque privée) et une mise en commun de ressources, de pouvoir d'achat qui s'est révélé très bénéfique.

Provigo procédera ainsi bientôt à la centralisation de toutes ses données comptables et d'inventaires tout en maintenant un mode décentralisé ou mieux, régionalisé de gestion. Les compagnies initiales couvraient en effet des marchés géographiquement complémentaires, le tout à l'aide de six ordinateurs différents. Sous peu, Provigo va confier aux ordinateurs d'Aquila-BST de Montréal le soin de traiter et d'émagasinier toutes les informations et les données de ses activités. Le tout se fera sur la base de location de temps (time-sharing). Notons en passant que cette tendance, même pour les grandes firmes, de se débarrasser de leurs ordinateurs pour plutôt louer du temps sur de plus gros ordinateurs de firmes spécialisées, semble se généraliser. Canadair est en train de faire de même.

Provigo, dont les ventes atteignent en-

viron \$225 millions mais dont le bénéfice net est inférieur à \$2 millions, travaille depuis avril dernier à un mode d'étiquetage unitaire de ses produits. C'est-à-dire: cents par once, cents par livre, etc... M. Provost estime quant à lui que normaliser la taille des produits (comme cela a été annoncé avant-hier pour les dentifrices) serait une mesure qui éclaircirait énormément les consommateurs et serait plus facile d'application.

Financement

Enfin, rappelons que Provigo a émis récemment \$5 millions de débentures qui serviront au refinancement de dettes déjà existantes et à de nouvelles immobilisations. Les débentures ont été émises en deux tranches: une première de \$3 millions portant un taux d'intérêt de 8,4% et qui sera remboursée de 1974 à 1981 par lot de \$375,000, et une seconde de \$2 millions qui arrivera à échéance en 1991 et porte un taux d'intérêt de 9,1% avec fonds d'amortissement.

Nesbitt, Thomson Securities Ltd. a été le souscripteur à forfait, mais il semble que la Banque Canadienne Nationale et la Banque Provinciale du Canada aient été les principaux acheteurs de titres. La Caisse de dépôt et placement du Québec qui détient 21,1% des actions de Provigo aurait aussi été un acheteur important.

Des compagnies... en bref

Trois sociétés dont Marine Industries obtiennent un contrat de \$20 millions

Un consortium de trois entreprises a reçu le contrat de quelque \$20,860,000 pour le dragage du Chenal maritime du St-Laurent en aval de Québec.

Un communiqué du ministère des transports, distribué hier à Ottawa, indique que ces trois compagnies sont: Marine Industries Ltd., J.P. Porter Co. Ltd., et McNamara

Marine de Witby, Ont. Les deux premières compagnies sont du Québec.

Le projet consiste à approfondir le chenal sur une longueur de 19 milles. La pro-

tondeur actuelle de 30 pieds à marée basse sera portée à 40 pieds sur une largeur de 1,000 pieds.

Ces travaux permettront aux navires à fort tirant d'eau de se rendre au port de Québec, y compris les pétroliers de 100,000 tonnes.

La société Brunswick

La compagnie Brunswick of Canada Ltd., filiale d'une entreprise américaine, cesse la fabrication de ses produits canadiens de billard, alors que d'autres sociétés canadiennes analogues disent que la situation s'améliore.

A l'usine de Brunswick, le vice-président V.H.J. Walker, a déclaré que les ventes d'exportation sont satisfaisantes mais que la baisse dans le commerce local dépasse les exportations.

La compagnie Brunswick a déjà eu à son emploi 240 personnes à son usine de Mississauga, à l'ouest de Toronto.

La compagnie songe également à cesser la fabrication de ses lignes canadiennes d'équipement de quilles et de golf d'ici à la fin de l'année.

Il y aura évidemment de sérieuses réductions de personnel, mais la filiale canadienne sera maintenue et servira de division de service et de vente de la société mère de Chicago.

Dominion Textile

Les résultats préliminaires de Dominion Textile Ltée. non vérifiés pour le trimestre terminé le 30 juin 1971 indiquent les ventes consolidées de \$53,8 millions, ce qui porte le total des ventes à \$191,4 millions pour l'année.

Le revenu net de l'exercice s'établit à \$5,2 millions soit \$1,97 par action ordinaire comparativement à \$4,6 millions ou \$1,76 par action pour l'exercice de 1970. Le revenu net de 1971 comprend un article extraordinaire de \$899,000, soit 34 cents par action ordinaire résultant du recouvrement du solde des avantages fiscaux découlant du report des pertes de 1967; en 1970, on avait recouvré à ce titre \$1,338,000, soit 51 cents par action.

économique

La crise du dollar

Des mesures anti-spéculatives qui provoquent des remous

PARIS (AFP) — La France a pris une nouvelle mesure technique pour lutter contre la spéculation à la hausse du franc et les entrées de devises. Une circulaire de la Banque de France interdit depuis hier aux banques françaises de vendre plus de francs qu'elles n'en achètent.

Dans les banques françaises, on ne sait pas encore précisément comment il sera possible de mettre en pratique cette nouvelle directive qui revient, estimet-on à reporter sur les banques la responsabilité de faire la part entre les capitaux spéculatifs et ceux utilisés pour des opérations courantes.

La Banque de France a publié un communiqué en forme de mise au point après que la nouvelle eut éclaté sur les marchés des changes. Ce communiqué souligne que cette "mesure n'apporte aucune restriction aux opérations d'achats de francs pour l'étranger correspondant à des règlements au profit de résidents français qu'il s'agisse de transactions courantes (commerce et transactions invisibles) ou de mouvements de capitaux".

Nouvelle arme importante contre la spéculation, cette mesure est toutefois de portée assez limitée pour les transactions normales: elle ne touche que les opérations des banques elles-mêmes, pas celles de leurs clients.

La position globale (franc et devises) des banques à l'égard de l'étranger devra rester la même qu'au 3 août 1971. C'est-à-dire qu'à partir de maintenant, elles ne pourraient plus, si elles l'avaient déjà fait, jouer la réévaluation du franc en se prêtant à une spéculation faite par leurs correspondants étrangers.

Le processus de cette spéculation était le suivant: le correspondant étranger achetait du franc qu'il déposait dans une banque française en attendant une éventuelle réévaluation. La banque française ne pouvait accepter maintenant de tels dépôts que si elle trouve la contrepartie en devises ou en francs transférables, c'est-à-dire des francs appartenant à des non résidents.

En revanche, toutes les opérations courantes et mouvements de capitaux acceptés jusqu'à présent dans les limites du contrôle des changes continueront normalement pour le compte des particuliers et des entreprises françaises. Une société étrangère, qui effectue un achat de produits français, pourra toujours se procurer des francs pour les déposer sur le compte de l'exportateur français, par exemple.

La nouvelle de la décision française a provoqué de profonds remous sur les marchés des changes européens, cela, pour une large part, en raison de la difficulté d'interprétation de la circulaire que la Banque de France a adressée aux banques françaises. Certaines de ces dernières n'avaient d'ailleurs pas encore réussi hier après-midi à en élucider complètement certains passages.

A Francfort, on parlait hier matin de l'instauration d'un double marché des changes à Paris et le dollar s'est retrouvé une fois de plus à son plus bas niveau. A Londres, on a tout de suite interprété la nouvelle comme un premier pas vers la réévaluation du franc. A Milan, on a immédiatement craint que les devises qui ne pourront plus entrer en France se retournent vers les autres marchés et notamment les marchés ita-

liens ou la lire à d'ailleurs immédiate-ment.

M. Valéry Giscard d'Estaing, ministre français de l'économie et des finances, avait laissé entendre la semaine dernière que la France avait décidé de ne pas réévaluer le franc, des mesures techniques seraient prises, dans le cadre du contrôle des changes, pour éviter l'afflux de capitaux spéculatifs et leurs effets sur l'économie française.

L'afflux des devises s'étant accéléré, trois mesures défensives ont été prises en trois jours:

Deux d'entre elles ont pour objet d'éviter le gonflement de la masse monétaire et donc l'inflation, provoqué automatiquement par les afflux de devises étrangères: lundi les réserves obligatoires des banques ont été relevées et, hier, la France a décidé de rembourser, très en avance sur l'échéance prévue, ses dernières dettes au fonds monétaire international et d'y reconstituer sa tranche-or. Cela représente une sortie de devises d'un montant de 608,8 millions de dollars. A titre de comparaison, les entrées de devises ont atteint officiellement 500 millions de dollars en juillet.

La troisième, prise également hier, vise à empêcher directement les entrées spéculatives.

Reste que si la mesure prise hier devait être efficace et que les capitaux flottants soient détournés de France, il faudra bien qu'ils aillent ailleurs. Le problème de fonds du système monétaire demeure, même si, selon le mot de M. Valéry Giscard d'Estaing, "la France se met à l'abri des remous provoqués par d'autres".

Un rapport confidentiel avait prévu la faillite de Rolls-Royce

LONDRES (AFP) — Un rapport selon lequel Rolls-Royce était au bord de la faillite n'avait été établi un an avant que la prestigieuse société britannique ne soit forcée de déposer son bilan, en février dernier, a révélé devant la commission parlementaire de contrôle des dépenses, Sir Joseph Lockwood, ancien président du défunt "Comité de réorganisation industrielle".

Le rapport, établi à la demande du gouvernement Wilson entre l'automne 1969 et janvier 1970, ne lui avait pourtant jamais été remis. Le "Comité de réorganisation industrielle" avait préféré garder par devers lui le rapport de 50 pages, qui était d'une extrême sévérité pour la direction de Rolls-Royce aussi bien que pour le gouvernement britannique. Tout ce

que le ministre de la Technologie avait reçu, à l'époque, était un simple feuillet de "document de discussion".

A la surprise des parlementaires qui l'interrogeaient, l'ancien président du Comité de réorganisation industrielle a donné lecture de cet extrait du rapport: "Nous ne croyons pas aux prévisions établies par Rolls-Royce. Nous ne croyons pas que les dirigeants de la firme se rendent compte de la situation financière."

"Nous estimons que le gouvernement a agi bien légèrement, depuis plusieurs années, dans sa façon de traiter la situation de Rolls-Royce."

"Nous croyons que la direction de Rolls-Royce doit être changée". Avant que Sir

Joseph fasse ses étonnantes révélations, il a fallu que le président du Comité lui assure qu'il était exceptionnellement couvert par l'immunité parlementaire.

Le comité de réorganisation industrielle ne devait finalement pas présenter son rapport complet au gouvernement parce qu'il contenait "de nombreux renseignements fournis par Rolls-Royce à la condition qu'ils ne soient pas communiqués ainsi que de nombreuses déclarations pouvant faire l'objet d'une poursuite en diffamation".

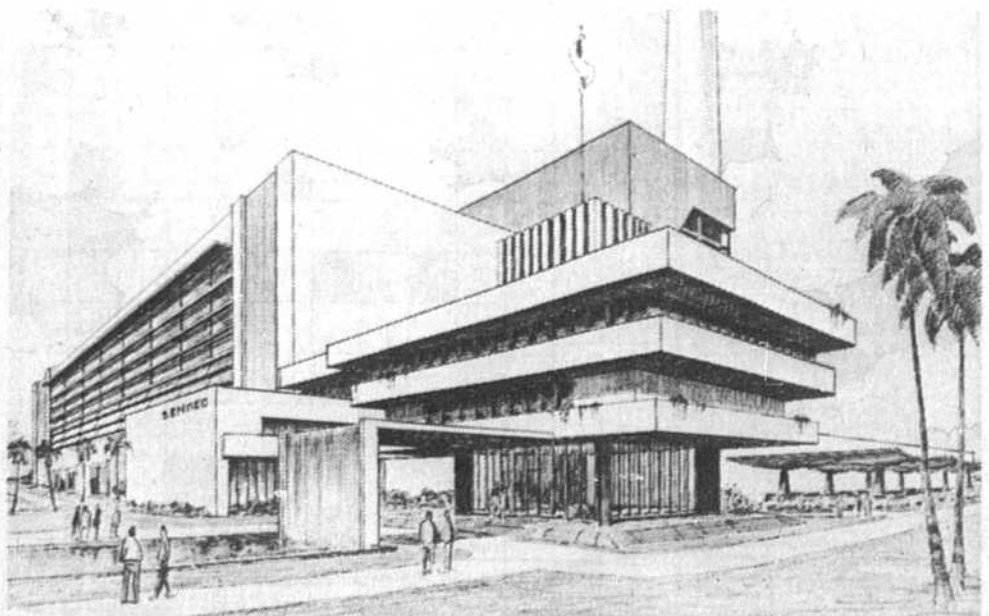
Le résumé du rapport recommandait la nomination de deux personnalités chargées de réorganiser la direction de l'entreprise et le déblocage d'une dizaine de millions de livres sterling pour remettre Rolls-Royce à flot tandis que serait vendue sa division des moteurs diesel.

Il fallut près de six mois pour que les recommandations soient entièrement appliquées, a dit Sir Joseph et, sur ces

entrefaites on était au mois de juin 1970 et le gouvernement de M. Heath devait prendre la suite de M. Wilson, pensant, en toute bonne foi, que le "résultat" dont il disposait représentait "tout le rapport" du "Comité de réorganisation industrielle".

De l'avis de l'ancien président, les solutions aux difficultés de Rolls-Royce se résument à trois: 1- le gouvernement estimait nécessaire de maintenir une industrie du moteur d'avion RT acceptant de la subventionner d'année en année. 2- Rolls-Royce pouvait chercher à s'allier avec des intérêts européens. 3- la société pouvait être vendue à une firme américaine.

Avant l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, devait ajouter Sir Joseph, le Comité qu'il présidait avait déjà pris quelques contacts, sur le continent, relativement à une éventuelle fusion de Rolls-Royce avec des "intérêts européens".



Une centrale thermique alliant la praticabilité à l'esthétique a été conçue pour Singapour par Montreal Engineering, une compagnie filiale de Monenco. En l'emportant sur ses concurrents internationaux, la compagnie a obtenu un contrat d'ingénierie pour la première phase (400,000 kilowatts) qui doit être terminée en 1975. La centrale sera possédée et exploitée par la Public Utilities Board de Singapour.

CHARTRAND, LEMAY, QUINN, SENEAL & CIE. LTÉE CO. LTD.

RÉCEMMENT ÉLUS MEMBRES
de la
BOURSE DE MONTRÉAL
BOURSE CANADIENNE

André M. Chartrand
André Lemay

Michael J. Quinn
Michel A. Sénécal

1115 ouest, Sherbrooke, Suite 2301, Montréal 110.

842-4871

Lockheed

Les sous-traitants canadiens seront respectés

Les sous-traitants canadiens, qui collaborent à la fabrication du tristar de Lockheed Aircraft Corp., verront leurs contrats totalisant \$65 millions entièrement respectés, a déclaré un porte-parole du ministère du Commerce mardi.

Quand la firme britannique Rolls-Royce, fabricant les réacteurs de l'appareil, a fait faillite en février dernier, M. Jean-Luc Pépin avait alors déclaré aux Communautés que les sous-traitants canadiens de Lockheed tombaient à l'eau.

Mais le gouvernement de Londres devait venir au secours de Rolls Royce et le Sénat américain vient d'approuver la garantie gouvernementale de \$250 millions à Lockheed pour permettre de mener le projet Tri Star à bonne fin.

"Nous ne perdrons rien, a affirmé le porte-parole du Commerce."

Les sous-traitants canadiens portent tout particulièrement sur les moteurs électriques auxiliaires, des pièces de la carlingue et des simulateurs en vol pour l'entraînement des pilotes.

Lafferty en appelle de l'amende imposée par la Bourse de Montréal

Le président de la firme de courtage Lafferty Harwood and Partners Ltd. a demandé à la Cour Supérieure de faire appel contre une amende de \$15,000 imposée par la Bourse de Montréal.

Dans son bref, M. Richard Lafferty, déclare que l'amende et sa confirmation en un premier appel était "injustifiées et annulables."

Le geste de M. Lafferty forcerait la Bourse de Montréal à entendre l'appel à nouveau si la Cour Supérieure le lui ordonne.

Sont cités dans le document, la Bourse de Montréal, les 14 membres de son bureau des gouverneurs, y compris le pré-

COMPTABLES AGRÉÉS

BELZILE, CARDINAL,
ROY & CIE

Comptables agréés
ALAIN BELZILE, C.A.
PIERRE CARDINAL, C.A.
CLAUDE ROY, C.A.
RONALD PERRON, C.A.
2345 est. Bélanger
Montréal 729-5226

LUCIEN DAHMÉ, C.A.

Comptables agréés
276 ouest, rue St-Jacques
Suite 110 845-4194

PROVOST & PROVOST

Comptables agréés
ROGER PROVOST, C.A.
ROLAND PROVOST, C.A.
235 ouest, Boul. St-Joseph
274-6513

VIAU & ROBIN

Comptables agréés
LUCIEN D. VIAU, C.A.
H. LUCIEN ROBIN, C.A.
JACQUES H. CHADICEN, C.A.
ARNDT H. VIAU, C.A.
J. SERGE GERVAS, C.A.
WAG-JIM BOULOS, C.A.
4926 ave. Verdun, Verdun
769-3871

Duval, Buteau & Cie

COMPTABLES AGRÉÉS

159 ouest, rue Craig, Montréal 126 861-9987

Thorne,
Gunn
& Cie

Comptables Agréés

800, PLACE VICTORIA, Suite 2604 - Montréal 115
Tél.: 878-3011

Bureaux à travers le Canada et correspondants dans le monde entier.

SAMSON, BELAIR, CÔTÉ, LACROIX
ET ASSOCIÉS
comptables agréés

Suite 3100, Place Victoria, Montréal 115 - 861-5741

71, rue Saint-Pierre, Québec 2 - 692-1201
184, avenue de la Cathédrale, Rimouski - 724-4136
108 nord, rue Wellington, Sherbrooke - 567-5239

Les marchés boursiers

Fort recul des industrielles mais avance marquée des titres aurifères

Les cours s'effritaient hier, peu avant la clôture de la Bourse de Montréal.

Le volume combiné à la Bourse de Montréal et à la Bourse canadienne s'est inscrit à 1,120,000 actions contre 1,266,000 mardi.

Falconbridge a perdu 3-1/2 à \$92; Placer Development, 1 à \$30 1/2; Petrofina Canada, 3-4 à \$22 1/4; International Nickel, 3-4 à \$31 1/8 et Canadian Javelin, 3-4 à \$13 3/4.

Scott Paper a repris 3-5/8 à \$22 5/8; Union Oil, 1-1/2 à \$48; TransCanada Pipe-Lines, 1 à \$41 et Phillips Chemical, 7-8 à \$11 1/2.

À la Bourse canadienne, Africana a cédé 8 cents à \$11.8 et Probe Mines se maintient à 28 cents.

Au total, les pertes l'emportent sur les gains par 165 à 65, avec 83 valeurs inchangées.

Toronto

Les industrielles se sont repliées fortement hier, à la Bourse de Toronto, au terme de la sixième journée consécutive de baisses généralisées.

Le volume s'est établi à 1,97 millions d'actions, d'un valeur globale de \$19.1 millions, contre 1.84 millions d'actions valant \$18 millions, mardi.

Les pertes l'emportent sur les gains par 353 à 138, tandis que 249 valeurs demeuraient inchangées.

Le marché des valeurs, qui était en légère baisse à l'ouverture de la séance, avait récupéré une bonne partie de ses pertes vers midi. Cependant, à mesure que la fin de la séance approchait, les prix dégringolaient sous l'effet des fortes baisses enregistrées à New York.

Inco a cédé 3-8 à \$31 3/8; Falconbridge, 4 à \$91 1/2; Ford of Canada, 1 à \$86; CP Ltd., 7-8 à \$62 3/8; Campbell Red Lake, 1-2 à \$30; Scurry Rainbow, 5-8 à \$18 1/2; Bow Valley, 3-8 à \$26; Bell, 1-8 à \$46; Asamera, 3-8 à \$19; Tara, 3-8 à \$4 3/8; Home Oil A, 1-2 à \$32; Canadian Superior Oil, 1-4 à \$42 3/4 et Cassiar, 1-4 à \$22 1/2.

Na-Churs International a repris 2-7/8 à \$16 5/8; Northern and Central Gas, 1-4 à \$15 1/4; Superstord ordinaire, 2-1/4 à \$48 1/4; International Utilities A, 1-3/4 à \$42 3/4; Dome Pete, 1-1/2 à \$101 1/2; Dome Mines, 2-1/2 à \$73 1/2 et Sheritt, 3-8 à \$15 3/8.

New York

La cote a de nouveau clôturé en baisse hier à Wall Street après une séance assez nerveuse. Les cours ont poursuivi leur repli de la veille à l'ouverture mais ont enregistré une bonne reprise en cours de séance, les commentaires des milieux financiers indiquant qu'une nouvelle hausse du prime rate bancaire est improbable dans l'immédiat. Les incertitudes économiques ont cependant

repris le dessus dans l'après-midi et ont pesé sur la tendance. En clôture, les baisses, souvent substantielles, l'emportent très largement sur les hausses.

Les mines d'or ont été fermes et les transports aériens, les pharmaceutiques et les mécaniques ont enregistré quelques gains modestes. En revanche, les pétroles et les électroniques, parmi lesquels Atlantic Richfield, RCA et Westinghouse ont cédé plus d'un dollar, se sont alourdis de même que les cuivres, les automobiles et les papiers, Republic Steel a perdu un dollar parmi les sidérurgiques qui ont suivi la tendance générale et IBM en a cédé trois parmi les cinémas, les télévisions, les tabacs et les aéronautiques. Les chimiques, les alimentaires et les grands magasins ont évolué irrégulièrement.

Le Dow Jones a atteint son niveau le plus bas depuis le 14 janvier dernier.

Certains observateurs signalent que les investisseurs s'inquiètent au sujet des pressions inflationnistes, tout particulièrement à la suite du règlement coûteux dans les chemins de fer et la sidérurgie.

Au total, à la Bourse de New York, 16,41 millions d'actions ont changé de mains par rapport à 13,49 millions mardi.

Les pertes par rapport aux gains étaient de deux contre un.

toronto

Cours fournis par la PRESSE CANADIENNE

Ventes Haut Bas Ferm. Ch.					Ventes Haut Bas Ferm. Ch.					Ventes Haut Bas Ferm. Ch.					Ventes Haut Bas Ferm. Ch.				
Industrielles					G. McKay A 100 16 1/2 16 1/2 6 1/2					Royal B 483 27 27 27 27					Huds Bay C 488 22 22 22 22				
Abitibi	31865	31740	31740	7 1/4	Graft G 1755 1815 1815 1 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Industrielles	31865	31740	31740	7 1/4	Industrielles	31865	31740	31740	7 1/4	
Acklands	1285	1285	1285	6 1/2	GL Power 925 920 920 20 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Acklands	1285	1285	1285	6 1/2	Acklands	1285	1285	1285	6 1/2	
Acres A pr	810	1010	1010	10 1/2	GN Capital 750 77 1/2 77 1/2 7 1/4	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Acres A pr	810	1010	1010	10 1/2	Acres A pr	810	1010	1010	10 1/2	
Acres B pr	25	27	27	1/4	GN Gas A 110 520 20 20	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Acres B pr	25	27	27	1/4	Acres B pr	25	27	27	1/4	
Alcan	3620	225	210	20	GN Gas B 300 56 1/2 56 1/2 6 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan	3620	225	210	20	Alcan	3620	225	210	20	
Alcan Ind	500	59 1/2	59 1/2	9 1/2	GN Gas C 249 44 1/2 44 1/2 4 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan Ind	500	59 1/2	59 1/2	9 1/2	Alcan Ind	500	59 1/2	59 1/2	9 1/2	
Alcan Ind	3107	145	145	14 1/2	Grynd 1255 115 15 15	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan Ind	3107	145	145	14 1/2	Alcan Ind	3107	145	145	14 1/2	
Alta Gas D	24123	123	123	12 1/2	GSW A 100 54 1/2 54 1/2 5 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alta Gas D	24123	123	123	12 1/2	Alta Gas D	24123	123	123	12 1/2	
Alcan	10990	200	20	20	GSW B 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan	10990	200	20	20	Alcan	10990	200	20	20	
Alcan pr	300	226	26	26 1/2	GSW C 1183 111 10 10 10 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	300	226	26	26 1/2	Alcan pr	300	226	26	26 1/2	
Alcan pr	700	99	9	9	GSW D 650 52 1/2 52 1/2 5 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	700	99	9	9	Alcan pr	700	99	9	9	
Alcan pr	7425	131	13	13	GSW E 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	7425	131	13	13	Alcan pr	7425	131	13	13	
Alcan pr	250	55 1/2	5 1/2	5 1/2	GSW F 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	250	55 1/2	5 1/2	5 1/2	Alcan pr	250	55 1/2	5 1/2	5 1/2	
Alcan pr	300	360	360	10	GSW G 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	300	360	360	10	Alcan pr	300	360	360	10	
Alcan pr	250	122	122	12 1/2	GSW H 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	250	122	122	12 1/2	Alcan pr	250	122	122	12 1/2	
Alcan pr	100	465	465	10	GSW I 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	100	465	465	10	Alcan pr	100	465	465	10	
Alcan pr	272	72	72	7 1/2	GSW J 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	272	72	72	7 1/2	Alcan pr	272	72	72	7 1/2	
Alcan pr	250	122	122	12 1/2	GSW K 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	250	122	122	12 1/2	Alcan pr	250	122	122	12 1/2	
Alcan pr	3647	266	266	26 1/2	GSW L 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Alcan pr	3647	266	266	26 1/2	Alcan pr	3647	266	266	26 1/2	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW M 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW N 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW O 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW P 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW Q 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW R 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW S 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW T 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW U 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW V 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW W 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW X 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW Y 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW Z 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AA 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AB 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AC 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AD 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AE 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AF 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AG 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AH 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AI 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AJ 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AK 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AL 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AM 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AN 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AO 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22 22	Hydra E 8600 12 19 19 19	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	
Asbes 260 pr	70	331 1/2	31 1/2	3 1/4	GSW AP 500 58 1/2 58 1/2 8 1/2	Royal B 483 27 27 27 27	Huds Bay C 488 22 22 22												

Les sports à la pige

RICO CARTY, champion frappeur de la ligue Nationale en 1970 sera placé sur la liste des joueurs actifs par les Braves d'Atlanta ce soir. "Je ne suis cependant pas certain d'être prêt à revenir au jeu", dit Carty. "Je vais voir ce que je pourrai faire ce soir. Si je ne suis pas prêt, je vais attendre à la saison prochaine alors que je serai à 100% rétabli." Carty n'a pas joué du tout cette année après s'être fracturé une jambe dans une ligue d'hiver.

TOUT NE VA PAS comme dans le meilleur des mondes au camp d'entraînement des Patriots de la Nouvelle-Angleterre. Cette fois c'est au tour de Wayne Thomas de plier bagage et de retourner chez lui. Acquis des Cowboys de Dallas, il y a à peine quelques jours, Thomas, recruté de l'année en 1970, n'est pas demeuré longtemps au camp des Patriots. Ces derniers ont aussi perdu les services de Joe Kapp qui a aussi plié bagage. Les problèmes internes de l'équipe ont débuté quand Phil Olsen a été déclaré agent libre à cause d'une irrégularité dans son contrat. Steve Kiner, joueur de ligne acquis du Dallas, a également manqué la séance d'entraînement de mardi. Et hier, Bake Turner, un très bon receveur de passes depuis 10 ans, a décidé d'accomplir ses souhaits. Qui sera le prochain joueur à quitter cette équipe qui se cherchait un terrain pour évoluer depuis quelques années mais en a finalement trouvé un tout neuf pour 1971?

CHUB FEENEY, président de la ligue Nationale de baseball a révélé à Chicago où se tient la réunion annuelle des ligues majeures que la ville de Montréal aurait un stade couvert à compter de 1977. C'est vraisemblablement le stade qui servira aux Olympiques en 1976 qui sera ensuite utilisé par les Expos.

LE GRAND PRIX du Mexique n'aura pas lieu cette année à la suite du décès récent du pilote de ce pays Pedro Rodriguez. Ce Grand Prix devait avoir lieu le 24 octobre. Cette course clôture habituellement la saison de formule 1. Ce championnat se terminera donc cette année par la présentation du Grand Prix des États-Unis qui aura lieu à Watkins Glen.

CLAUDE BRUNELLE vient d'être nommé au poste de gérant de la station touristique du Mont-Sainte-Anne qui est l'un des plus grands centres de ski du nord-est américain. C'est lui qui en février dernier a dirigé avec succès l'épreuve de la coupe du Monde du Mont-Sainte-Anne. Depuis deux ans Brunelle a organisé les championnats de ski des Forces Armées du Canada.

Jim Chasey prouve qu'il appartient à la LCF

par ANDRÉ TARDIF

Jim Chasey, 22 ans, quart-arrière-recrue des Alouettes de Montréal, a prouvé, dès le 2ème quart du match que les siens ont gagné 29-16, avant-hier soir à l'Autostade, qu'il appartenait vraiment à la ligue Canadienne de football. Le jeune diplômé de l'université Dartmouth a alors réalisé un jeu digne d'un vétéran aguerri. Il a complètement bafoué la défense des Roughriders de la Saskatchewan et procuré un touché à la fois important et spectaculaire au Montréalais.

Tôt au 2ème quart, Chasey, grâce à des attraits de Tom Pullen et Terry Evan-shen, pour 15 et 14 verges respectivement, et deux courses de Moses Denon bonnes pour 15 verges additionnelles, avait procuré un premier essai aux siens à la 28ème verge des visiteurs. Montréal ne menait alors que par 8-1.

Il rata alors une passe quand, pourchassé par un essai d'adversaires, il dut se débarrasser du ballon en vitesse, à la façon d'un vétéran qui, pour éviter une perte substantielle de terrain, lance le ballon dans la vague direction d'un coéquipier en s'assurant toutefois qu'il n'y aura pas d'interception.

Face à une situation de "2 et 10", il est évident pour tout le monde que le jeune homme tentera de nouveau la passe. La stratégie consiste alors à appliquer le blitz massif afin de la lui faire rater. C'est à quoi Wally Dempsey, l'as-secondaire au centre du club Regina s'appliquera comme peu de secon-

deurs savent le faire dans la LCF.

On pouvait difficilement exiger du jeune

Il voit la manoeuvre

On pouvait difficilement exiger du jeune homme que, dans le feu de l'action, il perçoive la situation immédiatement. C'est pourtant ce qu'il fit. Après, le cauc, de retour à la ligne de choc et avant même que le jeu ne démarre, Chasey change sa stratégie vocalement, à l'aide de numéros et de couleurs (c'est le fameux "automatique" ou "audible" du football américain).

Mais Dempsey ne changera pas la sienne, évacuant un espace vital en plein centre du champ-arrière ennemi où la recrue enverra Jim Foley, une autre recrue en trombe dès la remise du ballon. Et pendant que Dempsey s'ameubrait rapidement, Chasey lui décoche aussitôt une petite passe par-dessus la tête, à peine cinq verges derrière lui, que Foley cueille comme un fruit mûr.

Les Riders sont tellement pris au dépourvu qu'ils laissent le nouveau demi offensif des Alouettes, dont les Rough Riders d'Ottawa n'avaient su que faire l'an dernier (bien que tous ses gestes, et même son physique, rappellent étrangement ceux de leur as Ron Stewart, aujourd'hui retraité), filer à peu près seul vers la ligne des buts, sur une distance de 28 verges.

C'en est fait des redoutables gars de l'Ouest. L'équipe qui a su conserver une fiche inédite de 14 gains contre 2 revers seulement en saison régulière l'an dernier (une blessure à leur quart-arrière Ron Lancaster devait permettre aux Stampedeers de Calgary de les supplanter pour atteindre la finale de la coupe Grey contre Montréal). Le

compte passe à 15-1. En dépit de l'inévitable relâchement de seconde demie des Montréalais, en plus d'une série de punitions coûteuses, les visiteurs se remettent plus de ce que leur nouvel instructeur Dave Skrien a qualifié d'erreur impardonnable, mais que son vis-à-vis Sam Etcheverry a traité de grande stratégie.

Dilemme agréable

Etcheverry, en effet, lui-même un quart-arrière de grand talent du temps où il évoluait pour les Alouettes puis pour les Cardinals de Saint-Louis, s'est mis sur la sellette il y a deux semaines lorsqu'il a choisi entre Tony Passander, qui a quand même bien fait l'an dernier, et Chasey, comme réserviste.

PETITES ANNONCES RÉGULIÈRES

844-3361

Le prix de nos petites annonces est de \$1.50 par jour avec un maximum de 25 mots.
Tout mot supplémentaire est de 0.05.
L'heure de l'annonce est celle pour l'édition du lendemain.

PETITES ANNONCES DU DEVOIR

Avant les annonces sont priées de vérifier la première parution de leurs annonces. Le Devoir se rend responsable d'une seule insertion erronée.

Toute erreur doit être signalée immédiatement.
S.V.P. téléphoner à 844-3361.

PETITES ANNONCES ENCADRÉES

844-3361

Le prix des petites annonces encadrées est de \$4.20 le pouce de hauteur.
L'heure de l'annonce est celle pour l'édition du lendemain.

Avis légaux - Avis publics - Appels d'offres

PATISSERIE ROUSSELON INC.

Avis est donné que la compagnie "Pâtisserie Roussillon Inc." demandera au Ministre des Institutions Financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Date à Montréal, ce 27e jour de juillet 1971.

Roland Moquin, Secrétaire.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
VILLE DE SAINT-BRUNO
DE MONTARVILLE



AVIS PUBLIC
AVIS est par les présentes donné que l'Assemblée du Conseil de la Ville de Saint-Bruno de Montarville, tenue le 2 août 1971, un règlement portant le numéro 725 a été adopté concernant les travaux de réfection de l'asphalte sur le boulevard Claireville, entre les rues Montarville et Cadieux, et d'un montant de \$17,500.00 pour en défrayer le coût.

Le said règlement est maintenant à mon bureau où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Les propriétaires intéressés sont invités à une assemblée publique qui aura lieu le 16 août 1971 entre 19 et 21 heures, afin de voter pour ou contre ledit règlement.

DONNE en la Ville de Saint-Bruno de Montarville, ce 3ème jour de mois d'août, moi neuf cent soixante et onze.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.



CANADA
PROVINCE DE QUEBEC
VILLE DE SAINT-BRUNO DE MONTARVILLE



AVIS PUBLIC
AVIS est par les présentes donné que l'Assemblée du Conseil de la Ville de Saint-Bruno de Montarville, tenue le 2 août 1971, un règlement portant le numéro 725 a été adopté concernant le règlement no. 390 concernant la marge de recul et autres modifications pour la zone CC3.

Le said règlement est maintenant à mon bureau où les intéressés peuvent en prendre connaissance.

Les propriétaires intéressés sont invités à une assemblée publique qui aura lieu le 16 août 1971 entre 19 et 21 heures, afin de voter pour ou contre ledit règlement.

DONNE en la Ville de Saint-Bruno de Montarville, ce 3ème jour de mois d'août, moi neuf cent soixante et onze.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

ROLAND COULOMBE, GREFFIER.

THEATRE FRONTENAC LIMITEE

AVIS est par les présentes donné que la compagnie THEATRE FRONTENAC LIMITEE demandera au Département des institutions financières, - des compagnies et des coopératives de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Date à Montréal, ce 27e jour de juillet 1971.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

Roland Moquin, Secrétaire.

En prolongation

Gene Mauch et Gary Sutherland procurent la victoire aux Expos

par FRANÇOIS LEMENU

Combien de fois entendons-nous dire que tel gérant ou tel instructeur a causé l'échec de son équipe en faisant confiance un peu trop longtemps à un lanceur ou en n'employant pas un frappeur d'urgence alors que l'occasion s'y prêtait.

Mais hier soir au parc Jarry, les 17,481 spectateurs qui ont assisté à la victoire des Expos au compte de 4-3, en 11 manches, sur les puissants Pirates de Pittsburgh devaient se dire en eux-mêmes que le gérant des Expos avait dirigé ses hommes en vrai général.

Avec une égalité de 3-3 en 9ème manche, Mauch n'a pas hésité à employer ses réserves qui ont répondu à l'appel en marquant le point de la victoire avec un retrait en 11ème.

Tout à tour, il a utilisé Boots Day (deux CS), Jim Fairley (un BB volontaire), Jim Gosger (un choix de l'intérieur), Ron Fairly (retrait au 1er-but), Ron Brand (simple) et enfin Gary Sutherland dont le double opportun fit croiser le marbre à Day avec le quatrième point des Expos.

Mike Marshall, venu en relève de Bill Stoneman en 10ème manche, a très bien contenu l'offensive adverse puisque le seul Pirate à s'être rendu au 1er-but fut Willie Stargell (atteint par un lancer). Marshall, dont les prouesses au monticule n'ont pas été des plus brillantes ces derniers temps, a retiré trois Pirates sur des prises et aucune balle n'a quitté le champ intérieur au cours de son séjour au monticule.

Stoneman, pour sa part, a très bien œuvré durant les neuf manches au cours desquelles il a lancé. Bien qu'il ait accordé huit CS, ce qui n'est pas tellement contre les Pirates, ces derniers n'ont enregistré que trois points dont un n'était pas mérité. Il a de plus retiré huit rivaux sur des prises, ayant employé 150 lancers.

Jim Grant, le perdant, a officié à partir de la 7ème manche et n'a alloué que trois CS mais deux de ceux-là furent fatidiques en 11ème. Il a remplacé Luke Walker qui a été assez malmené par les Expos.

Si ces derniers ont pu gagner en prolongation, ils doivent un gros merci à Rusty Staub qui a effectué un double-jeu à la 9ème en retirant le jeune Clines courant au 3ème.

À Richelieu

Hier soir, "M. Lee" a choisi deux vainqueurs ainsi que la lère quiniela, ce qui porte à 76 le nombre de ses gagnants en 230 courses, soit une moyenne de 33.1%.

Pari double: F C Von (4) et Mountain Deal (6): \$78.50.

1ère quiniela: Armbrö Julep (2) et Tousseque (3): \$9.30.

2ème quiniela: Candy Tag (1) et Knight Surprise (7): \$38.00.

3ème quiniela: Jet Mar Mic (3) et Mosby Hanover (5): \$77.70.

Exacta: Honey Rainbow (5) et Arden Bid (6): \$37.00.

Mutuel: \$429,600.

A = 8,081.

BASEBALL

CLASSEMENTS

LIGUE NATIONALE

	G	P	Moy.	Diff.
Pittsburgh	68	41	624	—
St-Louis	59	50	541	9
Chicago	59	50	549	12
New York	55	53	509	12 1/2
Philadelphie	48	61	440	20
Montréal	43	66	394	25

Ouest

San Francisco	67	45	598	—
Los Angeles	59	51	536	7
Houston	55	54	505	10 1/2
Atlanta	57	56	504	10 1/2
Cincinnati	52	62	456	16
San Diego	40	73	354	27 1/2

HIER

Pittsburgh à Montréal
Cincinnati 1, New York 0
(fin d'un match à compléter)

San Diego 0, Chicago 3
Los Angeles à Houston
San Francisco à St-Louis
Atlanta à Philadelphie

LIGUE AMERICAINE

	Quest			
Oakland	68	39	.636	—
Kansas City	52	52	.500	14 1/2
Californie	53	58	.477	17
Chicago	50	58	.463	18 1/2
Minnesota	49	57	.462	18 1/2
Milwaukee	46	61	.430	22

Ouest

Oakland	68	39	636	—
Kansas City	52	52	500	14 1/2
Californie	53	58	477	17
Chicago	50	58	463	18 1/2
Minnesota	49	57	462	18 1/2
Milwaukee	46	61	430	22

HIER

Minnesota à Kansas City (2)
New York à Cleveland
Boston à Baltimore (2)
Washington à Detroit

Milwaukee à Oakland, 11h
Chicago à Californie, 11h

AUJOURD'HUI

Pittsburgh, Kison (2-2) à Montréal, Strohmayer (4-3), 8h05.

New York, Sadecki (5-3) à Atlanta, Kelley, 8h.

San Diego, Kirby (10-7) à Chicago, Pizzaro (2-1), 2h30.

LIGUE AMERICAINE

San Francisco, Marichal (10-7) à St-Louis, Cleveland (9-9), 9h.

Los Angeles, Singer (5-13) à Houston, Billingham (5-9), 8h30.

LIGUE AMERICAINE

Milwaukee, Lockwood (7-7) ou Slaton (7-3) à Oakland, Hunter (13-10), 11h.

Chicago, Wood (12-8) à Californie, Wright (10-10), 11h.

Minnesota, Hall (4-5) à Kansas City, Dal Canton (8-5), 9h.

Cleveland, Colbert (2-3) à Washington, Thompson (0-2), 8h.

Baltimore, Cuellar (13-4) à New York, Kline (8-10), 8h.

Détroit, Chance (4-6) à Boston, Peters (9-8), 8h.

HIER

San Diego 000 030 100 - 4 9 3

Chicago 210 030 000 - 6 6 1

Kirby, Severinsen 5e, Phoebe 7e et Barton; Holtzman, Regan 7e et Martin; G. Holtzman (9-12); P. Kirby (10-8).

2ème Partie

San Diego 000 000 000 - 0 8 0

Chicago 011 100 000 - 3 9 0

Norman, Severinsen 4e, Kelley 7e et Barton; Pappas et Cannizzaro; G. Pappas (12-10); P. Norman (1-8). (Un double et un simple bon pour un point de Joe Pepitone ont été les faits saillants de cette victoire des Cubs.)

Cincinnati 000 000 010 - 1 7 0

New York 000 000 000 - 0 5 0

Nolan, Carroll 9e et Bench; Gentry et Grote; G. Nolan (9-12); P. Gentry (9-9). (Woody Woodward a compté sur le double de Pete pour donner la victoire aux Reds et ainsi terminer une belle performance de 11 retraits au bâton de Gary Gentry.)

Los Angeles 000 000 000 - 0 4 0

Houston 000 002 000 - 2 9 1

Downing, Brewer 7e et Ferguson; Forsch et Hiatt; G. Forsch (6-5); P. Downing (13-7).

LIGUE AMERICAINE

1ère partie

Boston 120 200 100 04 11 0

Baltimore 000 010 102 1-5 12 1

10 manches

Lomborg, Bolin 6e, Lyle 9e, Tatum 9e et Montgomery; Palmer, Boswell 6e, Jackson 7e, Leonhard 8e, Richert 9e et Hendricks.

G. Richert (1-5); P. Tatum (2-3).

1ère partie

Minnesota 100 000 000-1 7 0

Kansas C. 200 000 000-2 8 0

Bylieven, Hebbard 8e et Mitterwald; Drago et Kirkpatrick; G. Drago (13-6); P. Bylieven (8-13).

New York 200 102 011-7 1

Cleveland 000 010 010-3 10 0

Bahnsen, McDaniel 8e et Munson; Lam, Foster 6e, Hennigan 8e, et Suarez; Fosse 9e, G. Bahnsen (10-8); P. Lamb (5-10); C. White 15e, Munson 8e, Nettles 20e.

AVANT-HIER

Cincinnati 000 002 002 - 4 8 0

New York 101 232 000 - 9 12 2

Merritt, Cloninger 5 et Bench, Corrales 7; Williams et Dyer; G. Williams, 4-5; P. Merritt, 6-11.

CIR - Cincinnati, Carbo 4e, Durée - 2h31. A - 47,271.

LIGUE AMERICAINE

New York 080 000 000 - 8 8 0

Cleveland 000 000 001 - 1 5 1

Kekich et Munson: A. Foster, Austin 2, Farmer 2, Minori 7, et Fosse; G. Kekich, 6-5; P. A. Foster, 6-11.

Washington 001 000 003 - 4 8 1

Detroit 000 110 000 - 2 8 1

McLain, Cox 9 et Billings; Nickro, Timmerman 9, Scherman 9, Chance 9 et Freehan; G. McLain, 6-15; Nickro, 3-5; CIR - Washington, Howard 20e. Durée - 2h42. A - 22,171.

Minnesota 000 000 030 1-4 13 0

Chicago 100 010 000-3 8 1

(10 manches) Kaat, Williams 8 et Mitterwald; Horlen, Hinton 8, Johnson 10 et Egan, Herrmann 10.

G. Williams, 4-4; P. Johnson, 6-7; CIR - Chicago, McKinney 7e. Durée - 3h09. A - 10,188.

Oakland 000 200 203 - 7 12 1

Kansas City 000 320 000 - 5 12 0

Blue, Locker 6, Fingers 9 et Tenace; Wright 4, Butler 9 et Paepke; G. Locker, 4-1; P. Burgeimer, 4-6.

CIR - Oakland, Mondav 14e, Kansas City, Oliver 5e. Durée - 3h05. A - 35,623.

Milwaukee 000 020 000 - 2 5 0

Californie 000 000 000 - 0 6 0

Krause, Sanders 8 et Ratliff; Rodriguez 7; Murphy et Stephenson, Moses 9, G. Karsuse, 4-11.

P. Murphy, 6-12; CIR - Milwaukee, Ratliff 5e. Durée 1h51. A - 7,875.



QUE S'EST-IL PASSÉ - C'est ce que semble se dire le receveur John Bateman alors que l'arbitre Ken Burkhart déclare le rapide Dave Cash sauf au marbre. Le deuxième-but des Pirates a compté le deuxième point des siens, en 2ème manche, à la suite d'un mauvais lancer de Coco Laboy au marbre.

Au hasard des nouvelles

A CALI hier soir;

En gymnastique, Lise Arseneault, de Hudson, Québec, et Jennifer Diachum, de Toronto, ont obtenu des médailles de bronze en se classant ex aequo au troisième des exercices au sol. L'Américaine Roxanne Pierce, âgée de 16 ans, a pour sa part gagné deux médailles d'or ainsi qu'une médaille de bronze. Mlle Pierce a maintenant amassé quatre médailles d'or aux Jeux de Cali. Au tir à la carabine, Gilmour Boa, de St-Catharines, ancien champion mondial, a remporté une médaille d'argent tandis que le Canada s'est mérité une médaille de bronze au classement des équipes, tout comme Alf Mayer, de Kitchener.

BASIL REAY, secrétaire de la Fédération britannique de tennis, a annoncé hier matin à Londres qu'aucun des joueurs de tennis professionnels du groupe Lamar Hunt ne participerait aux tournois organisés en Grande-Bretagne l'an prochain, y compris le célèbre tournoi de Wimbledon, si une solution n'intervenait pas dans le différend séparant le groupe professionnel de la fédération internationale. Il a ajouté que la Fédération de Grande-Bretagne ne ferait que confirmer aux décisions de la fédération internationale bannissant les professionnels du groupe Hunt de tous les tournois organisés par des associations qui dépendent d'elle. Ainsi, les joueurs tels Rod Laver, John Newcombe et Arthur Ashe ne joueront vraisemblablement pas en Angleterre en 1972 à moins que le conflit ne soit réglé.

L'ÉPREUVE CYCLISTE connue sous l'appellation de la roue d'argent aura lieu en fin de semaine à Saint-Jérôme. Samedi, les coureurs seniors se mesureront dans une épreuve qui s'étendra sur une distance de 70 milles pendant que les juniors et les cadets parcourront respectivement des distances de 50 et 30 milles. Dimanche, seuls les juniors et les cadets participeront à une course contre la montre entre Saint-Hypolyte et Saint-Jérôme ainsi qu'à une épreuve en circuit fermé face à l'amphithéâtre municipal.

L'ONU au Lac St-Jean

ROBERVAL (PC) - L'Organisation des Nations unies célébrera son 25ème anniversaire de fondation à Roberval, au Lac St-Jean, à l'occasion de la 17ème Traversée internationale du lac St-Jean où le Secrétaire général de l'ONU, U Thant, a délégué un représentant officiel, M. Chakravarti Narasimhan.

M. Narasimhan, qui est accompagné de l'ambassadeur du Canada à l'ONU, M. Yvon Beaulieu, prendra part avec ce dernier au dîner des nageurs, ce midi, au Château Roberval, en compagnie de nombreux dignitaires, dont le ministre de la Fonction publique du Québec, M. Jean-Paul L'Allier, représentant personnel du premier ministre Robert Bourassa.

Le représentant de l'ONU, qui assumera la présidence d'honneur de la 17ème Traversée internationale, sera porteur d'un message de paix, de fraternité et de bonne entente entre les peuples.

Objectifs identiques

Le président de la Traversée, M. Julien Mongeon, a déclaré hier que l'ONU poursuit des objectifs qui s'apparentent à plusieurs points de vue à ceux de l'organisation de la traversée.

Il a souligné que le rôle fondamental de la Traversée internationale du lac St-Jean est de "contribuer à l'apaisement des tensions internationales, à la meilleure connaissance des humains qui composent la mosaïque des nations, à faire naître des amitiés partout dans le monde".

Selon M. Mongeon, c'est cet apport exceptionnel de la Traversée à la paix mondiale que l'ONU a voulu souligner en choisissant de fêter à Roberval son 25ème anniversaire de fondation.

Un nombre record de 23 nageurs, venant d'une dizaine de pays, prendront part à la 17ème Traversée internationale du lac St-Jean, samedi prochain, dont une femme, Diane Nyad, des États-Unis.

Pierre Lamarche a causé une surprise à Winnipeg

Par PETER MICHAELSON
WINNIPEG (PC) - Pierre Lamarche, de Montréal, a surpris les observateurs mardi soir en battant par 6-3 et 6-2 Dale Power, de Vancouver, qui venait au deuxième rang sur la liste des favoris au tournoi national de tennis qui se déroule à Winnipeg.

Lamarche, qui remportait ainsi la deuxième ronde dans les simples, est un professionnel de 24 ans et dirige pendant l'hiver l'équipe de tennis de l'Université du Mississippi. Il a déclaré avec un peu d'arrogance, après sa victoire, qu'il avait perdu "six années de tournois parce que personne ne se souciait de lui" et ne l'encourageait depuis qu'il a remporté la championnat junior canadien en 1965.

Il a révélé qu'à l'exception de l'Ontario et de la Colombie britannique, les associations de tennis provinciales font très peu pour encourager le développement des joueurs de moins de 21 ans.

Lamarche a recommandé qu'une équipe junior de la Coupe Davis soit mise sur pied pour que les jeunes joueurs puissent se mesurer régulièrement aux champions canadiens et ainsi en venir à les affronter sans nervosité.

La victoire du jeune Lamarche a paru relativement facile et il s'est distingué par des services puissants et son coup droit.

Le favori, Peter Burwash de Toronto, a remporté une victoire facile 6-1 et 6-0 contre Roger Raymond, 20 ans, de Sherbrooke.

Burwash a dit partager les vues de Lamarche en ce qui concerne les juniors. "Il n'y a pas un seul joueur qui soit de taille ici, alors qu'aux États-Unis les jeunes de 19 et 20 ans sont si bons que j'aurais peur de les affronter."

Un autre joueur négligé par les observateurs, Joe Osadca, de Toronto, a défait un favori, Robin Elliott de Vancouver, 4-6, 6-4 et 6-4.

Pour sa part, Dave Brown, de Point Clément, Ont., a vaincu le joueur junior de la ville de Québec, Richard Letendre, 6-4 et 6-0.

Chez les dames, mardi, Louise Brown, de Port Credit, a défait Eleanor O'Gorman, de Winnipeg, 6-2 et 7-5, alors que Vicki Bemer, de Vancouver, battait Sandy Campbell, de Winnipeg, 6-4 et 6-1.

Hier

Voici quelques résultats enregistrés hier: Dave Brown, de Port Credit a défait Jean Provost de Montréal, 60 et 6-4; Tony Bardsley, de Vancouver, a battu Mike Bolton de la même ville par 6-1 et 6-1; Reider Getz, d'Edmonton, a vaincu Peter Pospisil, de Toronto, 2-6, 6-3 et 6-3.

Chez les femmes, troisième ronde, Louise Brown, de Port Credit, l'a emporté 6-3 et 6-2 sur Jarmila Horsky, de Calgary et Jane O'Hara de Toronto a vaincu Della Lubin, de Toronto également 6-2 et 6-1.

Chez les hommes, le Torontois Jim Boyce a défait Don McCormack, de Vancouver, 6-4, 3-6 et 6-1; Bill MacDonnell, de Toronto a défait Joe Osadca, de Toronto, 6-3 et 6-4; Pierre Lamarche a défait facilement Paul Henry d'Ottawa 6-0 et 6-0, chez les femmes: André Martin de Montréal a défait Diane Tétreault de Granby 6-0 et 6-0; Barb Brankovsky de Toronto a éliminé Pat Kirkpatrick de Saskatoon, 6-1 et 6-3 et Janice Tindle de Vancouver l'a emporté sur Penny White, de Toronto par 6-0 et 6-2.

Par PETER MICHAELSON
WINNIPEG (PC) - Pierre Lamarche, de Montréal, a surpris les observateurs mardi soir en battant par 6-3 et 6-2 Dale Power, de Vancouver, qui venait au deuxième rang sur la liste des favoris au tournoi national de tennis qui se déroule à Winnipeg.

Lamarche, qui remportait ainsi la deuxième ronde dans les simples, est un professionnel de 24 ans et dirige pendant l'hiver l'équipe de tennis de l'Université du Mississippi. Il a déclaré avec un peu d'arrogance, après sa victoire, qu'il avait perdu "six années de tournois parce que personne ne se souciait de lui" et ne l'encourageait depuis qu'il a remporté la championnat junior canadien en 1965.

Il a révélé qu'à l'exception de l'Ontario et de la Colombie britannique, les associations de tennis provinciales font très peu pour encourager le développement des joueurs de moins de 21 ans.

Lamarche a recommandé qu'une équipe junior de la Coupe Davis soit mise sur pied pour que les jeunes joueurs puissent se mesurer régulièrement aux champions canadiens et ainsi en venir à les affronter sans nervosité.

La victoire du jeune Lamarche a paru relativement facile et il s'est distingué par des services puissants et son coup droit.

Le favori, Peter Burwash de Toronto, a remporté une victoire facile 6-1 et 6-0 contre Roger Raymond, 20 ans, de Sherbrooke.

Burwash a dit partager les vues de Lamarche en ce qui concerne les juniors. "Il n'y a pas un seul joueur qui soit de taille ici, alors qu'aux États-Unis les jeunes de 19 et 20 ans sont si bons que j'aurais peur de les affronter."

Un autre joueur négligé par les observateurs, Joe Osadca, de Toronto, a défait un favori, Robin Elliott de Vancouver, 4-6, 6-4 et 6-4.

Pour sa part, Dave Brown, de Point Clément, Ont., a vaincu le joueur junior de la ville de Québec, Richard Letendre, 6-4 et 6-0.

Chez les dames, mardi, Louise Brown, de Port Credit, a défait Eleanor O'Gorman, de Winnipeg, 6-2 et 7-5, alors que Vicki Bemer, de Vancouver, battait Sandy Campbell, de Winnipeg, 6-4 et 6-1.

Hier

Voici quelques résultats enregistrés hier: Dave Brown, de Port Credit a défait Jean Provost de Montréal, 60 et 6-4; Tony Bardsley, de Vancouver, a battu Mike Bolton de la même ville par 6-1 et 6-1; Reider Getz, d'Edmonton, a vaincu Peter Pospisil, de Toronto, 2-6, 6-3 et 6-3.

Chez les femmes, troisième ronde, Louise Brown, de Port Credit, l'a emporté 6-3 et 6-2 sur Jarmila Horsky, de Calgary et Jane O'Hara de Toronto a vaincu Della Lubin, de Toronto également 6-2 et 6-1.

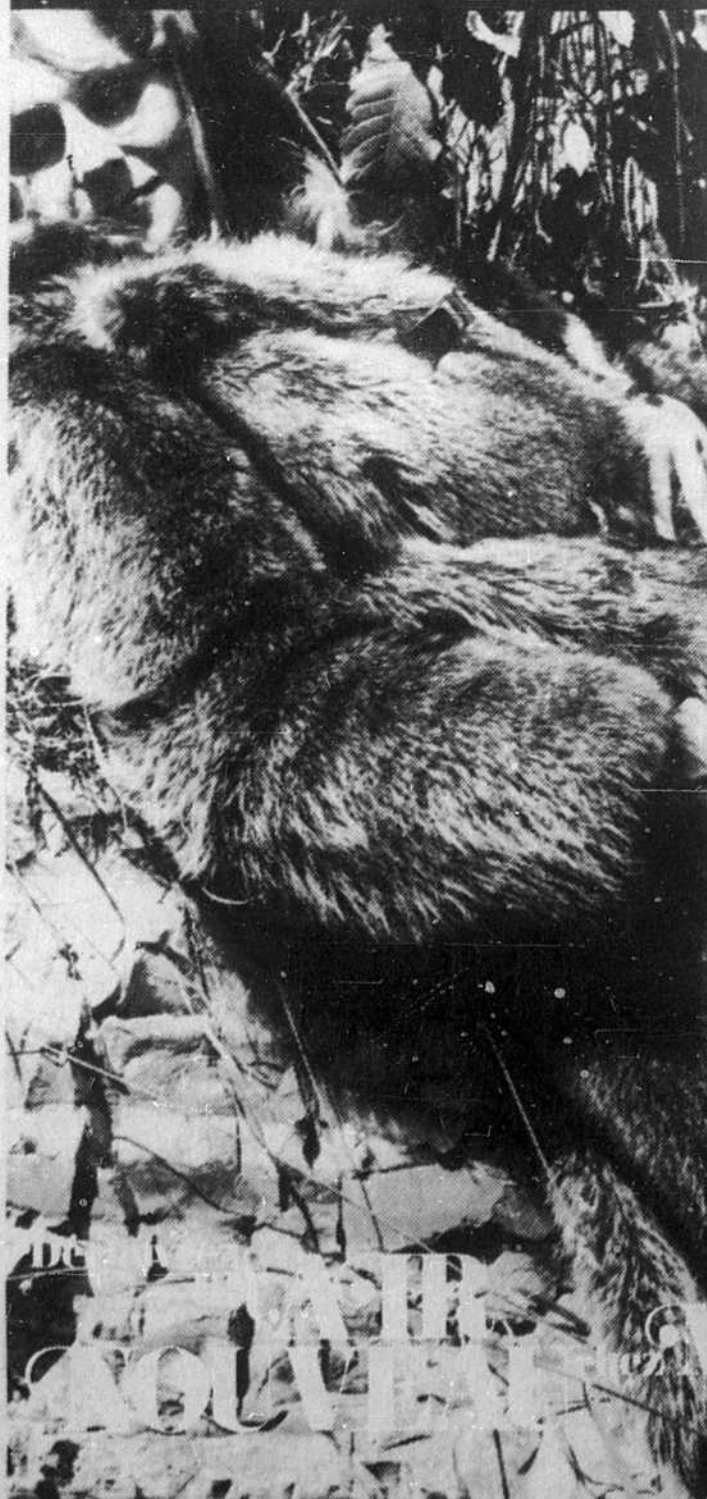
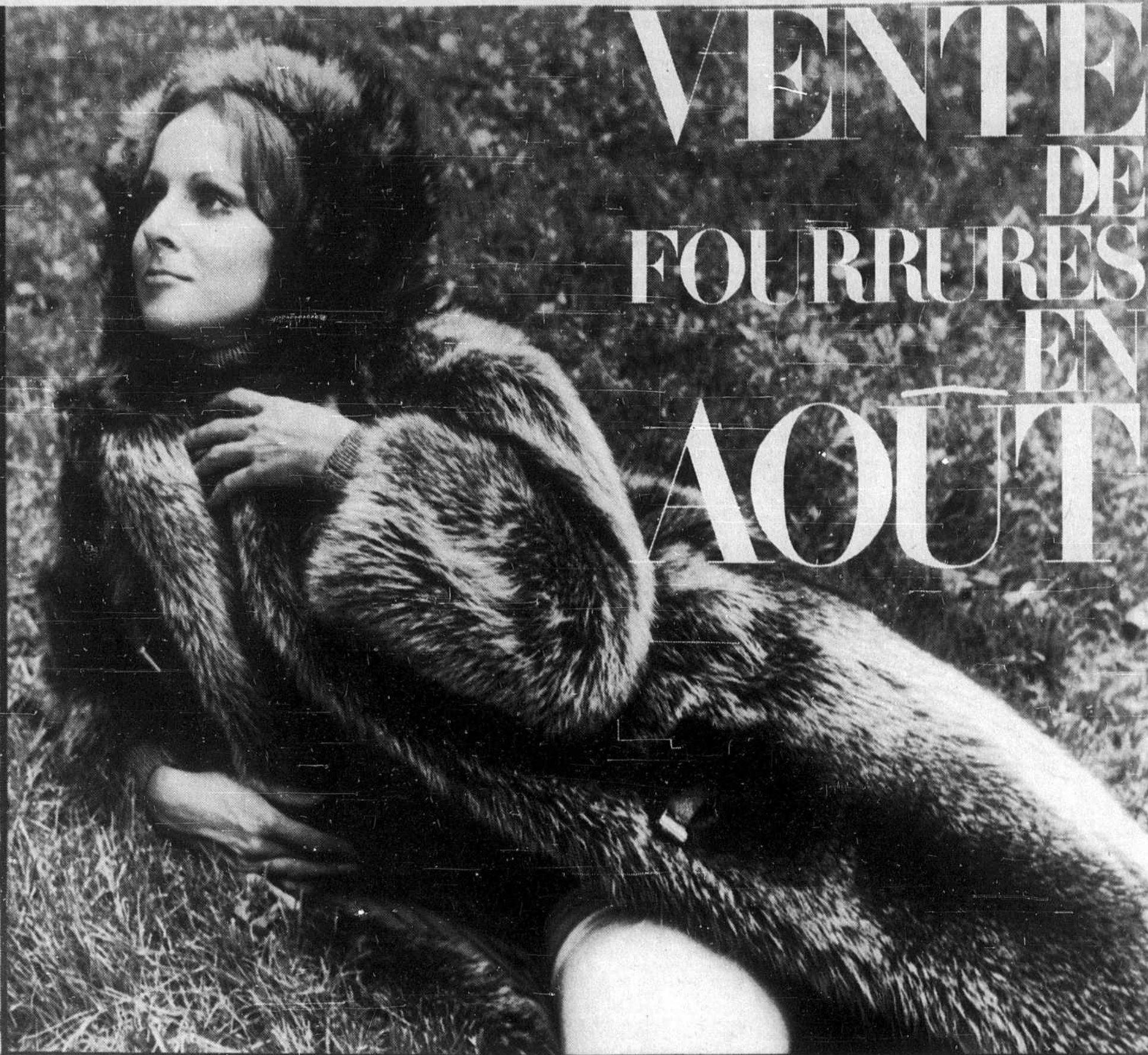
Chez les hommes, le Torontois Jim Boyce a défait Don McCormack, de Vancouver, 6-4, 3-6 et 6-1; Bill MacDonnell, de Toronto a défait Joe Osadca, de Toronto, 6-3 et 6-4; Pierre Lamarche a défait facilement Paul Henry d'Ottawa 6-0 et 6-0, chez les femmes: André Martin de Montréal a défait Diane Tétreault de Granby 6-0 et 6-0; Barb Brankovsky de Toronto a éliminé Pat Kirkpatrick de Saskatoon, 6-1 et 6-3 et Janice Tindle de Vancouver l'a emporté sur Penny White, de Toronto par 6-0 et 6-2.

Chez les hommes, le Torontois Jim Boyce a défait Don McCormack, de Vancouver, 6-4, 3-6 et 6-1; Bill MacDonnell, de Toronto a défait Joe Osadca, de Toronto, 6-3 et 6-4; Pierre Lamarche a défait facilement Paul Henry d'Ottawa 6-0 et 6-0, chez les femmes: André Martin de Montréal a défait Diane Tétreault de Granby 6-0 et 6-0; Barb Brankovsky de Toronto a éliminé Pat Kirkpatrick de Saskatoon, 6-1 et 6-3 et Janice Tindle de Vancouver l'a emporté sur Penny White, de Toronto par 6-0 et 6-2.

Chez les hommes, le Torontois Jim Boyce a défait Don McCormack, de Vancouver, 6-4, 3-6 et 6-1; Bill MacDonnell, de Toronto a défait Joe Osadca, de Toronto, 6-3 et 6-4; Pierre Lamarche a défait facilement Paul Henry d'Ottawa 6-0 et 6-0, chez les femmes: André Martin de Montréal a défait Diane Tétreault de Granby 6-0 et 6-0; Barb Brankovsky de Toronto a éliminé Pat Kirkpatrick de Saskatoon, 6-1 et 6-3 et Janice Tindle de Vancouver l'a emporté sur Penny White, de Toronto par 6-0 et 6-2.

Chez les hommes, le Torontois Jim Boyce a défait Don McCormack, de Vancouver, 6-4, 3-6 et 6-1; Bill MacDonnell, de Toronto a défait Joe Osadca, de Toronto, 6-3 et 6-4; Pierre Lamarche a défait facilement Paul Henry d'Ottawa 6-0 et 6-0, chez les femmes: André Martin de Montréal a défait Diane Tétreault de Granby 6-0 et 6-0; Barb Brankovsky de Toronto a éliminé Pat Kirkpatrick de Saskatoon, 6-1 et

VENTE DE FOURRURES EN AOÛT



Ça c'est nouveau!... les fourrures sport!...

Très en avance sur l'hiver!... Et à prix spéciaux de la Vente de Fourrures en août!... Extraordinairement avantageux!... Choisissez, sans tarder, l'un de ces modèles en raton laveur ou rat musqué au poil souple et soyeux. A très bons prix maintenant! Les deux sont en rat musqué ou raton laveur au choix. Et les deux se font en tailles: 10 à 16. SVP pas de commandes par téléphone—Fourrures—Rayon 152—Au deuxième—Centre-ville. Aussi à Dorval, Rockland et Boulevard.

Le duffle-coat: **\$449**
Le manteau pour pantalons: **\$359**



Morgan
COMPAGNIE DE LA BAIE D'HUDSON

Faites vos achats avec
un compte Morgan

HEURES D'OUVERTURE:
Lundi à mercredi 9h30 à 6h.
Jeudi et vendredi 9h30 à 9h.
Samedi 9h. à 5h.

CENTRE-VILLE,
Square Phillips,
Rue Ste-Catherine, 844-1515

DORVAL, au Centre Commercial,
631-6741

ROCKLAND,
au Centre Commercial,
739-5521

BOULEVARD,
au Centre Commercial,
728-4571

SNOWDON,
5343 Chemin de la Reine-Marie,
844-2811

MAGASIN À L'ENTREPÔT
2105—23e Avenue, Lachine
636-9633